



Notes du mont Royal

WWW.NOTESDUMONTROYAL.COM

Cette œuvre est hébergée sur «*Notes du mont Royal*» dans le cadre d'un exposé gratuit sur la littérature.

SOURCE DES IMAGES
Google Livres

MÉMOIRES
HISTORIQUES
SUR LA
MAISON ROYALE DE SAVOIE

ET SUR LES
PAYS SOUMIS A SA DOMINATION
DEPUIS LE COMMENCEMENT DU XI^e SIÈCLE
JUSQU'A L'ANNÉE 1800 INCLUSIVEMENT

ENRICHIS DE NOTES ET DE TABLEAUX
GÉNÉALOGIQUES ET CHRONOLOGIQUES

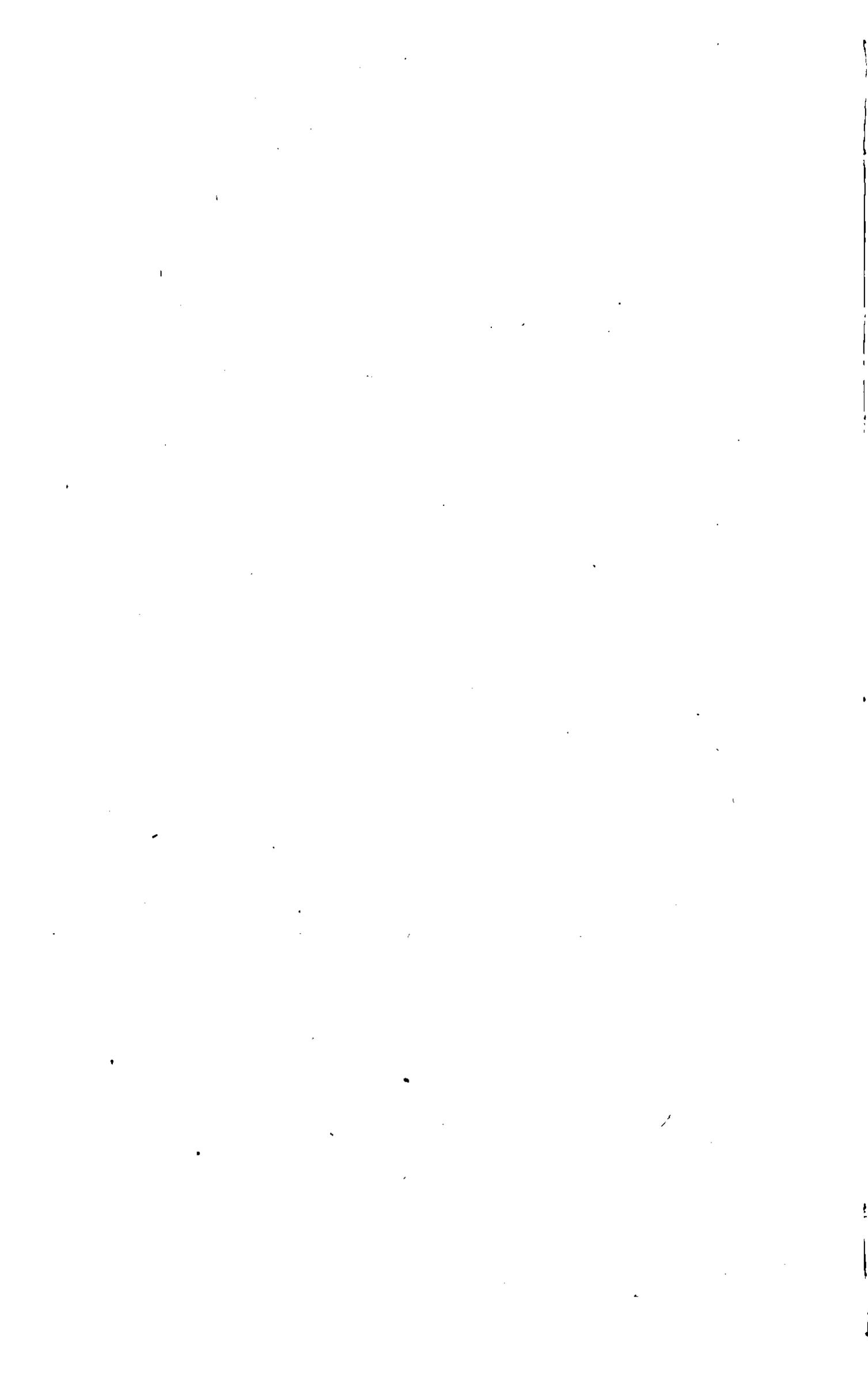
PAR
M. LE MARQUIS COSTA DE BEAUREGARD
QUARTIER-MAÎTRE GÉNÉRAL DE L'ARMÉE

TOME QUATRIÈME



CHAMBÉRY
A. PERRIN, Libraire-Éditeur,
Rue de Boigne, section des Portiques.

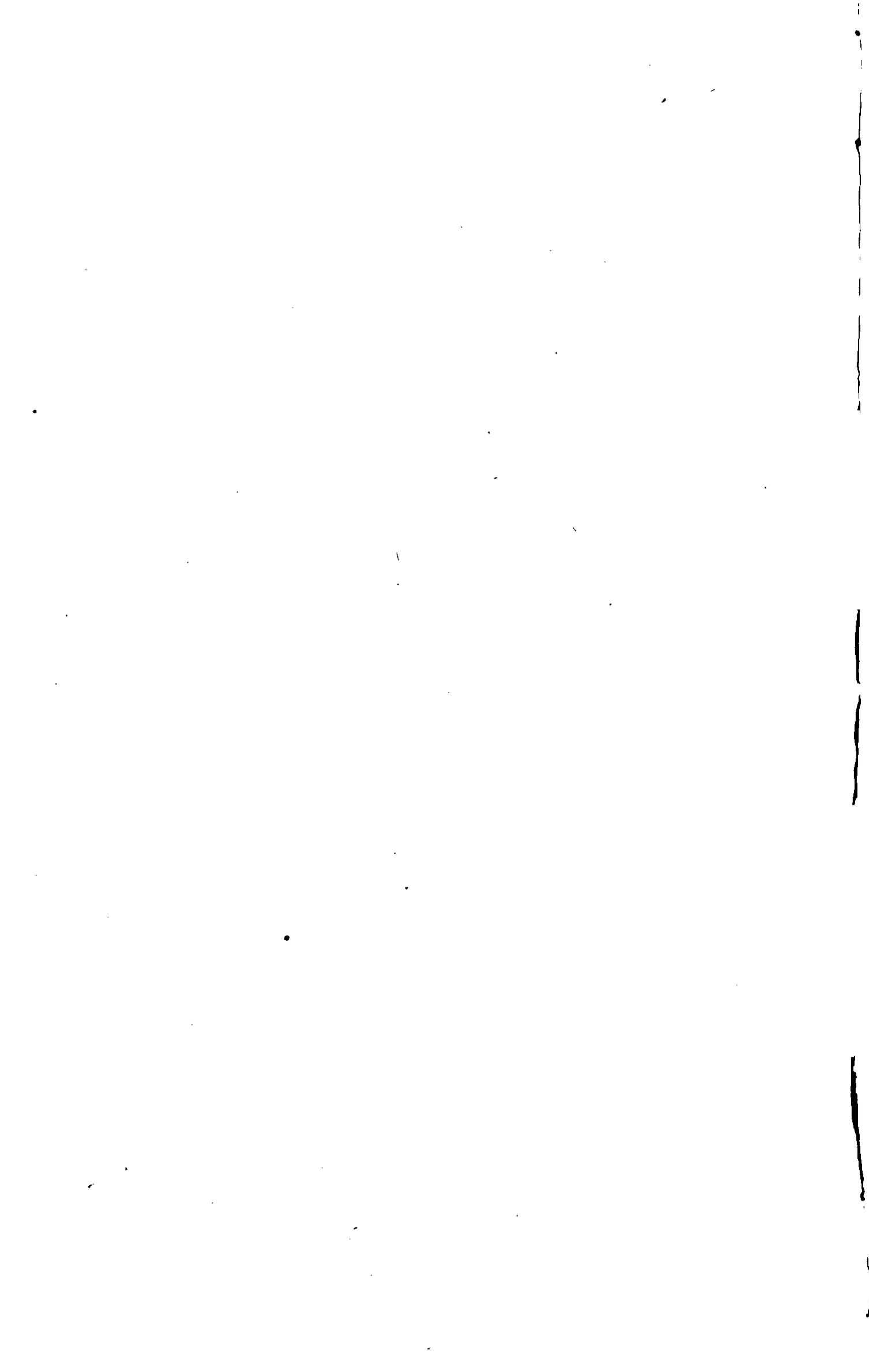
—
1888



En livrant à l'impression le quatrième volume inédit des Mémoires Historiques laissés par le général marquis Costa, son arrière-petit-fils espère faire œuvre utile.

Il dédie ce livre à tous ceux que le temps présent attriste trop.

Chambéry, décembre 1888.



CHARLES-EMMANUEL IV

Situation de la monarchie piémontaise lors de l'avènement de Charles-Emmanuel au trône.

On a vu, depuis le traité de Paris, la condition de Victor-Amédée III empirer chaque jour, chaque jour appesantir sur la tête de ce prince, si cruellement éprouvé dans sa vieillesse, le joug de la France révolutionnaire.

Les alliés, sur l'appui desquels ses pères et lui-même avaient pu compter autrefois, n'étaient plus en mesure de lui donner les moindres secours.

Les Autrichiens, forcés par Bonaparte sur le Pô, sur le Tessin, sur l'Adda, sur le Mincio, combattaient encore sous les remparts de Mantoue, afin de conserver un pied dans la presqu'île; mais l'opiniâtreté de leurs efforts n'en garantissait pas le succès.

Les Anglais avaient abandonné l'Italie dont tous les ports leur étaient fermés.

L'archiduc de Milan et le duc de Modène s'étaient réfugiés dans le Tyrol sous la protection des armées impériales et laissaient le champ libre dans leurs Etats aux expériences des démagogues de toute l'Italie, lesquels, sous les auspices de la nation victorieuse, venaient d'y fonder

une république nouvelle; et, dès le jour de sa naissance, mortelle ennemie des maisons d'Autriche et de Savoie (1).

Gênes, transformée en démocratie pure, n'en était que plus ouvertement animée contre le Piémont; le gouvernement français avait fait certainement plus de mal au roi de Sardaigne en lui donnant un pareil voisinage qu'en lui ôtant Nice et la Savoie.

Venise, la plus ancienne amie de nos princes, touchait à son heure dernière.

Le Pape, après avoir trop inconsidérément tiré l'épée, à l'exemple de Saint Pierre, n'en était pas quitte, comme ce prince des Apôtres, pour la remettre au fourreau; il avait été dépouillé de la meilleure partie de son patrimoine et chargé d'énormes contributions (2).

Le roi de Naples qui, mu d'un sentiment chevaleresque, avait levé dans ses seuls Etats 60,000 hommes pour servir la cause antirévolutionnaire, n'avait pas vu plutôt le boulevard de l'Italie renversé qu'il s'était hâté de disperser ses soldats comme s'il avait craint qu'on n'aperçût des traces de leur rassemblement, et qu'il avait envoyé à Gênes des charriots remplis d'or pour acheter des patentes de neutralité: d'un autre côté, les Suisses, autrefois jouissant d'une grande considération parmi les autres peuples, aujourd'hui divisés entre eux, devenus presque étrangers à leur politique nationale et dépouillés de leur caractère antique, étaient loin de pouvoir assister de leurs armes ni de leur crédit un ami dans la détresse.

Bref, de toutes les puissances qui avaient influé de près ou de loin sur le Piémont, il n'en restait pas une seule capable de s'intéresser utilement à son sort.

Si le roi de Sardaigne portait ses regards sur

l'intérieur de son propre pays , il n'y voyait que sujet de peine et d'alarmes. Les malheurs de la dernière guerre avaient doublé le nombre des jacobins et des frondeurs. Des réformes indispensables avaient multiplié les mécontents. La somme des dettes de l'État avait quadruplé en cinq années, et les émissions continuelles de billets de crédit sur les finances de l'État avaient enfin ébranlé la confiance publique dans ce signe si longtemps respecté.

Pour comble de maux, le sol piémontais, presque toujours fertile, n'avait produit en 1796 qu'une récolte insuffisante aux besoins de sa population ; une disette plus grande encore s'annonçait pour l'année d'après * ; une cruelle épizootie ravageait ce pays autrefois si riche en toute sorte de bétail **.

Avènement de Charles-Emmanuel IV au trône.

— Système politique que les circonstances le forcent d'adopter.

Charles-Emmanuel IV montant sur le trône dans des circonstances aussi déplorables, ne s'aveuglant point sur les embarras de sa situation, et cependant ne désespérant pas de la chose publique, donna une vraie preuve de courage.

Il n'avait pas de choix sur la route qu'il devait

* Les récoltes furent très mauvaises en Piémont pendant les années 1797, 1798 et 1799; et les réquisitions faites par les troupes étrangères les rendirent insuffisantes.

** Les ravages causés en Piémont par l'épizootie durèrent près de trois ans, à en juger par les manifestes ordonnant des précautions à prendre pour combattre la contagion.

suivre; elle lui était impérieusement tracée par la nécessité. Investi de toutes parts, entièrement garrotté par les Français; hors d'état de leur tenir tête, incapable par la loyauté de son caractère d'user de trahison à leur égard, il n'avait d'autre parti à prendre que de bien vivre avec eux s'il le pouvait; et à supposer que la grande République fut alors disposée (comme on avait lieu de le croire) à suivre les conseils de la modération et de la prudence, elle devait tendre à diminuer le nombre de ses ennemis. Elle paraissait n'avoir nul intérêt à détruire le roi de Sardaigne; et sa protection seule pouvait procurer à ce prince la tranquillité dont il avait besoin pour restaurer son Etat ébranlé.

Ce fut ainsi que le nouveau roi et ses conseillers fidèles envisagèrent l'état des choses.

Charles-Emmanuel crut pouvoir suivre les traces d'Emmanuel-Philibert, l'un de ses plus illustres devanciers, lequel, malgré de trop justes ressentiments contre la France, sous le joug de laquelle le sort l'avait jeté, parvint à désarmer cette puissance fatale à sa famille, en obtint de grandes restitutions, et dut son salut à des ménagements infinis pour Catherine de Médicis et pour les enfants d'Henri II, qu'assurément il ne pouvait aimer ni estimer.

Le nouveau roi avait témoigné, sous le règne précédent, son improbation pour plusieurs mesures prises par son père; il s'était acquis par là une espèce de crédit parmi les frondeurs, et même auprès du gouvernement révolutionnaire de France. Il est impossible d'en douter, au moins si l'on se rappelle l'accueil que reçut le premier ambassadeur chargé de le représenter auprès du Directoire de Paris.

Il espéra mettre à profit cette disposition favorable pour obtenir une confiance qu'il n'avait

bien certainement nul intérêt à tromper, ne pouvant, ainsi que l'observe un écrivain politique de ce temps, * jouer pour le moment aucun autre rôle que celui des rois de Pergame et de Bithynie soumis au Sénat romain.

Ces démonstrations lui valurent, à ce qu'on assure, la double proposition de se déclarer lui-même roi constitutionnel et de faire banqueroute. Il rejeta ces deux partis ; un exemple trop récent ne devait pas le faire incliner au premier ; et l'autre lui paraissait indigne d'un roi chrétien. D'ailleurs, il jugea que ce qui pouvait être le plus dangereux dans une situation pareille à la sienne, était de toucher aux bases fondamentales de sa puissance et de son crédit, et il prit la résolution courageuse et touchante de sacrifier son propre repos, et même, s'il était nécessaire, l'amour de ses sujets, au devoir sacré de payer ses dettes ; il en vint pour atteindre ce but aux mesures les plus sévères. Une stricte économie fut mise dans sa maison et dans toutes les parties de l'administration publique. A son exemple, les princes de sa famille sacrifièrent une partie du revenu de leurs apanages au soulagement des finances royales. Non seulement il laissa subsister les impôts extraordinaires de guerre, mais il sentit la nécessité d'en établir de nouveaux. Il affranchit de toute redevance féodale ce qui restait des biens de la couronne, et ordonna qu'ils fussent mis en vente, pour le prix en être employé aux besoins urgents de l'État. Il ouvrit de nouveaux emprunts sur l'Hôtel-de-Ville de Turin, auquel il abandonna pour cet effet une partie considérable du produit des gabelles. Il assit un nouvel impôt sur les propriétés et sur le luxe. Enfin, il surmonta ses plus grandes répugnances

* Dumourier.

en ordonnant la vente de quelques parties des biens du clergé pour anéantir la masse totale des billets de l'État devenue si prodigieuse, qu'elle aurait seule absorbé toutes ses ressources. La dangereuse facilité de créer du papier-monnaie et le genre de guerre qu'il avait eu à soutenir, avaient aveuglé le feu roi sur l'abîme où il précipitait ses affaires. Mais aujourd'hui il était trop évident que les palliatifs ne pouvaient plus remédier aux plaies profondes de l'État.

Les premières opérations de Charles-Emmanuel II eurent un succès assez heureux ; il retira pour 14 millions de papier, paya pour près de 2 autres millions de dettes urgentes, et fit de grands achats de blé pour prévenir la famine qui menaçait son peuple.

C'était beaucoup faire en moins de six mois. Le concours de ces sages mesures releva, pendant quelques moments, et d'une manière surprenante, le crédit du gouvernement ; la confiance publique allait renaître, des cris d'applaudissement et de reconnaissance commençaient à se faire entendre ; mais ce n'était pas le compte des ennemis cachés de Charles-Emmanuel. Ceux-ci n'aspiraient nullement à voir le prince délivré de ses dettes, et le Piémont heureux ; ils ne voulaient que l'humiliation de leurs ennemis, leur propre élévation, et toute marche était à leur gré trop lente pour parvenir à ce terme (3 et 4).

Dégoûts et traverses secrètes que Charles-Emmanuel éprouve de la part des Français ; menées des Jacobins piémontais.

Le gouvernement directorial de France ayant reconnu que le nouveau roi de Sardaigne n'était point disposé, comme tant d'autres potentats

de son temps, à hâter de ses propres mains la chute de son trône, lui retira ses premières marques de faveur, et des procédés hostiles ne tardèrent pas à en prendre la place.

Par l'article 8 du traité de paix conclu par le feu roi, ce prince devait pardonner aux patriotes piémontais précédemment traduits en justice pour délits politiques. Une amnistie pleine et entière avait en conséquence été déjà publiée; mais le ministre de France résidant à Turin ne s'en contenta pas; sous prétexte de tenir main à l'exécution de cet article, il s'établit juge entre le roi et ses sujets rebelles, son palais devint le rendez-vous d'une infinité de gens suspects au gouvernement, et il ne dédaigna pas de présider quelques fois leurs assemblées secrètes hors des murs de la ville, en ayant l'air d'herboriser dans les jardins botaniques du Valentin (3). Les perturbateurs forts (4) d'un tel appui ourdissaient chaque jour quelque trame nouvelle; chaque jour découvrait au roi des projets sinistres de soulèvement ou d'incendie, à la faveur desquels sa vie même était menacée.

Il apprit un jour qu'il devait être enlevé sur le chemin de Rivoli, où il allait faire une visite au duc d'Aoste, son frère, et il est à croire que sa fermeté seule fit échouer le complot, car il ne changea rien à son plan, et affecta seulement d'être moins accompagné qu'à l'ordinaire dans ce petit voyage.

La police très active autour de lui * ne permettait pas qu'il ignorât rien de ce qui se passait dans l'ombre, et veillait en même temps à sa sûreté. Enfin, impatient de mettre un terme à tant d'indignités, toujours fidèle à son système, et forcé de ménager les instigateurs secrets de

* Alors dirigée par le comte de Castelengue.

ces trames abominables, il crut nécessaire de conclure avec la France une alliance offensive et défensive dont elle venait de lui faire la proposition.

*Traité d'alliance avec les Français (5).
contre l'Autriche.*

Ce traité fut négocié à Turin entre le chevalier Damian de Prioucca, chef de bureau des affaires étrangères pour le roi, et le général de division Clark *, ministre plénipotentiaire pour la République française; il fut signé le 5 avril 1797, c'est-à-dire onze mois après le traité de Paris et six mois après l'avènement de Charles-Emmanuel à la couronne.

Par l'article 1^{er}, il y était dit que la présente alliance ne serait offensive que jusqu'à la paix continentale, ensuite de quoi elle deviendrait purement défensive, et serait établie sur des bases plus conformes aux intérêts des deux puissances.

Il était stipulé, article 2, que cette alliance ayant pour but principal de hâter la conclusion de la paix générale et d'assurer la tranquillité future de l'Italie, elle n'aurait son exécution, pendant la guerre actuelle, que contre l'empereur d'Allemagne, et que S. M. Sarde serait neutre avec l'Angleterre et les autres puissances en guerre avec la République française.

Par l'article 3, le roi et la République se garantissaient réciproquement et de tous leurs moyens leurs possessions actuelles en Europe. Les deux peuples s'engageaient à réunir leurs forces contre l'ennemi commun au dehors, et à

* Aujourd'hui duc de Feltre.

ne donner aucun secours direct ni indirect aux ennemis du dedans.

Par l'article 4, S. M. promettait de fournir aux armées de la République française en Italie un contingent de 8,000 hommes d'infanterie et de 1,000 hommes de cavalerie, outre 40 pièces de canon attelées et servies.

Par l'article 7, la France promettait de faire à S. M. Sarde, lors de la paix continentale, tous les avantages que les circonstances permettraient de lui procurer.

Enfin, par les articles 9 et 10, toutes levées de contributions imposées au Piémont par le gouvernement français lors du premier traité, et qui n'avaient point encore été modifiées, cesseraient le jour de la ratification de celui-ci.

L'alliance du 5 avril 1797 fut le dernier acte portant quelque caractère de décence et de réciprocité entre les deux gouvernements. Le caractère connu des ministres qui l'avaient signée semblait seul la garantir; elle n'en fut pas moins violée sans pudeur bien peu de temps après de la part du plus fort.

Charles-Emmanuel, qui n'en pouvait prévoir les suites, s'applaudissait des engagements qu'il venait de prendre; il fut exact à rassembler dans le Novarais, au temps convenu, les troupes et les canons qu'il s'était engagé à fournir, et que le général Alexandre Berthier passa en revue avant le milieu du même mois.

Armistice de Leoben; paix de Campo-Formio, l'une du 7 avril 1797, l'autre du 17 octobre suivant.

Que cette union des troupes sardes à celles de France ait déterminé ou non l'armistice de

Leoben, toujours est-il vrai que cet important traité fut signé à bien peu de jours de là entre Bonaparte et les généraux de l'archiduc Charles, et qu'il servit de base à la fameuse paix de Campo-Formio, conclue six mois plus tard, époque à jamais mémorable surtout pour l'Italie dont elle acheva de changer la forme et de déplacer les limites.

Ce fut alors que l'antique République de Venise, dont la naissance remontait au temps de Théodoric et d'Attila, disparut du tableau politique de cette contrée. Son territoire fut partagé entre la puissance autrichienne et la nouvelle République cisalpine, comme la Pologne l'avait été entre la Prusse, l'Autriche et la Russie.

Ce fut, dans la fin du XVIII^e siècle, le second exemple de formidables ennemis s'accordant entre eux au moyen du partage d'un territoire neutre et sur lequel ils n'avaient pas plus droit les uns que les autres.

On se souvint alors à Turin d'une anecdote connue d'un petit nombre de personnes.

Pendant que le plénipotentiaire Clark et le chevalier de Prioucca, réglaient ensemble les conditions du traité d'alliance, le comte Querini, envoyé de Venise à la cour de Turin, * affectait de vivre dans une espèce de familiarité avec le ministre français et d'aller chez lui à toute heure. Un matin, celui-ci le fit prier d'attendre, étant occupé dans son cabinet de l'expédition d'un courrier. Querini se promenant dans le salon, remarqua une carte géographique déployée sur une table; c'était celle de l'Etat de Venise; elle était disséquée au moyen d'une soie verte fixée par des boules de cire et présentait la ligne de

* Depuis ministre de sa République auprès du Directoire de Paris.

démarcation projetée dès lors, et réglée depuis à Campo-Formio.

Il en fallait moins pour exciter la surprise et faire naître les doutes du Vénitien. De retour chez lui, rien ne lui parut plus pressé que de dépêcher un courrier à son gouvernement pour l'informer de ce que le hasard venait de lui faire découvrir ; mais cet avertissement tardif ne détourna point le coup mortel prêt à frapper le Lion de Saint-Marc.

Quoiqu'en attendant la signature de la paix les troupes du roi demeuraient unies à celles de France sur les bords du Tessin, cette bonne harmonie apparente n'empêcha pas les jacobins d'exciter à plusieurs reprises des troubles dans l'intérieur du Piémont, et de sévir en Savoie d'une manière cruelle contre les officiers nés dans cette province, et se trouvant alors employés dans l'armée sarde. En vertu d'un des articles du traité de Paris, ils n'avaient pas encore été assimilés aux émigrés français ; ils le furent alors. Des tables supplémentaires de proscription furent dressées exprès pour eux et, malgré les instances et les touchantes sollicitations du roi en leur faveur, les biens de plusieurs d'entre eux furent vendus, et les autres restèrent sous le séquestre.

Soulèvement dans plusieurs parties du Piémont.

— *L'animosité des transfuges de ce pays est excitée par les républiques voisines. — Le roi s'en plaint à Bonaparte qui lui donne satisfaction. — Le général en chef quitte l'Italie après le traité de Campo-Formio.*

· Dans le temps même où les troupes sardes et françaises étaient réunies sous les ordres du

même chef, on vit éclater à Montcalier, à Fossan, à Savillan, à Asti (6) de ces émeutes populaires, de ces famines factices dont les premiers instigateurs de la révolution en France avaient fait un si grand usage pour accoutumer les peuples au désordre.

Ces mouvements étaient évidemment organisés sur les mêmes principes. Un grand Congrès fut tenu à Turin pour aviser aux moyens de les réprimer et, suivant l'usage, chacun des membres de ce Conseil attendait qu'un de ses collègues ouvrit un avis courageux, et divaguait, en attendant, en lieux communs de prudence et de pusillanimité.

Chacun sentait trop que ces étincelles portaient d'un feu caché, et l'on croyait apercevoir une main puissante attisant ce feu.

Le résultat des délibérations ayant été porté au roi, il s'indigna de tant de faiblesse, prit la plume et sur l'heure traça de sa main l'organisation des colonnes mobiles, le plan de leurs opérations et l'ordre de leur départ; portées en même temps sur toutes les masses d'insurrection, elles ne tardèrent pas à les dissiper.

L'habitude de l'ordre dans un pays si longtemps et aussi parfaitement réglé que l'avait été le Piémont, n'était pas aisée à détruire tout d'un coup, mais, en calmant ce premier indice du mal, le roi ne s'en dissimulait pas la vraie cause. Les républiques cisalpine et ligurienne avaient accueilli en frères les patriotes piémontais que leur orgueil dépravé, et non certainement les rigueurs du gouvernement sarde, avait porté à s'exiler de leur patrie.

Ces sectaires pernicioeux entretenaient en Piémont, par leurs correspondances secrètes, l'esprit de révolte; d'un autre côté ils envenimaient la malveillance de leurs hôtes contre un gouver-

nement dont la sévérité s'était bornée jusqu'alors à déjouer leurs trames criminelles, et qui n'avait cessé de tempérer à leur égard la juste rigueur des lois. Ils n'aspiraient qu'à le détruire, et croyaient que le sûr moyen d'y parvenir était de mettre le roi de Sardaigne aux mains avec les nouvelles démocraties italiennes, appréciant à sa juste valeur l'appui que dans ce cas il pouvait espérer de la République française, son alliée apparente et son ennemie réelle.

Le prince voyait assurément la chose tout comme eux ; dans l'embarras de sa situation, il se détermina à écrire directement au général en chef de l'armée française en Italie.

Il lui exposa simplement les faits, invoquant l'article 3 du traité d'alliance, et réclamant son intervention puissante auprès des ennemis de son pays.

Bonaparte était alors à Vérone occupé à régler définitivement le sort des peuples soumis par ses armes. Il écrivit sans retard au Directoire cisalpin de faire sortir de sa république tous les patriotes piémontais, et ordonna en même temps aux commandants français des places de sûreté en Piémont de donner main-forte aux troupes sardes, toutes les fois qu'il s'agirait de dissiper des attroupements de rebelles. On n'avait pas entendu un pareil langage depuis le commencement de la guerre de la liberté ; on ne devait pas l'entendre dans la suite.

Malheureusement cet acte de justice demeura sans effet ; Bonaparte étant retourné en France peu de temps après, et la plupart de ceux qui le remplacèrent n'ayant pas mieux hérité du respect qu'il avait témoigné, dans cette circonstance, pour la foi des traités que de son génie, de ses talents et de sa fortune.

Les Jacobins en-deça des monts le virent

partir avec joie; ils ne lui pardonnaient pas d'avoir, après la victoire, usé de quelques ménagements envers les vaincus; de n'avoir pas aboli le Saint-Siège pendant que la chose leur semblait si facile; d'avoir supprimé leurs clubs dans toute la Lombardie; d'avoir traité trop librement leurs députations en diverses rencontres; surtout d'avoir sacrifié leurs frères du pays Vénitien, en les plaçant sous un joug qu'ils abhorraient, celui de la maison d'Autriche.

Accueil que Bonaparte reçoit à Paris. — Son départ pour l'expédition d'Égypte. — Exploits du Directoire exécutif pendant son éloignement.

Lé Directoire et les conseils de Paris, tout en accablant de louanges et de fêtes le conquérant de l'Italie, déguisèrent mal l'embarras que leur causait son retour. La troupe l'avait proclamé le plus grand des guerriers; la nation entière, mécontente du régime actuel, semblait entrevoir un libérateur dans cet homme de génie, grandi par tant de hauts faits; enfin, la jalousie des chefs du gouvernement français les éclaira sur le danger qui les menaçait: ils jugèrent que l'ostracisme seul pouvait encore sauver la République, et Bonaparte s'embarqua pour les contrées orientales, emmenant avec lui ses meilleurs généraux, l'élite de ses demi-brigades*.

La fortune sembla ne l'avoir conduit sur les confins célèbres de l'Afrique et de la Syrie que pour lui donner une première idée de ses caprices et des vicissitudes étranges auxquelles il était réservé.

* Une expédition à peu près pareille en Égypte avait été projetée par le duc de Choiseul en 176.; près de 400 voiles et 15 vaisseaux de ligne furent confiés à Bonaparte pour l'exécuter.

Le temps que Bonaparte passa loin de la France fut celui où les dominateurs de ce pays commirent le plus de fautes, coururent le plus de dangers, et s'attirèrent le plus de haine. On donnait publiquement aux directeurs le nom de *Tyrans du Luxembourg* et leur autorité n'était pas moins vouée au mépris.

Pour se remettre en honneur, ils crurent devoir entreprendre d'injustes conquêtes; ils se souillèrent par des attentats politiques d'un genre bas et odieux. Un de leurs exploits fut de conquérir, de dépouiller et de révolutionner la Suisse, la plus ancienne, la plus constante amie du peuple français. Un autre fut d'achever le pillage de Rome (7), de travestir les débris de l'état ecclésiastique en une république romaine sans force et sans dignité. Pie VI, vénéré par son âge et par son caractère, fut arraché par eux d'une chartreuse en Toscane, où il s'était réfugié, et traîné en France comme un criminel d'Etat.

Il fallait mettre sous le pied des scrupules bien plus grands encore pour détrôner et dépouiller le roi de Sardaigne, allié forcé, mais dont il était impossible de suspecter la loyauté. Cet obstacle ne put les arrêter. Seulement, par une espèce de pudeur, ils résolurent de lui faire porter les premières atteintes par l'enclume de ses sujets, et par ses voisins pleins de haine et de convoitise.

Nous avons dit ailleurs que les patriotes piémontais, réfugiés dans les républiques italiennes, avaient dû en être chassés, tant en vertu des derniers traités, que d'après un ordre formel de Bonaparte; tout le contraire arriva. Ces mêmes hommes, bien traités par leurs hôtes, passèrent l'hiver de 1797 à 1798 à machiner contre leur patrie les plus noirs complots, et à préparer les plus funestes entreprises.

Tentatives des transfuges piémontais contre les frontières des Etats du roi, en 1798; ils sont favorisés par les traîtres de l'intérieur, soutenus ouvertement par le gouvernement ligurien, et secrètement par les agents français.

Ici commencent des scènes dégoûtantes propres à inspirer la plus profonde indignation, et qu'il faudrait pouvoir faire disparaître à jamais des pages de l'histoire.

Dès les premiers jours d'avril 1798, le Piémont fut inondé de brochures incendiaires, de chants patriotiques, de proclamations invitant les soldats du roi à la désertion et ses peuples à la révolte.

Ces écrits, dont quelques-uns étaient dans l'idiome du pays, respiraient une énergie infernale, et rappelaient ceux des patriotes français au commencement de leur révolution; imprimés sans beaucoup de mystère à Gênes et à Milan, ils portaient pour date, *an 1^{er} de la république piémontaise*, et ils étaient publiés au nom d'un prétendu Comité révolutionnaire subalpin. La cour de Turin était tournée en dérision dans ces pamphlets, ses ministres, ses magistrats y étaient indignement calomniés; les généraux taxés de lâcheté et d'ineptie; les sous-ordres seuls étaient flattés; suivant un des principes fondamentaux de la secte, on y promettait aux soldats, aux sous-officiers, des grades proportionnés à leurs talents jusques-là méconnus et de l'avancement à tous ceux qui abandonneraient l'armée royale pour servir la cause de la liberté

On faisait espérer l'abolition des impôts aux bourgs et aux villages qui lèveraient les premiers l'étendard de la rébellion et qui seconde-

raient les efforts de leurs défenseurs, soit en s'armant pour eux, soit en leur fournissant de l'argent ou des subsistances.

Ce déluge d'écrits ne précéda que de peu de jours l'apparition d'une force armée peu considérable dans le principe, mais qui devait s'accroître de tous les révolutionnaires cachés dans l'intérieur du Piémont, dans sa capitale même, dans ses meilleures villes, et parmi la classe la plus distinguée de ses habitants.

Ces noyaux d'une prétendue armée patriotique se montrèrent à la fois sur les confins du Novarrais, de l'Alexandrin, de la vallée de Luzerne. C'était un mélange de Jacobins et de déserteurs piémontais, génois, italiens et français, écume des pays auxquels ils devaient l'existence.

Ils s'étaient donné le nom d'*armée infernale*, de *divisions du nord, du levant, du midi*, ce qui ne les aurait pas rendu plus formidables, sans leur adhérence avec les démocraties italiennes et sans une protection cachée et cent fois plus dangereuse.

Ces petits corps de rebelles étaient armés, vêtus et organisés à la française; ils avaient des états-majors, des caisses militaires, des canons, des caissons, des drapeaux tricolores chargés d'inscriptions révolutionnaires (8).

Deux officiers français étaient à leur tête: Colignon, adjudant général de l'armée de Brune, commandait l'armée ou division du midi, rassemblée sur le territoire Ligurien.

Léoto, Dauphinois, aide-de-camp du général Fiorella, commandait celle du levant, rassemblée sur la rive gauche du Lac-Majeur.

Ces masses, qui composaient à peine au début 4,000 hommes, n'en parurent pas moins alarmantes, parce qu'il était impossible de les

considérer autrement que comme des brûlots destinés à produire un vaste embrasement. D'abord, le roi se contenta de leur opposer un corps de troupes de force égale à la leur, divisé en colonnes mobiles comme l'armée précédente, et commandé par un général major, ayant sous lui quelques officiers de confiance de différents grades (9).

De fortes réserves étaient en arrière pour les soutenir au besoin.

Vu l'esprit qui régnait alors, Charles-Emmanuel crut à propos d'user à son tour de l'arme des proclamations ; il publia, le 19 avril 1798, un manifeste par lequel il invitait ses sujets fidèles à s'armer pour le maintien de la tranquillité publique ; ils les engageait à se joindre aux troupes réglées pour repousser les entreprises de quelques hommes pervers, portant la discorde et la guerre civile au sein de leur patrie ; il promettait l'impunité aux déserteurs mêmes de ses troupes passés dans les rangs des rebelles, pourvu qu'à l'instant même ils rentrassent dans leur devoir ; et il déclara qu'au contraire les coupables pris les armes à la main seraient jugés sommairement et punis suivant toute la rigueur des lois.

Dans son préambule, ce bon prince exposait d'une manière touchante les soins qu'il s'était donné jusqu'alors pour remédier aux maux de l'Etat, la sévère économie rétablie dans ses finances, quelques parties de son mobilier et de son domaine mis en vente pour acquitter les charges extraordinaires de l'Etat, ses démarches pour maintenir la bonne harmonie avec les puissances voisines ; sa sollicitude pour prévenir la cherté des blés ; enfin, comme les perturbateurs de l'ordre public osaient se vanter ouvertement de l'appui des Français, il affirmait avec

vérité que cette puissance alliée n'avait cessé et ne cessait encore chaque jour de lui donner des assurances d'amitié et de bon voisinage.

Il n'avait nul besoin, sans doute, d'appeler le peuple de Piémont en jugement de sa conduite, ni d'invoquer le secours de ses paysans contre les hordes méprisables de brigands qui, dépourvus d'appui, n'auraient résisté nulle part à ses moyens ordinaires de répression. Mais il était bien aise de rendre nationale la guerre déplorable qu'on l'obligeait à soutenir; peut-être voulait-il aussi faire rougir ses alliés de leurs lâches procédés à son égard, et leur prouver qu'il pouvait compter encore sur le dévouement du plus grand nombre de ses sujets. En effet, il fut prouvé alors, et dans la suite, que le roi n'avait pas d'hommes plus affectionnés à sa personne, et les rebelles d'ennemis plus implacables que les simples habitants des campagnes.

La division de Léoto commit la première infraction de territoire; elle traversa l'extrémité méridionale du Lac-Majeur sur une flotille de barques escortées par deux bâtiments pontés, chargés d'obusiers et de canons, et portant, l'un pavillon français, l'autre pavillon cisalpin,

Les patriotes s'emparèrent des bourgs d'Intra et de Palenza, appartenant au roi, et qu'ils mirent à contribution; après quoi ils remontèrent sans obstacles le long de la Toccia, petite rivière, dont la source est adossée à celle du Rhône au mont de la Fourche, et qui baigne les vallées de Formazza et d'Ossola. Il y firent déclarer un petit nombre de patriotes et pillèrent plusieurs hameaux. Parvenus à Domo d'Ossola, chef-lieu de cette vallée, l'armée infernale s'empara du bourg de ce nom, ainsi que d'un vieux château féodal gardé par quelques invalides qui se rendirent à la première sommation. On y trouva

deux ou trois pièces de canon, quelques munitions et des vivres, le tout d'un grand prix pour les rebelles.

Mais après avoir parcouru, sans coup férir, le reste du haut Novarrais, l'armée de Léoto étant redescendue près du lieu où la Toccia se jette dans le Lac-Majeur, fut rencontrée par un fort détachement de troupes royales sous les ordres de l'adjudant général, comte Alciati, officier de réputation et qui la tailla en pièces. La moitié des patriotes resta sur le champ de bataille de Gravelone avec ses drapeaux, ses canons (10) et presque la totalité de ses armes. Le reste s'enfuit dans les montagnes où les paysans firent main basse sur eux. Léoto fut pris et fusillé à Casal, avec une partie des siens, en entrant dans cette ville; les drapeaux pris aux patriotes furent mis en pièces et suspendus au gibet. Ainsi finit la division du levant après dix jours d'existence.

Celle du nord avait disparu presque aussi promptement et sans combat, grâce à la sagesse et à la brave conduite du lieutenant marquis de Cava, chef de la colonne mobile qui lui était opposée.

Le peuple était dans l'ivresse de voir enfin le roi libre de se servir de ses armes et de faire exécuter ses lois.

Mais l'attaque des insurgés, du côté du midi, porta, dès le commencement, un caractère tout différent des deux autres. On peut croire que de ce côté seulement ces rebelles avaient espéré de pénétrer, et qu'ailleurs ils n'avaient fait que de fausses attaques.

Le 19 avril, ils levèrent quelques contributions dans le haut Montferrat, et se replièrent ensuite sur le territoire Ligurien qui leur servait de repaire.

Les colonnes mobiles réunies dans les pro-

vinces d'Acqui et d'Alexandrie, bordèrent ce territoire, et d'abord ne firent qu'y prendre des positions défensives.

Peut-être aurait-il été heureux qu'obstinément elles s'en fussent tenu là; il aurait fallu surtout que, par une négligence impardonnable dans les détails du service, on n'eût jamais exposé les troupes royales à recevoir des échecs qui ne pouvaient être regardés que comme des affronts de la part d'une pareille espèce d'ennemis.

Les Génois cherchaient évidemment à engager une querelle sérieuse (11), raison bien naturelle pour nous de l'éviter. Enfin, au bout de quelques jours, les patriotes se cantonnèrent à Carrosio, petit village piémontais enclavé dans les montagnes de la Ligurie, entre la Roquette et Gavi. Ils ne pouvaient entrer dans ce lieu de refuge ni en sortir qu'en passant sur le sol génois; mais bien sûrs des dispositions de leurs hôtes, ils ne devaient craindre à cet égard aucune difficulté, et, de ce poste dangereux, ils purent impunément se répandre dans l'Alexandrin et dans le Tortonais; ils épiaient les démarches des troupes royales, ils les prirent du fort au faible avec assez de résolution et de subtilité. Ces attaques furent fréquentes pendant le mois de mai; elles ne furent pas toujours repoussées avec avantage par les colonnes mobiles.

Cependant le mal n'était pas encore bien grave; mais la première résolution prise à Turin de s'abstenir de toute agression fut enfin abandonnée. Le roi perdit patience en se voyant insolemment provoqué par une poignée d'hommes sans aveu. Il jugea que tous ses ménagements avec la démocratie génoise ne feraient qu'accélérer la rupture avec elle; et il ordonna au général chevalier d'Osasque, commandant l'armée des fron-

tières, d'investir les patriotes à Carrosio, et de mettre fin à leur brigandage sans égard à la lisière étroite du territoire génois qu'il serait obligé de traverser pour arriver jusqu'à eux.

Cet ordre fut exécuté le 5 de juin ; les patriotes au comble de la joie de voir leurs adversaires saisir une amorce qu'ils lui tendaient depuis longtemps, évacuèrent Carrosio la veille du jour où ils devaient y être surpris, se retirèrent sous le fort de Gavi, et lorsque les troupes royales, par un mouvement combiné, arrivèrent de toutes parts pour se saisir d'eux, elles n'aperçurent qu'une faible arrière-garde qui semblait les inviter à la poursuivre sous le canon génois, lequel en effet ne manqua pas de tonner sur elles, dès qu'elles furent à portée.

Guerre de dix-neuf jours contre les Génois.

Enfin, le roi déclara par écrit au directoire ligurien, que la mesure qu'il venait de prendre n'avait rien d'hostile contre Gênes, que son intention n'était ni de l'insulter ni de troubler son repos.

Ces expressions modérées (comme on devait s'y attendre) n'eurent d'autre résultat que de faire hausser le ton des républicains farouches sur le point d'honneur. Ils crièrent à l'outrage, à la violation du droit des gens ; un armement général fut ordonné par eux ; un demi-million fut destiné aux premiers frais de la guerre, et le citoyen Siry, commandant du fort d'Ovado, fut créé généralissime de l'armée Ligurienne.

Depuis 50 ans, le bruit des armes n'avait pas retenti dans le territoire Ligurien ; l'on ne devait pas s'attendre que des voies de fait suivissent de bien près ce premier éclat. Cependant, le 9 juin,

c'est-à-dire quatre jours après l'attaque de Carrosio, les troupes du roi furent assaillies à leur tour par 8,000 hommes * que guidait (bien certainement) une main exercée, puisque d'emblée les nôtres furent rompus, morcellés, poussés, partie sous Rocca Grimaldi, partie sous le fort de Sarraval; il est vrai que, suivant la plupart des rapports, des corps entiers français étaient mêlés avec ces milices italiennes. Ce qu'il y a de certain, c'est que parmi les prisonniers qu'on fit à ces derniers, il s'en trouva un assez grand nombre de cette nation et qu'on se saisit de deux obusiers attelés qui leur appartenaient. Le général d'Osasque eut soin de renvoyer le tout au commandant français d'Alexandrie **.

Cependant les Génois, enflés de ce premier succès, prétendirent lui donner des suites plus importantes, et ils assiégèrent immédiatement le fort de Sarraval.

Leurs forces s'accroissaient chaque jour; ils en formèrent deux divisions; la première, occupée du siège dont on vient de parler; la seconde, destinée à conquérir Oneille et la vallée de Tanaro.

Les patriotes piémontais formaient partout l'avant-garde des Génois.

Ces dispositions forcèrent le général d'Osasque à diviser également en deux le corps qu'il commandait; il en garda la moindre partie pour défendre les approches de Sarraval, et poussa le reste sur Oneille et sur Ormea, recommandant au lieutenant-colonel, marquis Palavicini, chef de cette division, d'arrêter la première fougue

* Les troupes royales en opposition n'étaient que de 1,700 hommes.

** Le général Meinard.

des Génois, en usant de fermeté et de vigilance ; mais en même temps, il ne négligea pas de demander à Turin de prompts et grands secours.

Les choses venaient de changer entièrement d'aspect; au lieu d'une poignée de rebelles à réprimer, le roi se trouva tout à coup aux prises avec une nation moins considérable par elle-même que dangereuse par l'esprit nouveau qui l'agitait, et surtout par ses liaisons avec la république cisalpine, sœur jumelle, qu'elle ne manquerait pas d'entraîner dans son parti, et qui manifestait déjà une vive impatience de se mêler de la querelle (12).

Les traîtres de l'intérieur, que la peur seule de l'échafaud avait contenus jusqu'alors, allaient répondre au signal et lever la tête.

Enfin, les dispositions du gouvernement français devenaient de jour en jour plus équivoques et plus alarmantes.

Une circonstance ne tarda pas à faire éclater sa mauvaise volonté contre la cour de Turin, sa fidèle et malheureuse alliée. Le roi attachait la plus grande importance à la conservation du fort de Sarraval, seule place qu'il pût opposer aux Génois, depuis que la citadelle d'Alexandrie et la forteresse de Tortone étaient occupées par les Français; en conséquence, il avait ordonné à la garnison d'y tenir jusqu'à la dernière extrémité, et il faisait marcher des troupes en toute hâte pour le dégager (13).

Le nommé Ogro, commandant français de Tortone, arrêta la marche de ce secours, et sous un vain prétexte le retint dans l'enceinte de sa forteresse pendant deux fois 24 heures, il fut cause ainsi de la chute de Sarraval, et put s'en réjouir avec les ennemis du roi qui lui en firent un mérite.

On reçut en même temps à Turin bien d'autres

nouvelles fâcheuses. Pendant que l'armée du Haut-Apennin (c'était ainsi que les Génois appelaient leur aile droite) forçait Sarraval à capituler, l'armée d'Occident, c'est-à-dire leur aile gauche, avait fait des progrès rapides sur les hauteurs d'Albinga et de Final.

Lonan était pris, les postes de Sambuco et de Balestrino étaient occupés, ainsi que la plupart de ceux de la vallée de Tanaro. Le Cairo était menacé; Oneille était aux abois, et les troupes royales, par une contenance timide et des mouvements rétrogrades, faisaient craindre que l'invasion ne s'étendit beaucoup plus loin encore.

Le roi, plein d'inquiétude, en proie à la méfiance, mais convaincu qu'au point où en étaient les choses, il était au moins inutile de paraître suspecter la bonne foi de ses funestes alliés, s'adressa directement au général en chef alors à Milan, pour invoquer la garantie de la grande nation contre ses nouveaux ennemis, comme il l'avait invoquée quelques mois auparavant contre ses sujets révoltés, et toujours en vertu de l'article 3 du traité d'alliance. Mais ce n'était plus à Bonaparte qu'il avait à faire.

Le général Brune (soit qu'il en eût ou non l'ordre de son gouvernement) refusa durement de se mêler de pareils différends, à moins que, pour prix de ses bons offices, la citadelle de Turin ne fut immédiatement remise entre ses mains à titre de dépôt.

Si Charles-Emmanuel avait pu acheter à tout autre prix seulement une neutralité franche et loyale de la part des Français, il aurait bien mal fait d'accéder à une telle demande; mais il savait, à n'en pouvoir douter, que le Directoire de Paris ne cherchait qu'un prétexte pour le traiter ouvertement en ennemi; qu'au mépris de la foi publique, c'étaient ses prétendus protec-

teurs qui, sous main, avaient armé contre lui les puissances italiennes.

Il se vit donc forcé, dans le faible espoir de parer à des maux plus grands et plus inévitables encore, de feindre une confiance qu'il était loin d'avoir, et l'accord proposé par Brune fut conclu à Milan le 28 juin 1798. A peine était-il signé, qu'arrivèrent à la cour de Turin des nouvelles aussi favorables que les dernières étaient alarmantes ; toute la droite du Tanaro venait d'être reprise aux Génois, avec la plupart des postes dont ils s'étaient rendus maîtres dans la vallée de Zucarel. Le comte des Geneys, défenseur d'Oneille, bloqué dans cette mauvaise place par plus de 6,000 hommes, foudroyé par 46 bouches à feu, non seulement était parvenu à écarter ceux qui, d'heure en heure, le sommaient de se rendre à discrétion, mais il avait taillé en pièces un gros corps de troupes venu de Gênes pour renforcer ces assiégeants ; il s'était rendu maître des bourgs génois de Port-Maurice et de Dian, où le drapeau du roi flottait à la place des symboles de la liberté ligurienne (14).

Ce brave officier, pour trophées de sa victoire, envoyait à S. M. 23 enseignes, 35 pièces de canon, 6,000 fusils et un nombre considérable de prisonniers, entre lesquels se trouvaient presque tous les officiers génois en grades supérieurs de cette division, et le frère d'un des membres du Directoire ligurien.

L'ardeur que ce succès brillant inspirait aux troupes piémontaises, l'exaltation et la joie des naturels du pays qui chérissaient le gouvernement du roi autant qu'ils haïssaient la démocratie génoise ; enfin, l'abattement d'un ennemi peu accoutumé aux vicissitudes de la guerre, pouvaient amener d'heureux changements ; mais il n'était plus temps, l'éclat d'un aussi

beau fait d'armes fut annulé par l'empire des circonstances. A peine on en parla; il se perdit bientôt dans les débris de la monarchie expirante, avec les souvenirs de l'antique patriotisme et de l'honneur national.

La citadelle de Turin livrée aux Français. — Les hostilités cessent entre les troupes du roi et celles de la république de Gènes.

Il avait été convenu qu'en prenant possession de la citadelle de Turin, les Français n'y entreraient que par la porte de secours; qu'ils n'y demeureraient que pendant un temps limité; qu'ils ne pourraient disposer de rien de ce qui s'y trouvait. Ils n'avaient pas eu de peine à tout promettre, bien déterminés à ne rien tenir.

Ils entrèrent dans la forteresse le 3 juillet*. La veille, les ministres de France résidant auprès du Directoire ligurien et cisalpin, avaient signifié à ceux-ci que la guerre avec le roi de Sardaigne était finie, et qu'on eût à désarmer conformément aux volontés de la grande nation. C'était comme s'ils avaient dit : « La France
« vous avait engagés à faire la guerre au roi de
« Sardaigne, vous l'avez fait, elle en a recueilli
« le prix; tout est fini; elle est contente de votre
« docilité, et vous ordonne de rester jusqu'à
« nouvel ordre en paix avec votre voisin. »

Ces mêmes ministres signifièrent qu'ils avaient ordre de se retirer sans prendre congé, en cas que la volonté suprême dont ils étaient les interprètes, éprouva la moindre opposition.

En voyant le gouvernement français armer ainsi et désarmer d'un signe les puissances d'Italie, comment ne pas se rappeler ces chefs

* Sous le commandement du général Colin.

de faction déchainant à Paris une populace furieuse contre la prison du Temple, puis arrêtant tout à coup ces forcenés à la vue d'un ruban tricolore.

Les Pentarques se faisaient un jeu de la détresse du roi ; ils tournaient en dérision son impuissance, son abandon forcé entre leurs mains, jusqu'à son inflexible probité.

Ce qui restait de bons serviteurs à cet infortuné monarque, n'apercevaient que trop l'abîme ouvert devant lui ; ils gémissaient sur son sort et sur le leur ; ils portaient envie à ceux de leurs collègues morts au champ d'honneur avant ces temps d'opprobre, et avec la confiance au moins que leur sang n'avait pas tout à fait coulé inutilement pour leur prince et pour leur patrie.

Nouvelles entreprises des patriotes piémontais.

Charles-Emmanuel ne tarda pas à s'assurer du fond qu'il pouvait faire sur les nouvelles promesses de ses alliés.

Le général Brune s'était engagé à délivrer le Piémont des Jacobins armés, se chargeant de les enrégimenter et de les faire passer au service d'Espagne. Mais trois jours ne s'étaient pas encore écoulés depuis la remise de la citadelle, lorsqu'on découvrit une nouvelle trame de la secte ennemie pour surprendre l'arsenal de Turin et la ville d'Alexandrie. Ces deux coups devaient être frappés simultanément ; le premier fut déconcerté sans bruit (15) ; l'autre le fut par la vigilance et la fermeté du chevalier Solar, gouverneur pour le roi de la plus importante des places qui lui restait en Piémont.

Informé que les patriotes devaient attaquer à l'improviste la ville d'Alexandrie, et que peut-

être ils seraient favorisés dans cette entreprise audacieuse par la garnison française du château, il fit ses dispositions en conséquence.

En vain le commandant français essaya-t-il de détourner son attention en l'invitant à mépriser de faux bruits; il n'en tint pas moins toute la nuit ses troupes sur pied, et les posta de manière à pouvoir parer à toute surprise, au dehors comme au dedans. Une avant-garde fut portée à Spinetta, sur le chemin de Tortone, d'où le coup devait partir, dirigé par Ogro.

Ce détachement était depuis quelques heures au bivouac et le jour commençait à paraître, lorsqu'on vit une colonne considérable, avec des canons et des drapeaux, arrivant à grands pas par le chemin de Marengo.

Le brave colonel Alciati, commandant de cette avant-garde, se laissa dépasser par l'ennemi, puis le chargeant en flanc à la baïonnette et au pas de course, il termina la guerre des patriotes comme il l'avait commencée à Gravelone, c'est-à-dire en détruisant tout ce qui s'offrit à ses coups. Un tiers de ces malheureux resta sur la place; un autre tiers fut pris; le reste, ayant jeté ses armes, se cacha dans des broussailles et des champs de maïs, où les paysans rassemblés par le tocsin les égorgèrent en grand nombre (16).

Un, nommé Scala, chef de cette troupe d'insurgés fut tué; Tardo et Trombetta, deux autres de leurs officiers principaux, eurent le bonheur d'échapper, grâce à la vitesse de leurs chevaux; ils avaient promis à leurs soldats de les rendre, ce jour même, maîtres de la ville d'Alexandrie, grâce aux intelligences qu'ils y entretenaient; de les y faire nourrir à discrétion et habiller aux dépens des aristocrates.

Le chevalier Solar affecta d'envoyer au général Brune, comme on l'avait déjà fait plusieurs fois,

un assez grand nombre de Français faits prisonniers dans l'affaire de la Spinetta. Mais ce général fut sourd à ce reproche muet; il ne se montra qu'indigné du résultat qu'avait eu l'entreprise des patriotes; il s'abandonna à des reproches sanglants et même à des menaces bien déplacées dans sa bouche; il osa se plaindre de la barbarie dont on avait usé envers des hommes persécutés, et qu'on avait attirés, dit-il, dans un piège abominable pour leur rendre inutile la protection de la France; il alla jusqu'à demander impérieusement le rappel du chevalier Solar, comme si ce vieillard pur et vénérable avait manqué au gouvernement français; comme s'il avait attenté aux lois de l'honneur et au droit des gens, en empêchant qu'une place confiée à sa garde tombât au pouvoir d'une troupe de brigands sans aveu. Il prétendit exiger pareillement du roi, que les paysans armés de la *fraschea* fussent châtiés pour la manière dont ils avaient agi avec les rebelles, en même temps il refusa durement et ironiquement la satisfaction que le roi demandait au sujet du commandant de Tortone, cause, par son procédé illégal et hostile, de la perte de Sarraval.

Ces plaintes, ce refus furent consignés dans une lettre à M. le chevalier Borgiese, ministre plénipotentiaire du roi de Sardaigne à Milan. Brune terminait ainsi cette lettre :

« A ces conditions, la République française
 « pourra croire encore à la fidélité de son allié,
 « et bannir tout soupçon, malgré des erreurs
 « trop funestes. »

Cet écrit était du 9 juillet, par conséquent de six jours postérieur à la remise de la citadelle de Turin, et certes la République française ne pouvait pas alors suspecter la foi de son allié, ni le trouver trop réservé dans les marques de son abandon.

Le roi crut gagner beaucoup au rappel de Brune, lequel changea de destination peu de jours après cette lettre indécente écrite au chevalier Borgiese.

Il se plut même à croire que la France avait voulu par là lui témoigner quelques égards. D'un autre côté, l'on saisit à Turin avec avidité quelques phrases éparses dans un ordre du jour du général Meinard, lequel « défendait aux individus de la nation française en Piémont toute discussion politique avec les naturels du pays ; tout propos tendant à exaspérer ceux-ci et à troubler, disait-il, la bonne harmonie qui devait régner entre les deux puissances. »

On remarquait surtout dans cet écrit les phrases suivantes : « Considérant qu'il est de l'honneur de la nation française de détruire tout soupçon contraire à la foi sacrée qu'elle porte aux traités, et que pourraient inspirer les propos inconsidérés de quelques malveillants, lesquels affectent de se couvrir de la dignité du nom français pour faire accueillir leurs vœux anarchistes. Voulant concilier avec la liberté de nos principes les devoirs et les égards que nous imposent les traités avec un gouvernement dont nous devons respecter l'existence, puisqu'il la doit à la générosité française, etc. »

Quelle induction pouvait être tirée de cette espèce de manifeste ? Était-ce le général Brune ou le général Meinard qui avaient parlé au nom de leur gouvernement ? Fallait-il croire aux propos haineux et menaçants de l'un ? à la droiture, à la bienveillance apparente de l'autre ? Les faits subséquents dissipèrent bientôt à cet égard toute incertitude.

Depuis le mois de juillet jusqu'au mois de décembre, chaque jour dut ajouter aux inquié-

tudes du gouvernement piémontais; du haut des bastions de la citadelle, les Français insultaient impunément la ville et le palais par des huées et des chants patriotiques, accompagnés de la musique des régiments. Des hommes masqués d'une manière indécente parcouraient les remparts, tournant en ridicule, par leurs costumes, les attributs de la royauté et les décorations des grands de l'Etat (17).

Charles-Emmanuel affectait de mépriser ces écarts; mais son peuple en était tout indigné; il répondait par des cris de fureur, par des Vive le Roi répétés, à d'insultantes provocations. On fut obligé d'envoyer un jour à l'ambassadeur de France, une garde d'honneur pour la sûreté de sa personne, la populace ameutée menaçant de le brûler vif dans son palais. Dans une autre occasion, le général Joubert faillit à être étouffé, dans la rue Sainte-Thérèse, par une foule immense qui déparait déjà les rues pour le lapider: il s'était jeté hors de sa voiture et cherchait un lieu de refuge, lorsqu'heureusement le comte de Saint-André, gouverneur de Turin, suivi d'un groupe nombreux d'officiers piémontais, accourut pour le délivrer en formant un cercle autour de lui, et l'accompagna jusqu'à son logement. On était obligé chaque jour de refréner le peuple, qui sentait avec énergie les injures faites à son gouvernement, et qui n'aspirait qu'à le venger.

La cour de Turin n'aurait eu certainement qu'à fermer un instant les yeux sur ces dispositions pour voir éclater dans sa capitale un mouvement spontané funeste à ses oppresseurs, et semblable à celui qu'on a tant vanté dans l'histoire de la Révolution de Gènes, en 1746.

Mais le roi, religieux observateur de sa parole, n'aurait voulu pour rien au monde agir même d'une manière tacite contre des engagements

qu'il regardait comme sacrés, quelque nuisibles qu'ils pussent être à son peuple et à lui-même, et quelque peu scrupuleux que ses alliés se montrassent à violer les leurs.

On l'accablait chaque jour de demandes nouvelles tout à fait étrangères aux stipulations de Paris, de Turin et de Milan.

C'était ses armes, sa poudre, ses subsistances qu'on mettait en réquisition. On en vint jusqu'à lui demander impérieusement les clefs de l'arsenal, dont on a vu que les Jacobins avaient voulu s'emparer par surprise peu de temps auparavant. Le roi accéda à toutes ces indiscrettes demandes, excepté à la dernière; observant qu'il n'y avait rien de convenu sur cet important article, et qu'il se réservait d'en traiter avec le Directoire.

Il était trop évident qu'on voulait pousser à bout sa patience, afin de le porter à quelque démarche capable de justifier l'indigne violence qui se préparait contre lui.

Le Directoire alors en était venu à croire que la puissance piémontaise ne pouvait plus co-exister avec la sienne, et qu'il était pressant de l'anéantir. Il faut, avant d'aller plus loin, exposer ici ce qui hâta l'exécution de ce forfait politique.

Une coalition nouvelle, formée contre la France à la fin de 1798, sert de motif à l'expulsion du roi et à l'envahissement du Piémont.

La paix de Campo-Formio, époque de la destruction de tant de petits Etats, n'avait été qu'une suspension d'armes entre les puissances de premier ordre.

La France d'une part, et les grands coalisés de l'autre, reprenaient haleine avant de rentrer en lice: pour décider en apparence qui du gouver-

nement monarchique ou du gouvernement représentatif survivrait à son adversaire. L'Autriche, l'Angleterre, les Deux-Siciles, la Russie, avaient resserré leurs premiers liens et paraissaient enfin reconnaître qu'un accord parfait entre elles pouvait seul les mettre à même de combattre, sans trop de désavantage, le plus pernicieux des ennemis. Quant aux neutres, ils étaient retenus par leur faiblesse ou par quelques raisons particulières d'intérêt; mais il n'en était pas un qui dût croire sa destruction ajournée, si la fortune continuait à favoriser les entreprises de la France révolutionnaire.

Le roi de Sardaigne était le seul souverain d'ancienne origine qui fût allié de cette puissance perverse. On sait par quels degrés il avait été entraîné à se déclarer tel; de combien d'humiliations et de dégoûts il avait payé déjà cette association bizarre, et par le fait aucun ennemi déclaré de la République n'avait en ce moment plus à craindre ses coups, quoiqu'en vertu des trois traités différents, il parût être immédiatement sous son égide et lié d'intérêt avec elle.

La maxime la plus fondamentale des Français de la Révolution avait toujours été celle-ci : n'employer qu'une force unique contre des adversaires divisés entre eux, et, pour arriver à ce résultat, s'identifier les peuples subjugués par leurs armes, en se hâtant de les révolutionner.

Le Piémont seul avait fait jusqu'alors exception à cette règle; on résolut de l'y soumettre; il fut décidé que ce pays, si favorisé par la nature et si fécond en ressources, ne devait pas plus longtemps demeurer séparé du territoire français.

On assure que Joubert prouva au Directoire qu'il avait jusqu'alors trop mal agi avec le roi de Sardaigne pour pouvoir se fier à lui, si les Autri-

chiens reprenaient pied en Italie; que la nécessité seule attachait à la France ce prince mécontent et malheureux; mais que sa politique le ferait se jeter dans les bras du premier qui voudrait briser ses fers, que le plus court et le plus sûr étaient de le chasser d'Italie, de s'emparer de ses Etats et de les réunir à la grande République. Cet avis n'eut pas de peine à prévaloir. Il faut en convenir, cette indignité, cette violation manifeste de toute pudeur et de toute justice fut commise avec les ménagements de la plus stricte philanthropie. L'invasion du Piémont fut préparée avec tant d'art, que, sans aucune secousse, sans une seule goutte de sang répandu, une puissance armée et respectable, subsistant depuis huit siècles et n'annonçant aucun signe de caducité, s'évanouit comme avaient fait Lucques ou Genève (19).

Le roi, surpris et désarmé par le général Joubert, renonce à l'exercice de tout pouvoir en Piémont, et se retire dans l'île de Sardaigne.

Le général en chef Joubert demanda au roi son contingent de troupes, et ce prince donna sur-le-champ ordre pour qu'elles se rendissent, sans aucun retard, au point convenu de rassemblement.

D'autres prétextes de brouilleries furent cherchés en vain; n'en pouvant trouver aucun, on résolut de s'en passer.

Le commandant de la citadelle * avait requis et obtenu, comme on l'a dit, sur de simples demandes, des canons, des mortiers, de la poudre et des bombes, beaucoup plus qu'il n'en aurait

* Grouchy.

fallu pour s'y défendre pendant six mois. Les premiers jours de décembre furent employés à faire entrer dans la place tous ces suppléments d'armes.

Le 6 du même mois, dès l'aube du jour, toutes les bouches à feu de la citadelle parurent tournées contre la ville, et l'on apprit que, pendant la nuit, l'ambassadeur de France* et le ministre de la Cisalpine** s'étaient renfermés dans la forteresse, après avoir fait enlever des palais qu'ils occupaient les signes de leurs légations.

Le 7 au matin, arrivèrent de toutes parts les nouvelles les plus alarmantes. Suse, Chivas, Alexandrie, Tortone, avaient été surprises pendant la nuit précédente par des colonnes françaises qui s'y étaient présentées comme amies, et s'en étaient emparées hostilement, déclarant les garnisons de ces places prisonnières de guerre.

Ainsi le roi se trouvait dans sa capitale et dans son palais exposé à être foudroyé par le feu de la citadelle; entouré d'ennemis sans déclaration de guerre; privé de ses places fortes, de ses troupes, et dans l'impossibilité d'échapper d'aucune manière.

Il ne restait aux ennemis cruels de ce prince qu'à le détacher de son peuple, et à détacher son peuple de lui, afin d'anéantir les dernières ressources qu'ils auraient pu tirer l'un de l'autre (20).

On lui peignit ses fidèles Piémontais comme peu affectionnés à sa personne et à sa famille, et comme sourds à la voix de l'honneur national. On le peignit à eux comme s'étant pris maladroi-

* Citoyen Cicognara.

** Aymar avait remplacé Ginguenée le 17 octobre 1798; celui-ci avait remplacé Miot le 28 mars de la même année.

tement dans un piège qu'il tendait à ses alliés, en proie à la crainte pusillanime dans le danger, et peu sensible au malheur de ses sujets. Ces abominables insinuations circulèrent de bouche en bouche, et détruisirent l'effet d'une notification de la part du roi, publiée ce même jour, et par laquelle il annonçait à son peuple les procédés hostiles des Français, protestant qu'il ne les avait provoqués en aucune manière. La veille, il avait fait afficher une autre proclamation en sens absolument contraire, et qui ne tendait qu'à rassurer les habitants de Turin sur les dispositions apparentes des mêmes Français à son égard.

Ces deux pièces contradictoires produisirent le plus mauvais effet, et ne servirent, comme de raison, qu'à décrier les sentiments, les lumières et les ressources du gouvernement.

Pendant qu'on fascinait ainsi les yeux du peuple, mille ressorts cachés jouaient autour du prince et de sa famille pour leur faire prendre les partis les moins honorables et les plus contraires à leurs intérêts. Ainsi, dans la plupart des scènes de la Révolution française, l'épouvante et le dénigrement versés à grands flots par les adeptes ont été employés de concert pour tromper les hommes, les diviser, les décourager et leur nuire.

Le 8 au matin, parut sur les murs du palais de France un écrit du général Joubert, daté de ce jour même, imprimé à Turin, en contravention dès lors de la police, et par lequel ce général « jugeant que les troupes piémontaises ne demanderaient pas mieux que de soutenir l'alliance solennelle jurée à la France par le roi de Sardaigne et qui venait d'être trahie lâchement par les ministres de ce prince, les déclarait partie intégrante de l'armée française en Italie, jouis-

sant dès ce jour du même traitement, et admises à partager la même gloire » (21).

Cette déclaration bizarre indigna moins d'abord qu'elle n'étonna les militaires piémontais. La plus grande consternation régnait d'ailleurs dans la ville. Le roi seul restait calme et ferme dans son système de déconcerter ses ennemis par son inflexible probité; mais la menace, le mensonge, les illusions de tout genre jouèrent tant de rôles autour de lui, que la rectitude de son jugement en parut troublée; il finit par croire que, pour sauver son peuple et sa famille, il devait céder momentanément à l'orage.

Le 9 décembre, c'est-à-dire trois jours après la retraite de l'ambassadeur Aymar à la citadelle, ce prince signa un acte par lequel il déclarait renoncer à l'exercice de tout pouvoir en Piémont et préalablement ordonnait à ses troupes d'obéir au gouvernement provisoire qui serait établi par le général français; en conséquence, il les relevait de tout serment de fidélité et leur enjoignait d'adopter les principes contre lesquels il les avait prévenues jusqu'alors; de renoncer à d'autres principes pour lesquels elles avaient combattu avec tant d'énergie.

Dès qu'on put réfléchir sur ce qui venait de se passer pendant le cours de ces trois funestes journées, on remarqua que le général français, en supposant la cour de Turin, coupable de trahison envers la France, ne l'avait fait que de la manière la plus vague et sans répéter son assertion une seule fois; qu'il avait inculpé les ministres du roi, mais non le roi lui-même; qu'il n'avait jamais nommé une seule pièce à conviction; que, par conséquent, cette imputation était fautive et que Joubert n'avait jamais cru lui-même un seul instant, car en prenant sur lui le blâme d'une action monstrueuse, ce général aurait-il eu

rien de plus intéressant pour son honneur personnel que de prouver à l'Europe entière que Charles-Emmanuel avait véritablement trahi ses serments et mérité son sort?

Le Directoire lui-même, au lieu de traiter un prince déloyal avec quelque reste de considération et de l'envoyer régner dans son île, ne l'aurait-il pas renfermé dans quelque forteresse jusqu'à la paix, et n'aurait-il pas saisi cette occasion de réunir la Sardaigne à la Corse?

Ces aperçus frappèrent tous les bons esprits. Une pièce officielle (22), que le hasard fit découvrir peu de temps après, mit dans le plus grand jour les misérables intrigues, les infâmes jongleries employées pour faire paraître Charles-Emmanuel dans le jour le plus défavorable aux yeux de l'Europe et de ses sujets. Enfin, la protestation publiée par ce prince (23) dès son arrivée en Sardaigne, le justifia pleinement du blâme qu'il avait encouru, et prouva qu'il n'avait cédé qu'à la crainte d'attirer inutilement les plus grands malheurs sur ses sujets.

Il partit avec sa famille le soir même du jour où son acte de renonciation avait été signé. Une nuit sombre voila ce départ et en déroba l'amertume et la honte. Vingt voitures et autant de chariots couverts suivirent S. M., escortée elle-même par une garde mêlée de cavalerie française et piémontaise qui le déposa à Colorno.

La cour de Savoie, réduite à mendier l'hospitalité de celle de Parme, dut rester dans cet asile jusqu'au 24 février, jour auquel elle s'embarqua à Livourne pour l'île de Sardaigne, sur trois navires marchands escortés de deux frégates anglaises.

Aspect de Turin après le départ de la famille royale pour la Sardaigne. — Création et premières opérations du gouvernement provisoire.

Après la retraite du roi, peu de jours suffirent pour changer entièrement l'aspect de Turin.

Avec les attributs de la royauté disparurent de cette antique et noble résidence le luxe élégant des ambassadeurs, le faste des grandes maisons, l'ordre et la décence des familles honnêtes, la splendeur des temples, la magnificence des théâtres ; on n'y vit plus de livrées ; les voitures et les chevaux si multipliés autrefois, furent réduits au plus petit nombre possible ; la police, ci-devant sévère et vigilante, ferma les yeux sur les excès du parti dominant ; les juifs des pays voisins, semblables aux corbeaux qui volent à la suite des champs de bataille, accoururent pour s'emparer à vil prix des objets de luxe dont les ci-devant nobles s'empressèrent de se défaire, soit pour payer les contributions arbitraires dont ils ne tardèrent pas à être accablés, soit pour détourner d'eux les regards de l'envie.

Bientôt on n'aperçut plus à Turin que des indigents sous des lambris dorés. Tout le monde s'efforçait de changer de forme et de paraître content.

Les Français eux-mêmes se méprirent à ces signes et furent étonnés de la flexibilité et de l'insensibilité de ces Piémontais qu'on leur avait peints, attachés par-dessus tout à la royauté, à leur dignité nationale et à leurs anciens usages.

Mais si le mouvement tumultueux qui entraînait tout dans ces premiers instants, si le bonheur d'avoir vu leurs maisons échapper à l'incendie et au pillage avait donné cette apparence à quelques-uns d'entre eux, le grand nombre

était loin de se réjouir; les gens sensés gémissaient dans l'ombre et n'osaient montrer leur profonde douleur, ni l'excès de leurs humiliations.

Quand aux Jacobins, soustraits au glaive des lois, quant aux héros de Carosio et aux amis de la licence, il était tout simple que leur joie fût parfaite.

En disposant ainsi de ce qui leur tombait sous la main, ces puissances d'un moment semblaient régénérer leur patrie, élever des lycées, répandre le germe des sciences et des beaux-arts sur un sol barbare.

En abolissant l'inquisition, elles eurent l'air d'arrêter en Piémont les cours d'*auto-da-fé*; elles devaient ne pas ignorer cependant que, depuis bien longtemps, les souverains de ce pays avaient réduit le Saint-Office à surveiller la librairie et à s'opposer à l'introduction des livres contraires à la religion et aux mœurs.

Le 22 décembre, commencèrent à paraître les impositions arbitraires dirigées d'abord contre les gens ci-devant en crédit et contre les riches surtout qui s'étaient rendus désagréables à la secte aujourd'hui dominante; mais ensuite les listes se multiplièrent et atteignirent jusqu'aux personnes qui devaient le moins s'y attendre. Ces contributions levées sur 62 individus devaient rendre 3,208,000 francs. Il paraît qu'elles rendirent moins par l'impossibilité absolue où quelques personnes se trouvèrent de payer en entier ce qu'on leur demandait; heureusement pour elles, le gouvernement provisoire ne dura pas assez pour les y contraindre de vive force.

Le 27, eut lieu l'enlèvement des otages qu'on envoya à Grenoble et à Dijon; ces otages étaient la plupart des personnes considérables de la capitale ou des villes de province, destinées, en

cas de malheur, à servir de garant aux autorités révolutionnaires du Piémont.

Trois semaines n'étaient pas encore écoulées, que des murmures s'élevaient de toutes parts contre ce nouvel ordre de choses.

Le général Grouchy, qui prit le commandement du Piémont après la retraite de Joubert (25), mécontenta les troupes piémontaises en les forçant d'entrer dans de nouveaux cadres et en les envoyant servir loin de leur sol natal, pendant que des demi-brigades françaises venaient les remplacer dans les bonnes villes du Piémont. Les officiers nés dans les départements de la ci-devant Savoie et de Nice, proscrits chez eux, furent chassés comme émigrés des régiments où l'on incorporait leurs soldats ; ils se trouvèrent ainsi chargés d'un double anathème, et crièrent à l'injustice. Les victimes de la banqueroute nationale, opérée par la loi contre les billets d'Etat et contre la monnaie de billon, crièrent bien plus fort encore. Mais ce qui fit peut-être le plus d'ennemis aux autorités révolutionnaires, fut une loi rendue par le gouvernement provisoire, en date du 6 janvier, portant que le Chapitre de Superga serait supprimé ; que les inscriptions des caveaux de cette église seraient effacées ; que ses souterrains seraient purgés des cendres des rois ; que tous les vestiges rappelant les faits qui avaient donné lieu à l'érection de cet édifice national seraient anéantis ; qu'enfin Superga purifiée recevrait les cendres des patriotes subalpins tués pendant la guerre de l'insurrection, et prendrait le nom de *Temple de la Reconnaissance*.

C'était vouloir faire oublier aux Piémontais qu'ils avaient eu des jours de gloire ; qu'ils avaient existé en corps de nation ; qu'ils s'étaient signalés dans un temps par leur fidélité, leur courage et leurs sentiments généreux.

Les patriotes, enchantés d'une idée qui ne pouvait plaire qu'à leur parti, avaient résolu de donner à cette translation l'éclat d'une fête solennelle ; ils marchaient tumultueusement vers Superga, chargés des ossements de leurs frères d'armes, lorsqu'une garde placée à quelque distance du sanctuaire, par ordre du général Grouchy, leur enjoignit de se retirer, et sur quelques réponses mal mesurées, les mit en fuite à coups de bourrades.

En diverses autres rencontres, ce commandant général du Piémont rabattit avec assez de hauteur les prétentions des Jacobins de ce pays. Il leur fit sentir que la France avait daigné se servir d'eux pour subjuguier leur patrie ; mais qu'elle n'avait agi que pour elle-même et nullement pour servir leur vengeance ou leur orgueil ; que les ayant sauvés du supplice, elle croyait ne plus rien devoir.

Le gouvernement provisoire tombe dans le plus grand discrédit : Ses entreprises contre l'ordre ecclésiastique achèvent de le rendre odieux ; il vote lui-même la réunion du Piémont à la France, qui accepte ce don.

A chaque opération nouvelle, le gouvernement provisoire avait vu croître le nombre de ses ennemis ; il acheva d'indisposer le public contre lui par quelques atteintes indirectes portées à l'ordre ecclésiastique, dont on ne doutait pas qu'il n'eût en secret juré la destruction*.

La suppression des ordres hospitaliers de

* On ne pouvait plus alors dater les actes comme du temps de la reine Hermengarde : *Deo regnante et regem expectantes.*

Malte et de Saint-Maurice ; celle du Chapitre de Superga, celle de l'Inquisition, parurent un acheminement à des entreprises plus sérieuses ; il en fut de même d'un décret annonçant que le clergé n'aurait plus d'influence temporelle, et que les vœux religieux seraient privés de l'appui des lois.

Les derniers jours de janvier, pour échauffer l'esprit du peuple sur ces matières dont il n'avait jamais pris connaissance, on promena en carrosse dans les rues de Turin une religieuse et l'on mit en scène un Récollet ; la première, disait-on, réclamant contre des vœux forcés ; l'autre, arraché des prisons souterraines de son couvent où il était inhumainement chargé de fers depuis quarante ans. Mais le pathétique de cette histoire ne tourna qu'à la honte de ses inventeurs. Il fut reconnu que le moine, aliéné depuis longtemps, devenait furieux à certaines époques de l'année ; et la religieuse, personne d'un esprit borné, après avoir joué son rôle en public, demanda à être remise dans le monastère d'où on l'avait tirée.

Bref, plusieurs membres du nouveau gouvernement piémontais, effrayés de la responsabilité à laquelle ils se voyaient soumis et du mauvais succès de leurs téméraires entreprises, sollicitèrent leur démission ; d'autres opinèrent pour la réunion pure et simple du Piémont à la France, renonçant au vœu qui leur avait été d'abord le plus cher, celui de former un Etat à part, une République subalpine indépendante, immuable, indivisible et digne des Gaulois ses aïeux.

L'avis de la réunion prévalut, le vœu en fut porté au Directoire et aux conseils de Paris, lesquels n'eurent garde de rejeter une pareille offrande.

Un gouvernement nouveau fut donc établi à

Turin sous le nom de *Centralité*; il était composé de cinq magistrats présidés par un commissaire du pouvoir exécutif français. Un autre commissaire, avec le titre d'organisateur, était chargé d'établir les nouvelles autorités; de fixer les attributions de chacune d'elles; de diviser le Piémont en quatre départements subdivisés en tous points à la française. Ainsi, dans moins de quatre mois, ce pays vécut sous trois gouvernements différents; mais les chances de la guerre vinrent déranger encore ce travail politique.

Les troupes du roi de Naples sont battues par le général Championnet. — Le Directoire exécutif de Paris déclare la guerre à l'Autriche et à la Toscane.

On a déjà nommé les puissances engagées secrètement ou patemment dans la ligue nouvellement formée contre la République française.

L'Autriche ne s'était pas encore déclarée, et le congrès de Rastadt continuait ses séances pacifiques, mais l'empereur faisait de prodigieux armements, la Russie de même; lorsque l'attentat commis contre le roi de Sardaigne précipita les déterminations de ces grandes puissances, elles jugèrent indispensable de s'armer sans délai contre l'ennemi déclaré de tous les rois, contre un adversaire qui mettait de côté les derniers égards usités jusqu'alors entre les peuples civilisés, et dont l'ambition ne reconnaissait plus aucune espèce de bornes.

L'empereur de Russie, surtout, en se déclarant le vengeur désintéressé de la cause des souverains, avait, on ne peut en douter, le désir particulier de servir un ami.

Paul I^{er}, voyageant sous le nom de comte du

Nord et passant à Turin en 1778, avait formé, avec le prince de Piémont, des liaisons d'amitié assez intimes pour que les distances de temps et de lieux n'eussent pu les altérer. L'impératrice Sophie-Dorothée avait conservé les mêmes sentiments (26) pour la reine de Sardaigne, et ces deux princesses entretenaient ensemble, par lettres, une correspondance suivie.

On fut indigné à la cour de Saint-Pétersbourg des procédés inouis dont celle de Turin venait d'être la victime, et dont le comte de Stachelberg, ministre russe auprès du roi, avait été le témoin oculaire. Paul jura de rétablir la Maison de Savoie, injustement dépossédée.

Malheureusement pour la coalition, le roi de Naples, cédant à des impulsions étrangères (27), avait donné cette fois le signal de l'attaque générale. Dès le mois de novembre précédent, il avait marché à la tête de 80,000 hommes contre les Français maîtres alors de Rome et de son territoire, et les en avait chassés ; il prétendait bien les expulser de même de tout le reste de l'Italie et frayer le chemin aux Austro-Russes qui devaient les poursuivre au-delà des Alpes ; mais il fut battu lui-même et repoussé jusqu'en Sicile pour s'être trop pressé d'entrer en lice, surtout pour n'avoir opposé à Championnet, l'un des plus habiles généraux de la République française, qu'un chef malencontreux, connu seulement par ses théories et par ses défaites.

Mack, après un début brillant, ayant essuyé de suite deux grandes défaites, prit l'étrange parti de se réfugier dans le camp même de son ennemi ; ses troupes débandées se dispersèrent en le chargeant de malédictions ; le roi retourna dans son île et le cardinal Ruffo resta seul pour rassembler quelques débris de l'armée napolit-

taine et pour retarder les suites de l'invasion des Français.

Les grands coalisés durent se repentir d'avoir perdu, par une ardeur irréfléchie, les importants secours qu'ils auraient pu tirer des Napolitains en ne les faisant agir que de concert avec eux. Il en fut de même de la Toscane, qu'ils engagèrent prématurément à recevoir des vaisseaux anglais et quelques troupes du roi des Deux-Siciles, ce qui, bien à pure perte, attira contre elle les armes du Directoire.

Marche des armées russes. — Le gouvernement français déclare la guerre à la maison d'Autriche. — Coup d'œil sur la disposition militaire et la situation morale de ces grandes armées avant l'ouverture de la campagne de 1799.

L'hiver était encore loin de sa fin, 70,000 Russes, rassemblés entre le Boug et le Niéper, marchaient à grands pas vers l'Italie, annonçant le dessein de nécessiter la paix dans ce pays, ou de prendre part à la guerre.

Au commencement de février, les plénipotentiaires à Rastadt signifièrent à ceux de l'empereur que, si dans un mois, l'armée russe n'était pas sortie du territoire autrichien, les hostilités commenceraient sans autre déclaration de guerre. Ce terme toutefois fut prorogé jusqu'à la fin de mars ; mais les troupes, de part et d'autre, entrèrent dans leurs lignes d'opérations (28).

Si l'on embrasse d'un coup d'œil les dispositions générales de ces prodigieuses armées, on est frappé de l'extension et de la faiblesse de la ligne française, laquelle se prolongeait, par le fait, depuis Naples jusqu'aux côtes de la Hol-

lande, offrant moins de 300,000 hommes effectifs sur une étendue de 300 lieues (29), pendant que la ligne autrichienne présentait 213,000 combattants, seulement entre les bouches du Leck et celles du Pô, sur un front par conséquent quatre fois plus resserré que celui des Français, et prêts à s'élancer dans l'Helvétie, la Lombardie et la Souabe, champs indiqués pour les premiers combats.

La haute Rhétie ou pays des Grisons, que l'empereur tenait depuis la fin de l'année précédente, formait au centre de cette ligne une espèce de redan, un vaste camp retranché dominant la Suisse, la Cisalpine et le Tyrol, et fournissant les chemins les plus courts et les plus cachés pour passer d'un de ces pays dans l'autre. 35,000 hommes dans cette excellente position liaient ensemble, quoique par des rapports lointains, l'armée du Leck avec celle de l'Adige. La première de ces armées, forte de 70,000 hommes et composée des plus belles troupes de la monarchie autrichienne, était sous les ordres de l'archiduc Charles. La seconde, de force à peu près égale, était commandée par le général d'artillerie baron de Mélas. Les généraux Hots et Auffembourg commandaient dans le pays des Grisons, et, plus en arrière, les généraux Bellegarde et Laudon, à la tête de 35,000 hommes, étaient en observation dans le Tyrol.

A l'excellente organisation, à l'admirable discipline qui distinguent les troupes autrichiennes, le conseil militaire de Vienne avait senti (peut-être un peu tard) qu'il fallait ajouter de l'exaltation et du mouvement et que, pour vaincre des Français, il ne leur suffisait plus de leur opposer des troupes fermes et intrépides. En conséquence, il s'était appliqué à ranimer le patriotisme et la confiance des soldats ; il avait épuré

le choix des officiers, et surtout il avait nommé des généraux moins présomptueux, plus éclairés et plus heureux que ceux qu'avait vaincus Bonaparte.

L'armée française était composée de deux grands corps : l'un sur le Rhin, commandé par le général Jourdan ; l'autre en-deça des Alpes, dont l'ancien ministre de la guerre Scherer vint prendre le commandement après la retraite de Joubert ; celui-ci, augurant mal apparemment de l'avenir, avait sollicité et obtenu sa démission, sous prétexte de maladie.

L'armée du Rhin se subdivisait en trois parties : l'armée du Danube, sous les ordres directs du général en chef ; l'armée d'Helvétie, sous Masséna, et l'armée d'observation ou de réserve, sous Bernadotte.

En deçà des Alpes, les troupes républicaines ne formaient que deux grandes masses (30), savoir : l'armée d'Italie sous le commandement direct de Scherer, et celle de Naples dont le général Macdonald avait pris le commandement après la destitution de Championnet.

Le premier avait ses forces principales tournées contre l'Adige et ses réserves dans la Cisalpine et le Piémont ; l'autre s'étendait depuis Capoue jusqu'à Civita-Vecchia, faisant tête au cardinal Ruffo, et réprimant dans la nouvelle République romaine des soulèvements toujours prêts à renaître.

Comme on l'a déjà remarqué, ces dispositions générales devaient donner beaucoup de désavantage aux Français.

D'un autre côté, si l'on considérait leurs phalanges si constamment victorieuses depuis sept années, on les trouvait sensiblement déchues de leur énergie primitive. Depuis l'éloignement de Bonaparte, elles ne se croyaient plus aussi

sûres de vaincre en nombre inférieur, et elles commençaient à compter leurs ennemis. Scherer n'avait pas la confiance des troupes ; Masséna n'en avait pas l'amour : soldats et officiers étaient divisés en partis livrés aux cabales et aux murmures. Plus d'exaltation, plus d'enthousiasme : l'égoïsme, l'indifférence, le dégoût même, avaient pris la place de l'ancien esprit. Chacun n'était disposé à se battre que pour sa réputation individuelle. Un luxe désordonné régnait d'ailleurs dans les armées (31), dont les administrateurs en tout genre passaient pour les plus hardis dilapidateurs de leur espèce ; il en était à peu près de même en Italie, en Suisse et en Allemagne.

Cet aperçu rapide de la situation militaire et morale des armées, au printemps de 1799, était indispensable pour expliquer les événements de cette campagne à jamais mémorable.

Commencement des hostilités. — Défaite de l'armée de Jourdan par l'archiduc Charles. — Retraite de cette armée et de celle de Bernadotte sur la gauche du Rhin ; celle-ci et celle du Danube sont supprimées. — Le commandement général est donné à Masséna.

Le Directoire de Paris ordonnait à ses généraux de prévenir la jonction des Russes avec les Autrichiens en chassant ces derniers de la Rhétie, en les attaquant et en les battant sur l'Adige. Rien sans doute n'était plus pressant ; mais cette fois la fortune se montra rebelle aux vœux de ceux qu'elle avait jusqu'alors comblés de tant de faveurs et qui n'avaient jamais appris à craindre ses caprices. L'heureux Masséna, l'habile Le

Courbe, commandant l'avant-garde de l'armée d'Helvétie, eurent d'abord des succès brillants dans le pays des Grisons (32) ; mais, parvenus aux frontières du Tyrol, ils furent obligés de se replier devant l'armée de réserve des généraux Bellegarde et Laudon, laquelle rendit à peu près nuls leurs premiers avantages ; ce qui surtout obligea Masséna à rétrograder, fut la nouvelle des grands désastres éprouvés par les siens en Allemagne et en Italie : la défaite de Scherer sous Vérone, celle de Jourdan à Stokach (33), et à Dutlingen, où l'on se battit pendant quatre jours de suite.

Après cette dernière action, qui eut lieu le 26 mars, il fut décidé que l'armée du Danube resterait sur la défensive, se bornant à garder les gorges de la Forêt-Noire ; mais, battue encore une fois le 5 avril à Gengembach, il lui fallut repasser le Rhin. Cette retraite de l'armée du Danube nécessita, peu de jours après, celle de l'armée d'observation, qui n'avait pris aucune part aux combats précédents. Ces deux grands corps furent supprimés et les troupes qui les composaient, réunies à l'armée d'Helvétie, sous le commandement de Masséna, le seul des généraux français qui n'eût pas eu le dessous dans ce funeste début de la campagne.

On mettait assurément à une épreuve délicate le bonheur et la capacité du *filz chéri de la victoire* ; car il paraît que le découragement et l'indiscipline étaient alors au comble dans ces grandes armées.

Les Français, accoutumés à vaincre, ne savaient point supporter des revers. On peut en juger par un arrêté du Directoire exécutif du 12 avril ordonnant au général en chef de renvoyer sur-le-champ et de faire partir sous escorte pour Nancy ceux des généraux de division et de brigade, ainsi que les chefs de corps et autres offi-

ciers de tout grade qui avaient abandonné leurs troupes à la suite des dernières affaires en Allemagne, et il était prescrit à ce général d'en envoyer sans délai la liste au gouvernement.

Cette étrange mesure, qu'on vit employer presque en même temps en Italie, montre quel était l'excès du désordre dans les armées de la République et vient à l'appui de ce qu'on a dit plus haut, que l'esprit militaire français était alors singulièrement déchu de ce qu'il avait été jadis, et de ce qu'il a constamment été dans la suite.

Jourdan lui-même avait abandonné son armée, sous prétexte d'indisposition, la veille de la dernière bataille, et avait laissé à son chef d'état-major, Ernouf, le soin de diriger la retraite. Bernadotte, de son côté, avait sollicité et obtenu sa démission avant que l'armée de réserve eût passé sur la rive gauche du Rhin (34).

Masséna, particulièrement propre aux actes de sévérité, refondit ces armées ; il en changea l'esprit ; mais, dans les premiers moments, il se crut heureux s'il parvenait à défendre le passage du Rhin.

Il venait d'apprendre que l'armée de Scherer, en Lombardie, avait souffert bien plus que celle de Jourdan, et qu'elle ne se maintenait qu'à l'aide de quelques places fortes *.

Il est temps de jeter un coup d'œil sur les opérations particulières de cette armée et de celle des Austro-Russes. Les succès de ces derniers furent plus rapides que ne l'avaient été ceux de Bonaparte en 1796 et 1797, et rendirent une existence éphémère à la monarchie piémontaise, entièrement disparue depuis six mois.

* Les généraux français chassés de la Rhétie et de la Souabe et repoussés dans la Suisse, regrettèrent, dit-on, que ce pays ne fût plus une terre neutre interposée entre la France, l'Allemagne et l'Italie, pour le salut de ces différents pays.

Revers de l'armée française en Italie. — Jonction des Russes avec les Autrichiens, que Scherer s'efforce en vain d'empêcher. — Moreau prend, après la destitution de celui-ci, le commandement général des troupes républicaines et se retire à Bassignano, puis dans l'Appenin.

Le général Joubert (comme on l'avait déjà dit), après avoir révolutionné le Piémont, avait quitté l'armée d'Italie, sous prétexte de maladie. On a vu que c'était l'usage d'alors. Les généraux de la République, se reposant sur leurs anciens lauriers, se croyaient en droit d'abandonner les postes commis à leur garde, dès qu'ils n'y voyaient pas une gloire facile à acquérir. Les soldats, de leur côté, se passionnaient pour leurs chefs ou se mutinaient contre eux. Ils affectaient de leur montrer sans réserve leur amour ou leur aversion. Joubert avait emporté les regrets des troupes qui haïssaient son successeur et qui saisissaient toutes les occasions de l'en convaincre.

Nous avons dit que le général en chef avait une partie de son armée à Naples. Il envoya, par ordre du Directoire, une nouvelle division en Toscane, avec charge de piller et de révolutionner ce riche pays, et il s'affaiblit d'autant. Si l'on ajoute à ces corps dispersés, les nombreuses garnisons des villes d'Italie, on ne sera pas surpris que Scherer, pressé de prendre l'offensive contre les Autrichiens, ne put le faire qu'avec désavantage.

De grands renforts surtout arrivant journellement à l'armée de Mélas, et celle de Russie étant prête à s'y joindre, il était urgent de prévenir cette jonction. Tel fut le motif du premier combat

de Vérone livré sur les auteurs de l'Accise le 26 mars.

Le général Krai, qui commandait les Autrichiens en l'absence de Mélas*, dut voir avec plaisir que son adversaire l'attaquait au début dans le meilleur point de sa ligne. C'était une chaîne de monticules fortifiés, armés de canons, et tellement liés ensemble, que les gens de l'art les regardaient comme inexpugnables. Ces hauteurs couvraient en arrière deux ponts militaires sur l'Adige, unissant ces positions au principal front de Vérone.

La plupart des postes de l'Accise n'en furent pas moins emportés à la baïonnette par les Français, qui s'y maintinrent quelques heures; mais trouvant sur le revers de ces hauteurs une ligne de troupes toutes fraîches, et leur centre et leur droite ayant inutilement beaucoup souffert, ils abandonnèrent la position et perdirent tous leurs avantages.

Telle fut cette première journée que les Français appelèrent la bataille de *Castelnuovo*, où ils perdirent 1,400 hommes, et que Scherer ne voulut pas moins présenter à son gouvernement comme une victoire signalée. Cependant, comme elle n'avait décidé de rien (34 bis), il fallut bien en livrer une seconde; celle-ci eut lieu cinq jours plus tard près de Villafranca, et fut plus meurtrière encore que la précédente. Le général en chef la présenta de nouveau au Directoire, comme un avantage éclatant; mais les suites en furent tellement malheureuses pour lui, que dès lors les Autrichiens ne quittèrent plus l'offensive et que la retraite précipitée des troupes républicaines ne put s'exécuter qu'avec des peines et des pertes inouïes. Le maréchal de Swarow joignit

* Alors malade à Palma Nova.

l'armée autrichienne sur les bords de l'Adda dix jours après la bataille de Villafranca, et il prit le commandement suprême des coalisés en Italie. Scherer se disposait à hasarder sur ce point une troisième bataille, lorsqu'il reçut du Directoire exécutif ordre de remettre le commandement à Moreau. Celui-ci, pour son début, fut battu cruellement dans la position qu'avait choisie et préparée Scherer, et la perte des Français fut encore dans cette occasion de 10,000 hommes au moins laissés sur le champ de bataille ou faits prisonniers, de 4 généraux pris et de 100 pièces de canon.

Pour la première fois, dans cette journée appelée la bataille de *Cossano* par les Français, ceux-ci eurent à combattre les soldats de Swarow. Ils crurent voir en eux des esprits malfaisants sortis de l'enfer pour les détruire. Les grenadiers russes se faisaient un jeu d'enlever, le sabre à la main, les batteries les plus formidables. Leurs lanciers à longue barbe se précipitaient dans les rivières et les passaient à la nage (35) pour tourner et surprendre leurs ennemis.

Après avoir enfoncé l'armée de Moreau au pont de *Cossano*, ils en enveloppèrent l'aile gauche, où le brave général Serrurier, avec sa division, fut obligé de capituler après avoir défendu un méchant village pendant deux fois vingt-quatre heures et s'être signalé par des actes de courage qui lui méritèrent l'estime de ses vainqueurs (36).

Cependant l'armée républicaine fuyait, harcelée sans relâche sur tous ses points par l'avant-garde des Austro-Russes*.

* Par des détachements de l'armée du comte Henri de Bellegarde, lequel, après avoir chassé l'ennemi des bouches du Tyrol, favorisa les opérations de Krai, en tourmentant leur gauche.

Elle ne respira qu'après avoir passé le Tessin. Là, fut tenu un conseil de guerre où les généraux français délibérèrent sur les partis qu'il leur restait à prendre. Les uns voulaient qu'on se jetât sur la gauche pour chercher, dans les montagnes du Saint-Gothard, un appui dans l'armée de Masséna; mais un avis plus sage prévalut.

Il fut résolu au contraire qu'on gagnerait à droite le pied des Appennins, qu'on prendrait position entre Alexandrie et Valence, afin de se mettre à portée de Gênes et de quelques autres places occupées encore par des garnisons républicaines, à portée surtout de recueillir les divisions de Naples et de Toscane, dont on n'avait point de nouvelles, et auxquelles on n'avait pas seulement eu le temps de penser.

Le nom de Moreau, plus que ses succès, avait ranimé le courage abattu des troupes (37). Un moyen de bien mériter d'elles, était de sauver leurs équipages alors extrêmement compromis. On n'en avait jamais vu d'aussi riches. Les Français, entrés en Italie pauvres comme des Spartiates, en sortaient plus opulents que des soldats de Darius.

Le général en chef ayant dérobé plusieurs marches aux Austro-Russes par la vélocité de ses mouvements, put diriger ces prodigieux convois jusque sur les glacis de Turin, et de là, les faire accompagner sûrement en France par le Mont-Genèvre et le Mont-Cenis. Ces précautions prises, il partit le 5 mai avec toutes ses forces pour occuper la position connue de Bassignano, où l'armée s'enferma dans un camp retranché. A peine y restait-il 25,000 hommes en état de combattre, et l'on peut aisément se former une idée des embarras qu'elle avait éprouvés dans sa marche rétrograde, pressée par un ennemi formidable, environnée de malveillants que la haine et

la vengeance ameutaient contre elle, enfin servant d'escorte aux autorités de la Cisalpine et à tous les Jacobins de l'Italie qui fuyaient vers la France, comme vers l'unique refuge qui leur restât. Ceux-ci encombrèrent Turin pendant deux fois vingt-quatre heures, mais leur effroi ne se calma qu'après qu'ils eurent mis les Alpes entre eux et leurs anciens maîtres dont ils avaient bien quelque raison de craindre le ressentiment (38). Cet exemple fut contagieux pour les coryphées de la secte en Piémont. Ceux-ci s'enfuirent d'abord chez les Vaudois, à la suite des autorités constituées françaises, puis ils gagnèrent les montagnes du Dauphiné.

Cependant l'espoir d'une prochaine délivrance excitait le peuple des campagnes à faire ses derniers efforts pour en avancer le moment. Les paysans du Canavesan furent les premiers à renverser l'arbre de la liberté. Ils battirent et dispersèrent quelques détachements de troupes françaises envoyées pour les réduire. Encouragés par cet exemple, ceux des environs de Carmagnole s'armèrent au nombre de 2 ou 3,000 pour gêner la communication entre les places fortes et l'armée de Moreau. Alors le général Fiorella, commandant la citadelle de Turin, fit marcher contre ces peuplades soulevées un bataillon d'infanterie et quelques détachements de hussards. Ces troupes furent enveloppées et désarmées par les insurgés, qui les gardèrent comme otages ; mais, dans une seconde attaque, les Français, renforcés d'une élite de Jacobins du pays et de 1,500 Vaudois protestants, dispersèrent à leur tour les insurgés, passèrent au fil de l'épée ceux qui s'étaient réfugiés dans l'église de la Madonna de Carmagnole, livrèrent cette église aux flammes après l'avoir profanée et s'être livrés à tous les excès des religionnaires du xvi^e

siècle. Ces actes de férocité n'empêchèrent point l'insurrection de s'étendre; 7 à 8,000 paysans des environs de Mondovi inquiétèrent tellement l'armée de Moreau, qu'elle dut craindre d'être affamée dans son camp de Bassignano. Elle venait déjà d'être maltraitée à la Spinetta, où le maréchal de Swarow l'avait attirée (39), malgré la résolution qu'elle avait prise de ne pas combattre; il lui avait tué et fait prisonnier 5,000 hommes, et s'était emparé en outre de la moitié de son artillerie. Ce dernier échec détermina Moreau à se retirer dans les montagnes où le Tanaro prend sa source et sur le col de Tende d'où il dominait tout le bas Piémont; il espéra recevoir dans ces sites élevés des vivres de la rivière de Gênes, des renforts de France et attendre sans troubles l'armée de Naples qui devait bientôt arriver.

On a reproché aux Austro-Russes d'avoir ralenti leur course, après avoir recouvré le duché de Milan. Il semblait que, jusque à la fin, le Piémont et l'Italie entière dussent être sacrifiés à cette province autrichienne.

Il paraît en effet que si le maréchal Swarow n'avait pas laissé à Moreau le temps de se reconnaître, il l'aurait forcé alors de rentrer en France, et qu'il aurait rendu impossible sa jonction avec Macdonald: il aurait combattu ce dernier avec l'avantage du nombre et celui que donne une continuité de victoires. Toutes les forteresses de l'Italie seraient tombées par la dispersion des armées destinées à les soutenir; elles n'auraient pas coûté aux alliés quatre mois pour les réduire et tant de frais pour les conserver. Gênes surtout aurait vraisemblablement alors cédé à la première sommation. Au lieu de ces avantages incalculables, on peut dire que les alliés, au milieu de leurs triomphes, furent obligés tout à coup

de prendre la défensive contre les armées qui venaient de fuir devant eux, et les victoires même de Plaisance, de Novi et de Fossan ne détruisent point cette assertion, puisque ce furent les Français qui provoquèrent ces trois batailles, et que l'impétuosité de leurs attaques faillit les rendre fatales à leurs vainqueurs.

Surprise de la ville de Turin. — Les Austro-Russes y entrent aux acclamations des habitants. — Siège et reddition de la citadelle.

Depuis quelque temps, l'insurrection toujours croissante contre les Français, était excitée dans les environs de Turin par un partisan appelé *Branda Lucioni*, lequel, commandant une petite troupe et feignant d'avoir des forces considérables à sa disposition, ameutait les habitants des campagnes et leur promettait de les affranchir bientôt du joug étranger.

Quelques détachements envoyés par le commandant de la citadelle avaient été maltraités par ces paysans à demi armés qui formaient une enceinte au dehors de la place et ne permettaient pas qu'on pût savoir ce qui se passait au loin. On n'avait plus de nouvelles des Austro-Russes, et l'on ignorait, depuis le passage du Tessin, de quel côté ils avaient dirigé leur marche (40); chacun, dans l'intérieur de la ville, cachait ses craintes ou ses espérances, lorsque le 25 mai, à deux heures après midi, les portes de Turin furent fermées. Quelques coups de canon tirés au dehors contre la porte de Pô et la porte Palais, annoncèrent un assaillant plus considérable que ne pouvaient l'être les Branda Lucioni (41).

On était loin de croire cependant que les armées impériales de Russie et d'Autriche fussent

aux portes de la ville. Le feu recommença assez tard dans la matinée du 26 et ne se fit entendre que par intervalles. On apercevait rien des remparts qui put faire soupçonner la vérité.

Enfin, à midi, Fiorella ayant annoncé par une proclamation le dessein où il était de défendre la ville à toute outrance, quoiqu'on sût qu'il n'avait aucun moyen pour y réussir, et le feu ayant pris à quelques maisons vers la porte de Pô, la garde nationale piémontaise se jeta sur le peu de Français qui gardaient avec elle ce poste, les désarma, baissa les ponts-levis, et ce ne fût pas sans le plus grand étonnement qu'on vit se précipiter dans Turin 20,000 hommes des plus belles troupes de l'Europe, dans leur tenue de parade, la cavalerie au galop, l'infanterie au pas de charge servant d'escorte au généralissime prince Swarow, au feld ruy-maistre baron de Mélas, au prince Constantin, frère de l'empereur de Russie. Les plus vives acclamations les accueillirent partout; les arbres de liberté, entourés d'emblèmes démocratiques, tombèrent à l'instant comme une décoration de théâtre et furent hâchés par la populace; les ruisseaux qui rafraîchissent en été les rues de Turin, furent jonchés de cocardes tricolores : peu s'en fallut que Fiorella ne fût pris dans un café où il était entré pour écrire quelques ordres, et que la citadelle ne fût enlevée par surprise, tant l'apparition des Austro-Russes fut brusque et imprévue.

4 à 500 soldats français et quelques officiers furent pris dans la ville, sur laquelle la citadelle tira immédiatement et pendant quelques heures. La place ayant rappelé pour parlementer, tout resta tranquille jusqu'à deux heures du matin.

Cependant Fiorella, aigri par les témoignages de joie que le peuple de Turin avait donnés à l'arrivée de ses ennemis durant la journée pré-

cédente, préparait dans l'ombre sa vengeance. Il avait tourné pendant la nuit toutes ses bouches à feu contre la ville, et se promettait d'en faire un monceau de décombres.

La précaution prise d'avance de retirer dans la citadelle les pompes à feu, les échelles, les seaux de cuir et tout ce qui sert à éteindre les incendies, devait seconder son barbare dessein.

Un feu épouvantable recommença donc dans l'obscurité. Beaucoup de maisons furent incendiées et d'autres souffrirent de grands dommages. Enfin, à cinq heures du matin, la ville demanda de nouveau à parlementer, et il fut convenu que pendant la durée du siège, la citadelle ne tirerait point sur la ville, ni la ville sur la citadelle, lorsque commenceraient les attaques régulières.

Ces attaques n'eurent lieu pour la première fois que le 14 juin (42), et le 21 suivant la place se rendit.

Cette forteresse fameuse contre laquelle les armées de Louis XIV avaient échoué après quatre mois d'attaques et plusieurs assauts, ne tint que sept jours contre le nouveau système d'accabler les places d'un déluge de feux curvilignes, au lieu d'en détruire successivement les ouvrages à force de mines et de brèches.

Tous les abris de la citadelle étaient en cendres, la plupart des affûts des canons brisés, un grand nombre de pièces enclouées. La garnison n'était à couvert que dans les casemates, et les postes étaient dégarnis au point que la place encore entière et n'ayant pas une seule brèche, pouvait être prise d'assaut.

Le commandant, instruit par les signaux des Jacobins de la ville, que son ennemi se disposait à le brusquer par une escalade (43), jugea nécessaire de se rendre. La garnison, qui n'avait perdu que 240 hommes, sortit le 22 juin au matin,

jetant gaiement ses armes et emportant d'énormes fardeaux d'équipages, outre ceux cachés dans les chariots couverts. C'était un des articles de la capitulation de Fiorella. Un autre article était la déportation de ce général en Hongrie, non que les alliés tinssent beaucoup à l'envoyer si loin de sa patrie, mais parce que lui-même apparemment voulait se soustraire aux recherches du Directoire, fort irrité alors contre les généraux *malencontreux*, et qui, bien peu de temps après, traduisit en conseil de guerre tous les commandants des places d'Italie qui les avaient livrées à l'ennemi sans avoir opposé une valide résistance.

Ce fut le général autrichien Kaim qui reçut les clefs de la citadelle de Turin. Le maréchal de Swarow s'était éloigné depuis quelques jours pour s'opposer à la jonction de Moreau et de Macdonald, prête à s'effectuer dans le duché de Parme (44).

Bataille de la Trebia. — Nouveau combat de la Spinetta. — Jonction de Macdonald et de Moreau dans les montagnes de la Ligurie.

Macdonald accourant de Naples au secours de la grande armée, s'était renforcé des garnisons de plusieurs villes qu'il laissait derrière lui et surtout avait fait de nombreuses recrues parmi les Jacobins de cette contrée. Son armée était de plus de 36,000 hommes, celle du général en chef avait aussi reçu de France quelques renforts depuis sa retraite dans le haut Tanaro; mais, fidèle à son plan, Moreau ne voulait reparaitre dans la plaine qu'après avoir effectué la jonction. Il continuait à tenir les hauteurs en marchant au-devant de son collègue (45); celui-ci,

au contraire, fier de quelques avantages remportés sur de petits corps autrichiens, s'avancait par la plaine et marchait à découvert, impatient de se mesurer avec son redoutable adversaire et craignant de partager avec un autre la gloire qu'il se croyait sûr d'acquérir ; cette présomption lui coûta cher.

Les armées austro-russe et française se rencontrèrent auprès de Plaisance. On s'y battit le 17, le 19 et le 20, et ce dernier jour surtout, les bords de la Trebia furent le théâtre d'une action sanglante qui fera oublier dans les fastes de la guerre la bataille qu'Annibal livra aux Romains dans ce même lieu.

La valeur des troupes impériales, exaltée par un chef fameux, finit par arracher une victoire si opiniâtrement disputée. Les troupes républicaines furent mises dans la plus entière déroute, et coururent chercher un asile sur les hauteurs de l'Apennin. Elles avaient perdu 20,000 hommes tués, blessés ou faits prisonniers, et, à proportion, un beaucoup plus grand nombre d'officiers que de soldats (46).

Pendant que ces coups terribles se frappaient sous les murs de Plaisance, Moreau, pour seconder les efforts de Macdonald, était descendu des hauteurs de la Bocquette vers Tortone, dont il avait fait lever le blocus et qu'il avait eu le temps de ravitailler. Il espérait en faire de même à Alexandrie, mais il ne put y réussir. Swarow, qui s'attendait à cette importante diversion, avait confié le commandement du blocus d'Alexandrie à l'un de ses plus habiles généraux, le comte Henri de Bellegarde, à la disposition duquel il n'avait laissé que 7,000 hommes.

Moreau se présenta avec 18,000 combattants ; mais son adversaire, par une détermination soudaine, aussi heureuse que hardie, marcha à sa

rencontre jusqu'à la Spinetta. L'action fut sanglante, et quoique la division Bellegarde perdit beaucoup dans ce combat inégal, ce général eut l'air de persuader à son adversaire que c'était lui-même qui avait été battu (47), et qu'il avait cédé à la supériorité du nombre.

Moreau abandonna le champ de bataille et se retira le même jour sous Tortone, où il apprit l'entière défaite de Macdonald; ce qui le détermina lui-même à gagner les hauteurs de Novi. Son collègue occupait déjà celles de Bobbio. Ainsi ces deux généraux étaient en ligne, et malgré l'intervalle considérable qui les séparait encore, ils pouvaient regarder leur jonction comme effectuée; surtout ils étaient maîtres de tous ces postes des montagnes de la Ligurie, dont la haute importance a été tant de fois prouvée dans les dernières guerres du Piémont.

Chute d'Alexandrie et de Mantoue.

Bataille de Novi.

Cependant les échecs que venaient d'essuyer les généraux de l'armée française rendirent quelque temps leur contenance incertaine et timide.

Ils virent prendre sous leurs yeux la citadelle d'Alexandrie, sans faire aucun mouvement pour la délivrer. Cette place neuve et vierge ne tint que sept jours, comme avait fait Turin, et capitula à peu près aux mêmes conditions (48).

Le maréchal Swarow en personne en avait couvert le siège et fait tête aux ennemis pour les empêcher d'en troubler les opérations. Six jours après, on reçut la nouvelle de la capitulation de Mantoue, réduite après deux mois de blocus et quatre jours de bombardement.

20,000 hommes employés contre cette place et une prodigieuse artillerie sous les ordres du général Krai, vinrent rejoindre alors l'armée principale, ce qui donna lieu à un dernier combat bien plus sanglant que ne l'avaient été tous ceux de cette campagne meurtrière.

Le Directoire avait engagé le général Joubert à reprendre le commandement en chef de l'armée d'Italie, laquelle depuis son départ, avait essuyé de si cruels revers. Ce général était arrivé à sa destination les derniers jours de juin, et Moreau lui était resté subordonné. Voyant les Austro-Russes prêts à recueillir non seulement les troupes du blocus de Mantoue, mais toutes celles employées aux autres sièges terminés ou prêts à l'être, il résolut de prévenir toutes ces jonctions, en hasardant de nouveau le sort d'une bataille générale ; mais au moment d'exécuter ce dessein, il fut attaqué lui-même par les Austro-Russes sur les collines de Novi.

Ce fut le général Krai, vainqueur de Scherer à Vérone, qui commença cette attaque ; elle fut poussée et soutenue avec une admirable valeur, et jamais la victoire peut-être ne fut aussi opiniâtrement balancée ; mais le général Joubert ayant été frappé d'un coup mortel (49), Moreau, qui reprit après lui le commandement en chef se vit forcé d'ordonner la retraite et se replia sur la Bocquette.

La perte de l'armée républicaine, à la bataille de Novi, fut de 25,000 hommes tués, blessés ou faits prisonniers, de l'aveu même des écrivains révolutionnaires, qui n'ont pu la comparer qu'à celle de Malplaquet et de Francfort (50).

Après ce grand désastre, elle retourna sur le haut Tanaro où elle resta quelque temps sans pouvoir rien entreprendre.

C'est encore ici que les témoins de tant de

prouesses, ceux surtout de qui le sort dépendait entièrement des résultats qu'elles devaient entraîner, gémirent de voir les vainqueurs perdre le fruit de leur brillante victoire. Gênes aurait-elle pû résister, si les coalisés l'avaient alors pressée avec quelque vigueur? Moreau poursuivi sans relâche n'aurait-il pas abandonné ces montagnes fatales et regagné la France? Et que de sang, que de travaux épargnés pour l'année d'après! Que de chances cruelles prévenues, si les Austro-Russes s'étaient emparés avant l'hiver de la Ligurie tout entière et des montagnes de Nice! Bien loin de là, ils semblèrent voir avec indifférence Moreau et Championnet, son successeur, reprendre de nouvelles forces, s'affermir chaque jour davantage dans leurs formidables positions, et les insulter par des courses dévastatrices dans toute la partie méridionale du Piémont.

Ravages de l'armée française, resserrée dans l'Apennin et les Alpes méridionales. — Vengeances des paysans armés contre ces dévastateurs et contre les Jacobins.

Les excursions des Français s'étendaient jusqu'à Ceva et à Mondovi. La garnison de Coni en faisait d'autres jusqu'aux portes de Saluces, et quelques détachements sortis des montagnes du Dauphiné poussaient leurs ravages encore plus avant dans la plaine, de concert avec les Vaudois armés qui, dans ces derniers temps, s'étaient entièrement dévoués au parti français.

Leurs ennemis les plus acharnés, au contraire, étaient les cultivateurs de la plaine et des collines toujours prêts à leur tendre des embuscades, voltigeant sans relâche autour d'eux pour les égorger et les affamer.

Leur coup le plus hardi fut contre la garnison de Ferrare, laquelle, en vertu de sa capitulation, devait retourner en France par le col de Tende.

Elle marchait surchargée du fruit de ses pillages et suivie d'un grand nombre de chariots sous une escorte autrichienne. 2,000 paysans l'investirent sur le chemin de Ceva à Mondovi. Ils signifièrent aux Français que leur vie était en sûreté, puisqu'ils étaient sans armes, mais qu'ils eussent à rendre les dépouilles des pays qu'ils avaient indignement pillés sous prétexte de les affranchir.

L'escorte autrichienne ayant fait feu sur les assaillants, ceux-ci ripostèrent; quelques soldats allemands furent tués, le reste s'enfuit, et les Français dépouillés, sans qu'il leur fût fait d'autre mal, reprirent le chemin du comté de Nice.

L'animosité des naturels du pays contre eux était bien moindre que leur haine contre les Jacobins piémontais qu'ils regardaient comme des perturbateurs et des traîtres; le peuple fidèle des campagnes ne perdait pas une occasion de prouver qu'il n'avait jamais partagé ni leurs sentiments pervers, ni leurs vœux anarchiques.

Retour du roi de Sardaigne à Florence, provoqué par Swarow. — La cour de Vienne l'empêche de revenir à Turin. — Etablissement d'un conseil de régence.

Dès que Swarow s'était vu maître de Turin, il avait envoyé en Sardaigne une députation au roi pour l'inviter à revenir prendre son rang parmi les puissances européennes, et à joindre au plus tôt tous ses moyens à ceux de ses libérateurs pour procurer la liberté et l'équilibre de l'Italie

dont, pendant longtemps, ses pères avaient été les honorables garants. Le maréchal répétait avec affectation que, rétablir Charles-Emmanuel dans ses Etats, le faire indemniser de ses pertes, était en première ligne dans les instructions qu'il recevait journellement de l'empereur son maître.

La cour de Vienne exigea que le roi ne parut point en Piémont, et qu'il demeurât jusqu'à nouvel ordre en Toscane auprès du grand duc qui venait d'y être rétabli par suite de la retraite des Français.

Charles-Emmanuel crut devoir, par politique, céder à ses insinuations, et il fixa sa résidence à Poggio-Imperiale, ancien palais des souverains aux portes de Florence (51).

Pour le suppléer provisoirement dans la capitale de ses Etats, il jugea nécessaire d'y créer un conseil de régence correspondant avec lui pour les affaires d'Etat, chargé d'ailleurs de régir le Piémont suivant les maximes anciennes, et de réorganiser son armée, afin d'agir de concert avec les Austro-Russes.

Le conseil, présidé par le lieutenant-général gouverneur du Piémont, était composé du régent de la chancellerie, des chefs des deux cours souveraines, des secrétaires d'Etat aux différents départements ou de leurs suppléants, du premier syndic de la ville de Turin, du quartier-maître général de l'armée et de quelques autres officiers généraux.

Les attributions avaient peu de bornes ; mais ses moyens en avaient de très étroites. La puissance royale, dans ce moment, éprouvait elle-même de telles entraves, elle venait d'être si fortement ébranlée, que les mandataires, investis d'une partie de son autorité, ne devaient pas se trouver au large.

L'embarras des finances surtout était extrême et croissait chaque jour. Le roi répugnait à bâtir sur des fondements jetés par les révolutionnaires, et cependant il était forcé de conserver quelques-uns de leurs établissements pour épargner de plus grands maux : il devait créer, équiper à neuf une armée qui n'existait plus. Il fallait de nouveau acheter dans les pays étrangers assez de blé pour subvenir aux besoins du peuple affamé, et du salpêtre pour alimenter les moulins à poudre.

Les Austro-Russes n'en demandaient pas moins des fourrages pour leur armée, et, faute d'avoine, il fallait leur livrer des grains précieux qui servaient de pâture à leurs chevaux, et il fallait de grandes et promptes réparations aux places de guerre qu'ils venaient de reconquérir en les écrasant de bombes et d'obus.

Il est aisé de comprendre combien, dans de pareilles détresses, chargé de répondre à tant de demandes, le conseil suprême (52) était malheureux (53).

Il se vit forcé à de nouvelles émissions de billets d'Etat et à d'autres opérations de finances dont plusieurs manquèrent leur but par la perte entière du crédit. Il fut en butte à l'animadversion du grand nombre, quoiqu'il n'eut pas mis de bornes à son dévouement pour le roi et pour la patrie. Ce fut bien pis quand les Russes eurent abandonné le Piémont.

Le nom de Swarow avait ranimé l'espoir des coalisés. L'espèce d'engagement que ce héros tartare avait pris de rétablir la Maison de Savoie, en avait fait, pour la majeure partie des sujets du roi, l'objet d'un véritable culte. On adorait à Turin jusqu'à son étrange langage, jusqu'aux formes bizarres dont il voilait de rares talents et de vastes conceptions.

Plan du maréchal de Swarow pour faire triompher en France le parti antirévolutionnaire et pour abattre celui du Directoire, après avoir dispersé l'élite de ses généraux.

Le plan du général russe était de concentrer toutes ses forces en Piémont, de pénétrer en Suisse par les cols des deux Saint-Bernard, d'obliger Masséna à évacuer ce pays, en menaçant de le prendre à dos pendant que l'archiduc Charles l'aurait passé de front avec toute son armée réunie; ensuite, traversant l'Helvétie, l'archiduc se serait porté sur la Saône entre Chalons et Lyon, pendant que les Russes, marchant par leur gauche, auraient pu se déployer sur le Rhône entre Lyon et Valence. Le théâtre de la guerre se serait ainsi trouvé dans un pays abondant et sur une terre ennemie. Les troupes répandues dans le comté de Nice et dans la rivière de Gênes, celles qui restaient encore à la défense de quelques villes d'Italie et des montagnes du Piémont, n'auraient pas manqué d'être rappelées pour défendre l'intérieur de la République, et 300,000 hommes des troupes les plus aguerries du monde, favorisées par les vœux des peuples et par le discrédit du gouvernement actuel, auraient peut-être alors mis fin à la révolution de France et aux troubles de l'Europe (54).

Mais, suivant les éternels décrets, il ne fallait pas que la France alors dût à des causes étrangères la fin de ses maux, et les autres peuples n'avaient pas encore achevé leur cours d'expiations.

La mésintelligence naît entre les alliés. — La situation du roi de Sardaigne en devient plus embarrassée.

Non seulement les Autrichiens avaient partagé les lauriers de ce brillant début de campagne, mais presque seuls ils en avaient recueilli les fruits. La Lombardie entière était rentrée sous leur obéissance, tandis que leur magnanime allié n'aspirait qu'à la gloire des armes, et ne demandait pour prix de ses services rendus à la cause commune, que le rétablissement d'un ami malheureux.

Les généraux allemands ne s'en livraient pas moins à des sentiments de jalousie contre les Russes qui les avaient aidés à vaincre. Ils n'entendaient pas sans dépit le nom de Swarow retentir presque seul parmi les peuples affranchis, et même parmi les nations ennemies. Ce n'était pas Swarow (disaient-ils) qui avait battu Jourdan à Stokac et Scherer à Vérone, qui avait réduit Mantoue et Turin (55).

Le cabinet de Vienne refusa nettement de concourir au plan du généralissime : de là, des mécontentements réciproques, d'où il ne pouvait naître que les plus fâcheux résultats.

De tout temps, comme on l'a dit ailleurs, les Autrichiens avaient répugné à s'engager dans les Alpes occidentales pour combattre les Français dans leurs foyers. Il fut résolu que Swarow traverserait le Mont Saint-Gothard pour aller prendre, sur la Lima, le commandement de l'armée alliée opposée à Masséna et qui formait la droite de la Ligue ; détermination qui devait avoir les suites les plus funestes, comme l'événement le prouva que trop.

Masséna reprend l'offensive et gagne la bataille de Zurich. — Swarow, parti pour aller prendre en Suisse le commandement de l'armée austro-russe, trouve en arrivant cette armée battue et dispersée. — Lui-même n'échappe pas sans peine aux dangers dont il est environné ; il retourne en Russie. — Bonaparte revient d'Égypte. — Sensations produites par le départ de l'un et par le retour de l'autre.

Plus d'un tiers de la Suisse et de la haute Rhétie, des propriétés de laquelle on a été dans le cas de parler tant de fois, étaient au pouvoir des Autrichiens que venait de joindre le corps russe du prince Korsakoff, fort de 25,000 hommes. Ces forces réunies n'attendaient pour agir offensivement, que l'arrivée du maréchal Swarow. Cette arrivée fut malheureusement retardée de plusieurs jours par la faute du commissariat autrichien, chargé de tenir prêts au pied du Saint-Gothard les moyens de transport et les amas de vivres et de munitions nécessaires à l'approvisionnement de l'armée russe pour franchir ce passage. Jamais défaut d'exactitude n'entraîna d'aussi épouvantables suites (56).

Masséna, mettant à profit les jours et les heures, parvint à battre et à disperser toutes les parties de cette grande armée avant qu'elles pussent se rejoindre*.

* Le Directoire pressait depuis longtemps Masséna, comme il avait pressé Scherer, d'attaquer les Autrichiens avant la jonction des Russes ; mais Masséna préparait et attendait le moment favorable. Il résista aux ordres de son gouvernement jusqu'à encourir sa disgrâce, et l'ordre de quitter le commandement de l'armée ; heureusement pour la France, il méprisa cet ordre.

Il venait de tendre à l'archiduc Charles un piège auquel ce prince, l'un des meilleurs généraux de son temps, se laissa prendre. Il lui fit croire Philisbourg en danger (57) par une fausse attaque dirigée sur ce point. L'archiduc ne balança pas de quitter l'Helvétie, où tout était dans l'inaction depuis quelque temps, pour voler au secours d'un des boulevards de l'Empire, et, menant avec lui l'élite de ses troupes allemandes, il laissa le reste sous les ordres du général Holz.

Le front des deux armées austro-russe et française s'étendait de Loffembourg à Altorf, à droite et à gauche de la Reuss ; Masséna, charmé d'avoir réussi dans la première partie de son plan et d'avoir affaibli aussi considérablement la droite de son adversaire, jeta sa propre aile dans les pentes septentrionales du Gothard, afin d'y ralentir la marche du corps russe venant de l'Italie*.

Ces précautions prises, il attaqua le 23 septembre la ligne ennemie sur tout son front, et parvint, par des mouvements aussi subtils que vigoureux, à séparer le corps autrichien du général Holz de l'armée du prince Korsakoff, et à rendre impossible la jonction de celle-ci avec l'armée du maréchal qui descendait des Alpes. Alors il fondit impétueusement sur les Allemands qui s'ébranlèrent. Le général Holz ayant été tué dès le commencement de l'action, ses troupes tombèrent bientôt dans une entière confusion. Les Russes, attaqués à leur tour, cédèrent après une valeureuse résistance et se replièrent en combattant dans les faubourgs de Zurich,

* Les généraux Zellachich et Simpschen gardaient ces débouchés du Saint-Gothard dans le canton d'Uri. Lecourbe les battit, les déposa le 15 août et s'empara d'Allorsch.

où la nuit seule suspendit le combat. Il recommença dès l'aube du jour et fut des plus meurtriers.

Zurich fut emporté d'assaut; les Russes, poursuivis de rue en rue et taillés en pièces, furent forcés de l'évacuer.

Les huit jours qui suivirent, furent marqués par des combats presque continuels et funestes aux coalisés, qui ne connaissaient plus entre eux de point de ralliement.

Sur ces entrefaites arriva Swarow, vainqueur du général Lecourbe qu'il avait forcé de lui livrer passage. Mais quelle fut sa douleur, lorsqu'il trouva en déroute la brillante armée dont il venait prendre le commandement, et qu'il n'aperçut de toutes parts que des fuyards et des débris!

Il fut obligé de rétrograder lui-même, poursuivi par Masséna et par Lecourbe, et peu s'en fallut que le grand Swarow ne trouvât, dans les gorges du canton d'Uri (58), le sort de Roland dans la vallée de Roncevaux. Plein de ressentiment contre un allié auquel seul il imputait ses revers, il porta des plaintes amères à l'empereur son maître, lequel, peu de temps, après abandonna la coalition et rappela ses armées.

Paul reprocha vivement au cabinet de Vienne (59) d'avoir laissé manquer ses troupes de tout ce qui était nécessaire pour franchir le Saint-Gothard et d'avoir par là ralenti leur marche de plusieurs jours, fait manquer son entreprise et livré la victoire à son ennemi. Il demanda surtout une explication sur l'incroyable mouvement de l'archiduc Charles, lequel, en présence de l'ennemi et dans le moment où devait s'effectuer la jonction de tous les corps d'armée, avait rendu cette opération impossible et avait tout désorganisé, en se portant avec l'élite de ses troupes à quarante lieues sur sa droite.

Masséna, en rendant compte au gouvernement français de la bataille de Zurich, avait terminé son rapport de la manière suivante :

« Une bataille de quinze jours sur une ligne
 « de soixante lieues de développement et contre
 « trois armées combinées, commandées par des
 « généraux à grande réputation, telles ont été
 « les opérations de l'armée d'Helvétie. Trois
 « armées battues et dispersées, 20,000 prison-
 « niers, 10,000 morts ou blessés, 100 pièces de
 « canons, 15 drapeaux, tous les bagages de l'en-
 « nemi, 9 de leurs généraux tués ou pris, l'Italie
 « et le Bas-Rhin dégagés, l'Helvétie libre, le
 « prestige de l'*invincibilité* des Russes détruit,
 « telles sont les résultats de ces combats ».

Cet exposé était peut-être exagéré ; mais ce qui ne pouvait l'être, c'était le coup mortel porté à la cause antirévolutionnaire par cette grande et funeste bataille, surtout par la retraite des Russes.

Ceux qui n'avaient d'espérance que dans le rétablissement de l'ancien ordre social et qui n'avaient pas douté que Swarow ne fut l'agent choisi par la Providence pour tout remettre en place, le virent partir avec désespoir (60) ; pendant qu'ils l'accompagnaient tristement de leurs regrets, on apprit que Bonaparte, de retour d'Égypte, venait d'aborder sur les côtes de France. Il faut avoir été témoin de l'effet que produisirent ce départ et cette arrivée pour se former une juste idée de l'ascendant des grands noms sur le commun des esprits. Un parti tomba dans l'abattement, l'autre parti se crut assuré désormais de vaincre, et tout changea d'aspect.

Coup d'œil nouveau sur la Suisse et sur l'Italie à la fin de la campagne de 1799 (61).

Par suite des événements de la fin de septembre, les Français étaient redevenus maîtres des montagnes qui ceignent au nord le Piémont et le Milanais. Moreau s'était maintenu dans celles de Gênes où il avait été remplacé par Championnet, lequel avait renforcé l'armée d'Italie des troupes qui composaient celle des Alpes. Gênes et le Saint-Gothard étaient donc redevenus ce que les gens de l'art appellent par métaphore *l'enclume* et le *marteau*, entre lesquels demeurent inertes et foulées les armées qui se croient maîtresses du pays, parce qu'elles en occupent la plaine et les forteresses, et qu'elles sont maîtresses du cours des rivières. D'ailleurs l'armée de Mélas, chargée d'accomplir seule une tâche qu'elle avait entreprise avec de puissants auxiliaires, se trouvait singulièrement affaiblie par les garnisons des places conquises, par la perte d'hommes que lui avaient coûtées ses victoires mêmes et par ses hôpitaux, où l'on comptait alors 30,000 malades.

Cependant l'arrière-saison fut utilement employée par elle à réprimer Championnet et à réduire les forteresses auxquelles ce général français comptait appuyer ses quartiers d'hiver dans la partie méridionale du Piémont.

Le général Mélas étant parvenu à le resserrer entre la Maire et la Sture, lui livra en personne, le 14 novembre, près de Fossano, une bataille meurtrière qui le força d'abandonner la plaine, et de livrer Coni à ses propres forces. Le siège fut mis immédiatement devant cette place, et poussé avec tant de vigueur par le prince de Lichtenstein, qu'elle fut forcée de capituler le neuvième

jour de tranchée ouverte (61 bis). Démonde s'était déjà rendu aux impériaux le 8 novembre, Mondovi, Ceva, Sarraval en firent autant.

La ville seule de Gênes tint ferme, quoique resserrée par Klenau, et elle dut alors son salut au parti que prit Championnet de tout abandonner pour veiller à sa conservation et de donner les âpres montagnes de la Ligurie pour quartiers d'hiver à ses troupes harassées (62).

Les impériaux prirent les leurs en Piémont et dans le reste de la vallée du Pô jusqu'à Venise.

Hiver de 1799 à 1800. — Préparatifs pour la campagne suivante. — L'armée piémontaise se réorganise, mais refuse hautement de prendre les devises autrichiennes et de prêter serment à l'empereur d'Allemagne.

Les deux puissances rivales déployèrent pendant cet hiver toutes leurs ressources, afin de pouvoir se devancer l'une l'autre au printemps dans l'arène des combats. La France surtout doubla de force, en supprimant son Directoire et en plaçant à la tête de son gouvernement républicain un dictateur investi d'une puissance illimitée et possédant la confiance publique.

L'Autriche, de son côté, se montra jalouse de prouver qu'à l'exemple de sa rivale, elle saurait vaincre sans alliés. Son vœu se réduisait alors à conquérir le Valais et la Rhétie au nord, Gênes et Nice au midi, objets de la plus ancienne ambition des Césars allemands, et qui auraient été, comme on l'a dit, dans ses mains, l'année précédente, si elle n'avait mis d'elle-même un terme à ses triomphes par de misérables rivalités.

Jamais la cour de Vienne n'avait fait de si grands préparatifs, rassemblé autant de forces que pour la campagne de 1800, et quoique déterminée, ainsi qu'on vient de le dire, à n'entrer en partage de gloire avec personne, elle ne dédaigna pas d'exciter le roi de Sardaigne à presser l'organisation de son armée dont elle comptait faire usage.

On a vu la presque totalité des soldats piémontais passer en 1798 sous les drapeaux de Joubert, entraînés par les circonstances les plus inouïes, privés de leur véritable chef, et, pour ainsi dire, livrés par lui-même; depuis lors, n'ayant plus de centre d'unité, ils n'avaient fait servir leurs armes qu'au maintien de leur honneur individuel et de l'honneur national; ils avaient dû se regarder comme des Suisses au xv^e siècle, liés momentanément à des intérêts qui n'étaient ni ceux de leur patrie, ni les leurs, et contents des témoignages rendus à leur bravoure par leurs frères d'armes (63). Mais ils accoururent auprès de leur ancien maître, dès qu'ils eurent connaissance de sa protestation, dès qu'ils apprirent qu'on pouvait encore combattre pour sa cause et verser son sang pour lui (64).

Malgré ce mouvement national, le travail de la réorganisation de l'armée piémontaise languit par la détresse toujours croissante des finances, et, à l'ouverture de la campagne de 1800, il ne se trouva que 16,000 hommes d'infanterie sous les armes (65) et 3 à 400 cavaliers. La formation autrichienne, la discipline allemande exigée de ces corps nouveaux amortissait l'ardeur des naturels du pays, attachés par instinct à tout ce qui pouvait rappeler leurs anciens usages, prévenus contre ceux des étrangers, et quoique les payes et les rations qu'on leur promettait fussent

plus fortes qu'autrefois, nul doute que la commission militaire, chargée de cette formation nouvelle, n'y eût trouvé moins d'obstacles, si elle avait rappelé tout simplement les soldats piémontais au nom du roi et dans leurs anciens cadres (66).

On dût être entièrement convaincu de cette vérité, lorsque le général Mélas exigea que les nouvelles troupes prissent les drapeaux et la cocarde autrichienne et qu'elles prêtassent serment de fidélité à l'empereur. Elles refusèrent nettement d'y consentir. Grand sujet de mécontentement à Vienne et motif non moins grand de méfiance et de crainte pour les bons serviteurs du roi.

Ouverture de la campagne de 1800.

L'hiver avait été d'une rigueur extraordinaire. On savait que les troupes républicaines avaient souffert dans leurs cantonnements, au point d'y perdre plus de 30,000 hommes; Championnet était mort des maladies qui ravageaient son armée.

Pendant ce même temps les troupes impériales s'étaient rétablies de leurs fatigues dans d'excellents quartiers d'hiver, et avaient reçu des renforts continuels; il en fallait moins pour ranimer la présomption de leurs généraux (67).

Le nouveau chef du gouvernement français eut bientôt détruit cette disparité d'avantages et de forces par les soins du général Alexandre Berthier, dont il connaissait le génie fécond en ressources, et qu'il créa ministre de la guerre. Il réunit l'armée des Alpes à celle de l'Apennin, sous le commandement de Masséna, et créa Moreau chef de l'armée d'Helvétie. Berthier non

seulement parvint à compléter ces grands corps en bien peu de temps, mais il en forma un troisième qui, sous le nom d'armée de réserve et sous son propre commandement, se rassembla à Dijon. Elle devait agir sous les yeux du premier consul.

Bonaparte voulant signaler son élévation à la première dignité de l'Etat par une nouvelle conquête de l'Italie, conçut un plan d'attaque tout à fait différent de celui de 1797.

Les montagnes de Gênes et du Saint-Gothard, restées au pouvoir des Français, comme on en a fait ailleurs la remarque, resserrent entre elles la vallée du Pô dans un point où ce fleuve reçoit les eaux de la Sesia, de l'Ogogna, de la Scrivia, de la Bormida et du Tanaro, et où s'élèvent les forteresses de Tortone et d'Alexandrie. Ce fut là que le premier consul résolut d'envelopper l'armée autrichienne, en la tournant par sa droite avec la grande réserve, et qu'il espéra de forcer Mélas à capituler en lui coupant sa retraite sur Mantoue, et en enlevant derrière lui ses dépôts et ses magasins. Pour arriver à ce but, il fallait détourner l'attention de l'ennemi du point sur lequel il se proposait d'agir, et l'occuper fortement à droite et à gauche du large passage que devait se frayer l'armée de réserve.

Ce qu'il y eut vraiment de merveilleux, fut de voir ce plan formé à Paris sur le bureau du premier consul, exécuté par lui dans toutes ses parties, malgré les obstacles sans nombre qu'il était aisé de prévoir. Le peu de mystère dont furent enveloppés ces importants desseins, contribua sans doute à les faire réussir. Car dans cette rencontre, comme dans mille autres, les Allemands prirent le change à force de vouloir être subtils et pénétrants, et de se défier des plus simples apparences. Leurs brillants avantages

même au commencement de la campagne contribuèrent à les aveugler sur le piège qu'on leur tendait dans celle-ci, et où ils se virent bientôt enveloppés.

Le public, en Piémont, saisissait mieux le véritable état de choses ; il craignait beaucoup plus Bonaparte qu'il ne se reposait sur l'appui de Mélas.

Le conseil de régence pouvait juger de cette disposition des esprits par le redoublement de méfiance dans les opérations du gouvernement, par le discrédit des billets, par l'enfouissement des espèces, et le défaut de circulation qui résultait de la crainte de nouveaux changements.

Défense de Gènes par Masséna.

Le plan du premier consul n'aurait pu réussir sans la ténacité inouïe de Masséna, chargé de la défense de Gènes. Ce général arriva dans la côte d'occident les premiers jours de février ; l'armée, dont il venait de prendre le commandement, était abîmée par les maladies et totalement désorganisée depuis le départ surtout de Moreau et la mort de Championnet. Elle était en proie à l'indiscipline et à l'esprit de parti, au point que le nouveau général en chef trouva en route des demi-brigades entières, et même des corps plus considérables mutinés qui retournaient en France, sans ordre. La plupart n'avaient pour motif d'une conduite aussi répréhensible que leur détermination prise de ne pas servir sous leur nouveau général. Il fallut user des plus grandes rigueurs pour les ramener au devoir ; mais les rigueurs ne coûtaient rien à Masséna, et il était à cet égard investi de pouvoirs illimités. Il n'hésita point à sévir de la manière la plus

cruelle contre ceux qui avaient abandonné leur poste; des compagnies tout entières furent cassées, les officiers dégradés, les sous-officiers fusillés, ainsi que deux soldats par compagnie.

Les murmures cessèrent, les vides furent promptement remplis par le ministère de la guerre, et l'armée de Gênes devint la plus souple et la mieux disciplinée de toutes celles de la République.

Il était dans le caractère du nouveau chef qu'on venait de lui donner de ne pas faire plus de cas des plaintes de ses sous-ordres que des menaces de ses ennemis, et de se jouer en tout des obstacles. Les habitants de Gênes le haïssaient; il sut les comprimer en faisant échoir toutes les charges de leur gouvernement démocratique à des patriotes dévoués à ses volontés.

La rivière du Levant était en insurrection contre les Français; il profita du temps où les Autrichiens n'étaient pas encore en mesure de l'attaquer pour pacifier ces paysans à sa manière accoutumée, c'est-à-dire par le fer et le feu. Il manquait d'argent, il sut s'en procurer par des moyens également très connus de lui, et il compta à ses troupes deux mois de leurs arrérages, c'est-à-dire à peu près un tiers de ce qui leur était dû, convaincu qu'il ne faut point que le soldat ait à la fois trop d'argent, mais qu'au moment d'entrer en action il est bon qu'il éprouve un peu de bien-être.

De grands renforts étaient venus de France à l'armée de Ligurie; on y avait changé beaucoup de généraux (68). La partie seule des subsistances était encore bien mal organisée (69), lorsque Masséna se vit improvisément attaqué par les armées d'Autriche et d'Angleterre qu'il croyait fort éloignées encore.

Quelque contraire que la fortune ait été au

général Mélas dans le cours de cette campagne, il est impossible de n'en pas admirer le début et surtout l'habileté avec laquelle il sut dissimuler ses forces à son ennemi, et lui dérober ses marches jusqu'au moment de frapper un grand coup (70).

Le 5 avril, une armée navale anglaise parut assez près de Gênes pour y lancer des bombes. Le lendemain, tous les postes des montagnes, entre Gênes et Final, sur un développement de 50 milles, furent attaqués à la fois par les armées autrichiennes. Les retranchements de la Bocquette furent emportés, et les défenseurs de ce poste rentrèrent confusément dans la ville par la porte orientale.

Mais la principale impulsion dirigée contre les hauteurs de Savone eut un succès plus décisif. La ligne française fut entièrement coupée sur ce point. Son aile droite, où était Masséna, resta séparée du centre et de l'aile gauche où commandait Suchet, chef de son état-major, et ces deux parties ne purent plus se rejoindre. Pendant quinze jours, elles firent des efforts inouïs pour se rapprocher l'une de l'autre sur les groupes de montagnes qui séparent Gênes de Savone, ce qui donna lieu à beaucoup de combats sanglants (71). Mais le général Mélas, qui commandait en personne sur ce point, réussit enfin à repousser Masséna sur la Polcevera, et Suchet au-delà du Var.

L'objet principal du général en chef français, fut dès lors d'empêcher que le blocus de Gênes ne fût serré par les Autrichiens et ne se convertit en siège, parce qu'alors une ville populeuse, dépourvue de vivres, et une armée qui n'en avait que pour bien peu de jours, auraient été forcées de se rendre à discrétion.

Il ne songea donc qu'à combattre les Alle-

mands de rochers en rochers pour les tenir en arrière, toujours contre eux sur l'offensive, malgré son infériorité de nombre (72).

Suchet, séparé de son chef, avait fait d'inutiles efforts pour délivrer Savone. Battu et poursuivi par Helnitz, il s'était jeté sur les hauteurs de Final et tenait les points fameux de *Melonio* et de *Sette pani*, espérant enlever et détruire de là les magasins de son adversaire ; mais il en fut chassé et reçut un dernier échec plus grave que tous les autres, à *Montecaro*, près des sources de l'*Arrozia*.

Dans ce combat, outre un grand nombre de morts et de blessés, il perdit plus de 1,500 prisonniers, 1 général de division, 40 officiers et 15 pièces de canon ; mais ce qui le força surtout à précipiter sa retraite, fut une manœuvre des Autrichiens qui menaça de lui couper sa retraite, et qui, par le fait, ne manqua que d'un peu plus de vivacité dans l'exécution pour réduire le centre et la gauche de l'armée d'Italie à la nécessité de mettre bas les armes (73). Le général Kuzzovick avait passé le col de Tende le 21 avec une forte division et s'était déjà porté à Brois, d'où il n'avait qu'un pas à faire pour fondre sur Ventimille et couper entièrement la retraite de l'armée de Suchet, laquelle se serait trouvée pressée entre ce corps et celui d'Helnitz.

Ce ne fut que par la célérité de ses mouvements qu'elle évita ce piège, et en abandonnant près d'Oneille ses magasins, ses hôpitaux et plus de 20 pièces de canons (74).

Mais il est temps de revenir à Gênes. La résistance de cette ville, défendue par Masséna, doit compter assurément parmi les faits les plus extraordinaires du même genre que présente l'histoire, puisque le succès fut dû à l'opiniâtreté d'un seul homme contre le vœu de 150,000

habitants dévorés par la faim, contre celui de ses propres soldats découragés, accablés de maux, sans exaltation et sans pain. Ces derniers ne pouvaient comprendre le but des attaques meurtrières où chaque jour on les conduisait; car les pertes que les impériaux pouvaient y faire ne les auraient certainement jamais déterminés à lever le blocus, et les prisonniers qu'on leur faisait, étaient plus à charge qu'à profit par l'embarras de les nourrir. De là vient l'opinion fort répandue que Masséna combattait, non pour conquérir des postes souvent inutiles, mais pour diminuer dans sa propre armée le nombre des consommateurs.

Il n'avait qu'un objet en vue, celui de donner au premier consul le temps de venir à son secours.

Il en recevait des nouvelles par la voie des Jacobins, tout autre moyen de communication au dehors étant impossible. Enfin, il apprit le 25 mai, d'une manière certaine, les grands avantages remportés en Souabe par Moreau et l'entrée de l'armée de réserve en Piémont, ce qui donna lieu d'illuminer Gênes; mais cette ville infortunée n'en fut pas moins réduite depuis ce jour aux plus horribles extrémités. Il n'y existait plus depuis longtemps ni grains, ni bétail; le dernier cheval et les moindres animaux domestiques avaient été dévorés, et les soldats mêmes n'y subsistaient que d'un mélange de son, de paille hachée mêlée avec de l'amidon, de la graine de lin, des amandes, de l'avoine et du cacao dont on formait un pain noir et huileux, aussi malsain que dégoûtant. A peine avalé, on le vomissait avec efforts et il entretenait une fièvre lente.

Quant aux habitants, on ne s'inquiétait guère de leur subsistance; on ne leur demandait pas

de vivre, mais de garder le silence et de ne point troubler par leurs gémissements ceux qui étaient supposés combattre pour eux. Aussi, le nombre des infortunés qui périrent de faim ou des maladies, suites de leurs souffrances pendant ce blocus, s'éleva-t-il à plus de 15,000.

On était arrivé aux derniers jours de mai ; les Autrichiens et les Anglais, instruits que le premier consul approchait de Milan, pressaient Gênes avec la plus grande vivacité ; les Autrichiens multipliaient leurs attaques ; les Anglais faisaient pleuvoir des bombes sur les palais de cette magnifique et malheureuse cité.

Masséna, en recevant en même temps l'offre d'une capitulation honorable, ne douta plus que l'armée de réserve ne fût bien près de lui ; mais tout moyen de l'atteindre étant usé, il résolut de tirer au moins parti de l'inquiétude de ses adversaires pour obtenir d'eux de meilleures conditions.

Le traité fut arrêté le 3 juin, à neuf heures du matin. La première clause exigée par le général français fut que le mot de capitulation ne serait pas prononcé ; il fut stipulé simplement que l'aile droite de l'armée d'Italie, chargée de défendre Gênes, en sortirait avec armes et bagages pour aller rejoindre à Montalbo (75) le centre de cette même armée, qu'elle serait nourrie aux frais de l'ennemi et transportée sur les vaisseaux anglais, qu'en partant de Gênes elle pourrait porter à la tête de ses colonnes sept drapeaux pris aux Autrichiens dans les combats précédents. Que les patriotes génois et les réfugiés italiens qui voudraient la suivre seraient traités comme en faisant partie et recevraient des vivres et des passeports.

L'amiral Kaith, les généraux Otto et Saint-Julien s'empressèrent d'approuver ces conven-

tions; mais Masséna ne voulut y apposer sa signature que le soir, espérant encore de recevoir des nouvelles qui pourraient changer ses déterminations (76).

On admira pendant le cours de toutes ces négociations l'art de cet homme aussi rusé qu'opiniâtre pour déguiser sa propre détresse, pour mettre à profit l'embarras de son ennemi, et pour en obtenir tout ce qu'il voulait.

Pendant le reste du jour, il fut entouré de Jacobins consternés, il leur répétait souvent : « Malheureux, sauvez donc encore votre patrie : donnez-moi des vivres encore pour quatre jours, et je déchire le traité ». Mais ils étaient muets : les dernières ressources étaient épuisées ; Masséna signa à sept heures du soir, et l'on se donna mutuellement des otages.

Enfin les Français quittèrent Gênes après avoir soutenu le blocus pendant soixante jours, et avoir eu la moitié des leurs tués, blessés ou faits prisonniers ; les autres pouvaient à peine se soutenir (77). Ils furent accompagnés de malédictions jusqu'aux vaisseaux qui devaient les transporter hors de ce territoire dévasté.

Mais ce fut, on le répète, ce blocus soutenu avec tant d'opiniâtreté qui donna à l'armée de réserve et à son redoutable chef le temps d'arriver sur le champ de bataille de Marengo. Ce fut lui qui retint les Allemands dans l'Apennin, pendant que leur présence aurait été si nécessaire ailleurs, et qui les empêcha de voler à temps à la rencontre de leur principal ennemi.

Opérations de Moreau sur le Danube.

Moreau avait passé le Rhin les derniers jours d'avril. Son objet, comme on l'a dit ailleurs, devait être d'attirer à lui la puissante armée du

général Kray, et de l'écarter du lieu où le premier consul se proposait d'exécuter sa grande manœuvre.

Kray occupait, au revers de la Forêt-Noire et près des sources du Danube, un camp retranché, réputé inexpugnable, d'où il tenait la Souabe à couvert et menaçait de fondre sur la Suisse et sur la Rhétie. Cent mille Autrichiens, non compris les contingents des cercles de l'empire et le corps de troupes stipendié par l'Angleterre, composaient son armée. Moreau, quoique inférieur en forces, ne balançait point à attaquer celui-ci, et l'obligea à quitter son excellente position de Doneschingen, successivement à se replier sur Stockach, sur Biberach, sur Ulm, et finalement sur le Lech, au-dessus d'Augsbourg, près du lieu où cette rivière se jette dans le Danube. Dans cette retraite, qui dura au moins plus de trois semaines, eurent lieu plusieurs actions considérables, où Moreau, suivant ses rapports, eut constamment l'avantage ; il porta à 30,000 hommes la perte de son adversaire. Ce qu'il y a de certain, c'est que la cour de Vienne, alarmée, ordonna qu'une forte garnison fût promptement jetée dans Ulm, et que tout ce qui lui restait de troupes disponibles se portât sur le Danube et sur l'Adige.

*Diversión du général Thuro par les Alpes
du Dauphiné (78).*

Toujours dans la vue de détourner l'attention des Autrichiens du point où il se proposait de frapper le coup décisif, pour multiplier leurs embarras et pour leur donner le change, Bonaparte avait ordonné au général Thuro*, chef de

* Qui commandait à Briançon avec 3 ou 4,000 hommes.

l'aile droite de son armée de réserve, de se porter dans le Haut-Dauphiné, et, dès que le centre de cette même armée déboucherait dans le Canavesan, d'attirer à lui l'attention des Austro-Sardes par des courses faites à propos dans la vallée de la Doire et jusqu'aux portes de Turin.

Ce général, au temps convenu, déboucha par le Mont Genève, attaqua et enleva le poste de Gravière, les redoutes élevées sur l'emplacement des forts de la Brunette et de Saint-François ; enfin il poursuivit les Allemands jusqu'à leur seconde ligne d'Avigliana, d'où il les chassa encore après un combat très vif.

De ce point, les Français n'eurent pas de peine à répandre l'effroi dans la capitale. Ils firent des courses jusqu'à la Vénérie et jusqu'au faubourg du Ballon*.

Cette division était à peine de 4,000 hommes, elle n'avait en arrière aucune réserve, et la peur que fit son apparition fut véritablement une terreur panique.

*Marche du général Moncey dans les revers
du Saint-Gothard.*

L'aile gauche de l'armée de réserve, sous le commandement du général Moncey, bien loin de faire ostentation de ses forces comme la division de Thuro, devait se porter sur les derrières de l'armée autrichienne par des chemins cachés. Forte de 20,000 hommes, elle s'enfonça dans la Suisse sans connaître sa destination, puis, arrivée près du bourg d'Altorf, et s'étant accrue de

* L'avant-garde de Thuro affecta de se montrer à la Vénérie, à la Madona de Campagne, près des ouvrages extérieurs de la Porte Susine, et en face du jardin. Le canon de Turin tira plusieurs coups sur elle.

5,000 hommes de l'armée de Moreau, elle tourna sur sa droite, franchit les hautes sommités du Saint-Gothard et déboucha dans le Milanais par les montagnes qui bordent à gauche le lac Majeur. Sa destination était de la plus haute importance ; car c'était elle qui, coupant la retraite aux Allemands avant que le général en chef fût aux prises avec eux, devait donner de si prodigieux résultats à la victoire.

*Marche de l'armée de réserve. — Bataille
de Marengo.*

L'armée de réserve rassemblée à Dijon, comme on l'a déjà dit, et dont les ailes étaient déjà parties pour leurs différentes destinations, s'était portée à Vevey dans les premiers jours de mai ; le premier consul l'y passa en revue (79) le 11. Il fut reçu aux acclamations des soldats avides de le revoir après plus de deux ans d'absence. Il leur promit de nouvelles victoires d'un ton solennel et prophétique, et nul ne révoqua en doute la vérité de ses promesses.

Il entra le 12 mai dans la vallée du Rhône, précédé à deux marches de distance par une avant-garde de 3,000 hommes sous le commandement du général Lannes. Comme l'armée devait cheminer plusieurs jours dans des lieux déserts, elle portait avec elle tous les objets nécessaires à sa subsistance, à raison de 20 jours de marche et de 40,000 rations par jour. Le pain était cuit en galettes, le foin ficelé, et le tout porté à dos de mulets. Ce fut le passage du grand Saint-Bernard qui présenta le plus d'obstacles ; mais surmonter les difficultés était un jeu pour l'ardeur française. Le train d'artillerie fut transporté à bras d'hommes en moins de quatre jours (80) du

bourg Saint-Pierre à la cité d'Aoste. Chaque pièce de canon était enchassée dans un billot de sapin, creusé en manière d'auge, et muni d'un long câble où s'attelaient cent hommes à la fois. Ceux-ci, qu'on relevait tous les cent pas, entraînaient ces lourdes masses dans de longs et scabreux défilés encombrés de neige. Les affûts et les caissons démontés étaient également portés à bras. On donnait 1,000 francs de gratification par chaque pièce d'artillerie.

Le 17, le 18, le 19 et le 20 furent employés par le gros de l'armée à surmonter ces obstacles naturels. Quant à ceux qu'essayèrent d'opposer deux petits corps autrichiens, postés l'un à la cité d'Aoste, l'autre au bourg de Châtillon, ils furent renversés sans peine par l'avant-garde du général Lannes, et l'armée ne put s'apercevoir de leur existence (81). Une route belle et commode, cotoyant la Doire, s'ouvrit ensuite devant elle jusqu'au fort de Bard. Ici devaient renaître les oppositions.

Le château de Bard est une place de quatrième ordre, à l'abri d'un coup de main, pouvant tenir 400 hommes de garnison, situé de manière à fermer la vallée d'Aoste, pour ainsi dire, sous un seul verrou. On aurait rendu, à bien peu de frais, ce point d'une très bonne défense, en empêchant qu'il ne pût être tourné par sa droite. Quelques troupes bien retranchées au mont Albaro auraient empêché que l'infanterie et, à plus forte raison, la cavalerie française, pussent jamais s'y frayer un chemin. Berthier employa 12,000 hommes à ébaucher ce chemin, dans les journées du 24 et du 25, et toute l'armée put y passer le 26, quoiqu'avec de grandes difficultés. Quant aux canons, ils furent entraînés de nuit, à bras d'hommes, au pied des murs du fort, sur leurs affûts, leurs roues enveloppées de paille pour éviter du

bruit, et bravant les coups de fusil de la garnison, tirant au hasard et du haut en bas, et qui leur fit peu de mal. Tous ces obstacles surmontés, l'armée de réserve tout entière arriva le 27 à Ivrée. Il est à remarquer que le fort de Bard ne capitula que le 1^{er} de juin, c'est-à-dire cinq jours plus tard (82), quoique sa résistance fût désormais bien inutile. Une arrière-garde autrichienne restée à Ivrée fut prise, et les Français battirent et dispersèrent un corps de cavalerie assez considérable qui voulut leur disputer le passage d'une petite rivière*, qui coupe la route de Turin, et qui verse ses eaux dans la Doire, trois quarts d'heure au-dessous d'Ivrée (83). L'armée de réserve ne rencontra plus d'obstacles jusqu'à Milan, où elle se rendit par le Vercellais et le Vigevanasque.

Le premier consul la passa en revue le 29, à Chivasso. Le quartier général était le 30 à Verceil; le 2 juin, elle était tout entière sur la gauche du Tessin. Les avant-gardes du général Lannes et du général Murat y étaient arrivées depuis trois ou quatre jours. La légion italique du général Lechy, chargée de couvrir le flanc gauche de l'armée, en rasant le pied des montagnes par Gressonai et les sources de la Sesia, s'y trouva rendue en même temps qu'elle; enfin, la grande division, venue par le Saint-Gothard, était arrivée déjà à sa destination.

On ne peut se former une idée de l'étrange sécurité qui régnait parmi le peuple de Turin, pendant ce temps-là. 40,000 hommes défilant à trois lieues de la capitale du Piémont, ayant à leur tête Bonaparte et l'élite des généraux de la République française, inspiraient moins d'épouvante que n'en avait occasionné Thuro, dans la

* La Chiusella.

vallée de Suse, avec une poignée de partisans.

Quant au général Mélas, il s'enivrait à Nice de son rôle de conquérant. Il fermait l'oreille aux avis que s'empressaient de lui donner les personnes qui pouvaient avoir quelques connaissances de ce qui se passait dans l'intérieur des Alpes, et les troupes débouchant par la vallée d'Aoste n'avaient, à son avis, d'autre objet que de délivrer Gênes par une diversion. Il semblait ne pas se douter du danger éminent qu'il courait lui-même en tournant le dos à son principal adversaire.

Dans ce même temps, Bonaparte écrivait au consul Cambacères : « Tout va bien. Mélas, renfermé à Nice, court plus de danger que Masséna à Gênes. »

Comment ne pas se livrer encore, ici, à quelques réflexions qui ressortent naturellement du fond de ce triste sujet? Si le général Mélas, qui certainement n'avait pas besoin de toutes ses forces contre les débris de l'armée d'Italie, avait porté 15,000 hommes dans la vallée d'Aoste, sous le commandement d'un chef intelligent, s'il avait chargé ce chef de défendre avec obstination tous les postes de chicane dont ce pays abonde; si tous ces postes avaient été fortifiés d'avance, surtout ceux qui flanquent Châtillon et le fort de Bard, il est bien à croire que les Français auraient mis un mois ou six semaines de plus à franchir ces périlleux défilés. Si toute la cavalerie impériale, bien plus inutile encore que l'infanterie contre Masséna et contre Suchet, s'était trouvée prête à fondre en masse sur l'armée de réserve, à sa sortie des Alpes, nul doute que la chance des événements n'eût tournée d'une autre manière. Masséna, qui ne pouvait tenir un jour de plus dans Gênes, aurait été forcé de se rendre à discrétion (84), au lieu de braver ses vainqueurs;

il serait resté leur prisonnier avec l'aile droite de son armée, et serait parti avec elle pour la Hongrie. Mélas, maître de Gênes et de la Ligurie, libre de rassembler toutes ses forces et d'en disposer à son gré, aurait prévenu son adversaire au débouché des montagnes, aurait détruit ses avant-gardes et l'aurait combattu corps à corps avec avantage, surtout il n'aurait pas trouvé, d'entrée de jeu, sa retraite coupée, ses parcs et ses magasins perdus (85).

Enfin, ce général acquit la certitude que le premier consul, à la tête d'une puissante armée, n'était plus qu'à deux ou trois marches de Milan, et il comprit, trop tard, tout le changement que cette circonstance apportait dans sa situation. Il revint précipitamment à Turin, retirant, non sans de grandes pertes, les troupes qu'il avait engagées sur le Var et qui furent poursuivies par Suchet jusqu'en-deçà du col de Tende.

On illumina Turin pour l'arrivée du vainqueur de Nice, le 2 juin, jour où l'on illuminait Milan pour le retour de Bonaparte.

L'Autrichien ne voulait pas que le public partageât les soucis dont il était dévoré; à chaque heure, il apprenait des nouvelles plus alarmantes.

Le général Moncey avait opéré sa jonction avec l'armée de réserve, après s'être emparé de Pavie, de Crémone, de Brescia, d'Orsinovi et de tous les lieux où se trouvaient les réserves de l'armée impériale. Sans tirer l'épée, il avait, en son pouvoir, déjà 6,000 prisonniers, 300 pièces d'artillerie, 200 milliers de poudre et 10,000 fusils. Il avait fait plus; il avait forcé le passage du Pô, à Plaisance et à la Stradella, et l'armée française était libre d'entrer du Milanais en Piémont par la même issue qu'elle s'était ouverte, en 1796, pour pénétrer du Piémont dans le Milanais.

Une proclamation de Bonaparte à ses soldats montre de quel œil il envisageait alors sa propre situation et celle de son adversaire.

« L'ennemi épouvanté, dit-il, n'aspire plus
 « qu'à regagner ses frontières, mais le territoire
 « français aura-t-il été violé impunément? Lais-
 « serez-vous retourner dans ses foyers une armée
 « qui a porté l'alarme dans vos familles? Non,
 « allez à sa rencontre; opposez-vous à sa retraite,
 « arrachez-lui ses lauriers, et apprenez au monde
 « que la malédiction du destin doit tomber sur
 « les insensés qui osent insulter le territoire de
 « la Grande Nation. »

Les soldats français avaient toujours entendu cette éloquence originale, vraiment militaire (86), ces annonces de victoires qui, pour eux, en étaient des préludes certains. Ils demandèrent à grands cris le combat, en marchant vers Alexandrie.

Le général Mélas concentrait sur ce point le plus qu'il pouvait de ses forces (87). Il s'y rendit lui-même le 8 de juin; il ne pouvait désormais révoquer en doute les desseins de son terrible ennemi; mais forcé d'attendre son salut du sort d'une bataille, il devait se féliciter de la recevoir dans un lieu où tout se réunissait pour le favoriser. Appuyé à deux places fortes, couvert par deux rivières, libre dans tous ses mouvements, il était maître de préparer à son gré le champ de bataille. Il ne tenait qu'à lui de déployer sa superbe cavalerie dont il n'avait été dans le cas de faire jusqu'alors aucun usage, et d'agir avec toute son artillerie qui, malgré ses pertes récentes, surpassait encore de beaucoup celle des Français. Il pouvait prendre dans les garnisons de plusieurs places de quoi former une puissante réserve.

Enfin, s'il avait pu vaincre Bonaparte en ba-

taille rangée, dans les circonstances où ils se trouvaient l'un et l'autre, un seul jour aurait mis le comble à sa gloire, comme un seul jour devait effacer le souvenir de tous ses exploits précédents.

Il apprit, le 10, que la division du général Otto, revenant de Gênes, avait rencontré, près de Voghère, l'avant-garde de l'armée de réserve, et que le premier consul n'était plus qu'à trois marches de lui. Otto, dans cette rencontre, avait soutenu un combat des plus vifs, et fait une perte considérable (88).

Le 13, les avant-gardes des deux armées se rencontrèrent dans la plaine de Saint-Julien, entre la Bormida et la Scrivia; elle se chargèrent partiellement, mais ces chocs n'eurent rien de décisif. Les Autrichiens rentrèrent le soir dans leur camp, ce qui persuada aux Français que leur adversaire voulait éviter la bataille, peut-être même forcer le passage du Pô pour se jeter du côté de Gênes, ou s'échapper par la Toscane. Dans ces suppositions, les gardes furent redoublées pour empêcher leur évasion; mais, le 14, à l'aube du jour, l'armée impériale passa tout entière sur la droite de la Bormida, déploya ses forces et fit connaître ses desseins (89). Elle se mit en bataille, la droite à l'Orba, la gauche au Tanaro, formant trois lignes de deux rangs chacune ayant une réserve considérable en arrière.

L'armée française, de son côté, avait guéé la Scrivia au point du jour. Elle se mit en bataille dans la plaine de la Fraschea, en face des Autrichiens; la droite à Castel Ceriolo, la gauche à l'abbaye del Bosco, la réserve au village de Saint-Julien.

A huit heures du matin, Mélas fit commencer l'attaque par son infanterie, qui chargea vaillamment la droite des Français, soutenue par le feu

d'une nombreuse artillerie. Le village de Marengo, qui se trouvait entre les fronts des deux armées, fut plusieurs fois pris et repris.

Le combat dura ainsi pendant quatre heures, avec un succès à peu près égal de part et d'autre.

Des divisions entières se battirent à la baïonnette sans reculer d'un pas.

Pendant ce temps, la troisième ligne autrichienne marchait par sa droite pour déborder la gauche de l'ennemi.

A une heure après-midi, l'artillerie française paraissant manquer de munitions, le général autrichien saisit ce moment pour faire charger un gros de cavalerie qui pénétra d'abord du côté de Marengo; mais le général Kellermann, à la tête de quelques escadrons, répara ce désordre, et remit en place l'infanterie française qui d'abord avait été culbutée.

Cependant cette artillerie continuait à se taire, faute de cartouches; le parc avait été déplacé, et, faute de précautions, le plus grand nombre ne savait où s'adresser pour avoir des munitions, ce qui fut bien près de faire perdre la bataille aux républicains.

Mélas, mettant à profit cette cessation du feu de l'ennemi, déploya contre lui 80 pièces de canon, soutenues par 40 escadrons de cavalerie, et chargea avec tant de bravoure et d'impétuosité que les deux lignes françaises, jetées l'une sur l'autre, se mêlèrent, se rompirent et plièrent de toutes parts. Leur désordre dura trois heures entières, et le peu de cavalerie qui s'y trouvait fut presque détruit.

Les soldats autrichiens, qui poursuivaient les fuyards, jetaient leurs casques en l'air et poussaient des cris de victoire auxquels répondaient les cloches d'Alexandrie.

L'aile droite, où commandait le général Victor,

avait été séparée du reste, et faillit à être prise tout entière.

Ce fut alors que Bonaparte se jeta au milieu de ses soldats en déroute pour les retenir et les rallier. Ils leur criait de rentrer dans leur rangs, que bientôt le secours allait arriver, qu'ils prendraient une revanche éclatante (90). Ils n'en reculaient pas moins dans la plus grande confusion, lorsque parut, à la distance d'une portée de canon, la réserve postée, comme on l'a dit, en avant du village de Saint-Julien.

Cette réserve, qui fit seule, ce jour-là, le salut de l'armée française, était composée de 12,000 hommes d'élite. La garde consulaire à cheval s'y trouvait, et le nom surtout de son commandant devait ranimer la confiance des troupes : c'était le brave général Desaix, nouvellement revenu d'Égypte.

Le corps restait immobile et dans le plus bel ordre, formé sur deux lignes, son flanc gauche couvert d'une colonne de grenadiers et d'un corps de cavalerie, son flanc droit défendu par 12 pièces de canon. Bonaparte, remarquant le désordre où les Autrichiens eux-mêmes étaient tombés en poursuivant les siens, ordonna à ce corps de réserve de les charger immédiatement à la baïonnette. Dans ce moment, Desaix fut frappé d'un coup mortel, le général de division Boudet fut blessé dangereusement ; mais l'impulsion était donnée, tout s'élança au pas de charge et aux cris de : vive la République ! vive le premier consul ! Après une mêlée cruelle qui dura moins d'une demi-heure, les impériaux à leur tour commencèrent à plier. Il était six heures du soir, les Autrichiens tenaient déjà 15 pièces de canon et 3,000 prisonniers, quand le désordre se mit parmi eux et que leur déroute commença. Leur droite fut isolée et battue comme l'avait été celle de

Victor quelques heures auparavant. Leur cavalerie s'étant portée au centre pour protéger la retraite de l'infanterie, fut enfoncée par Murat et par Bessière, chef des grenadiers à cheval de la garde consulaire.

Alors une terreur panique s'empara de cette armée autrichienne, victorieuse une heure auparavant; elle tomba dans une confusion que l'approche de la nuit ne fit qu'augmenter. Infanterie, cavalerie, canons, croyant être parvenus au pont de la Bormida, se précipitèrent pêle-mêle de ce côté, et des troupes sorties d'Alexandrie, pour soutenir la retraite, ne purent rallier ces fuyards. Des bataillons entiers se rendirent prisonniers de guerre; une partie de ceux pris par les Allemands, dans le courant de la journée, fut délivrée.

Mélas reçut, dit-on, plusieurs contusions, son chef d'état-major fut pris; six autres de ses généraux furent blessés, le nombre des hommes restés de part et d'autre sur le champ de bataille, et celui des prisonniers, furent d'ailleurs à peu près égaux.

Il y avait eu, dans la journée du 13 juin, c'est-à-dire la veille de la bataille de Marengo, un ordre motivé de M. de Mélas à ses généraux, mais cet ordre écrit avant la reconnaissance du site et des positions de l'ennemi, ne put servir de rien. Le 14, il fallut y suppléer par une instruction verbale. Plusieurs ponts pouvaient être jetés sur la Bormida pour faciliter la retraite au besoin; le terrain aurait dû être aplani, les fossés comblés, les arbres abattus dans les lieux où le canon devait agir. Les Autrichiens n'avaient pris aucune de ces précautions, et l'on peut dire, avec vérité, que le défaut de prévoyance fut la principale cause de leur désastre.

En dernière analyse, cette journée dut paraître

malheureuse aux ennemis de la France; mais ceux qui ne se doutaient pas de la situation où les Autrichiens se trouvaient par les manœuvres antécédentes du premier consul, étaient loin de s'attendre à l'étrange capitulation qui eut lieu le lendemain de la bataille, par un traité conclu entre Alexandre Berthier, commandant en chef l'armée de réserve, et le général autrichien Zorch, chef de l'état-major de Mélas (91) et prisonnier de la veille.

Par cet accord, l'armée impériale put se retirer sans trouble derrière la Secchia, petite rivière qui prend sa source au lac d'Irco, et qui se jette dans l'Oglio, en partageant le Bressan du nord au midi.

Le général Mélas fut maître de retirer des pays qu'il abandonnait, ses garnisons, son artillerie et ses magasins (92). Ainsi, pour une suspension d'armes de quelques jours et pour se tirer d'un piège où il croyait être pris sans ressources, ce général évacua le Piémont tout entier, la Ligurie, la Cisalpine, avec douze places fortes munies de tout pour la guerre (93). Le vulgaire, suivant sa coutume, cria à la trahison; mais les gens capables de juger plus sainement de la position de Mélas et de son caractère, furent bien loin de soupçonner ce vieillard malheureux d'avoir trahi son devoir et flétri son honneur. Ils auraient voulu cependant que, loin de se rebuter pour quelques heures de la journée du 14, il eût, dès le lendemain, présenté de nouveau la bataille aux Français, que même il les eût attaqués le troisième jour comme Swarow l'avait fait à Trebie; qu'enfin, à tout prix, il eût tenté de ramener à lui la fortune.

Le danger même de sa position semblait lui en faire une loi; d'ailleurs il lui restait encore de grandes ressources : une partie de son armée

n'avait pas donné le jour du 14, l'autre ne se rappelait que des avantages obtenus pendant les deux tiers du jour. La majeure partie des troupes désirait se revoir aux prises avec l'ennemi ; mais on ne jugea pas à propos de les mettre à l'épreuve.

L'armistice de Marengo nécessita, quelques jours plus tard, entre les généraux Kray et Moreau, celui de Pardorph (94), en vertu duquel l'empereur abandonna autant de terrain en Allemagne qu'il en avait perdu en Italie, et la paix de Lunéville, conclue le 9 février suivant, fut la suite de ces suspensions d'hostilités.

Mort de la reine Clotilde. — Charles-Emmanuel IV abdique la couronne de Sardaigne en faveur du duc d'Aoste, l'aîné de ses frères, et se retire à Rome.

Charles-Emmanuel apprit, en Toscane, ces grands événements. Comme on l'a dit ailleurs, la cour de Vienne s'était opposée à ce qu'il se rapprochât davantage de ses Etats. Seulement, elle avait permis au duc de Chablais, neveu de l'empereur François I^{er}, et au duc d'Aoste, époux d'une archiduchesse, de rentrer en Piémont* pour y régler quelques affaires relatives à leurs apanages.

Après la journée du 14, qui renversait leurs espérances, tous les membres de la famille royale se réunirent à leur chef. Celui-ci se rendit à

* Le duc et la duchesse de Chablais étaient revenus de Rome les premiers jours du mois d'octobre 1799, et avaient passé l'hiver au château d'Aglié. Le duc et la duchesse d'Aoste étaient à Montcalier; ils en partirent le 11 juin pour Gênes.

Rome, espérant encore d'obtenir, par les bons offices de la Russie et de la Prusse, quelque amendement à son sort; mais il vit par l'intercession de ces mêmes puissances le roi de Naples remis en possession des Deux-Siciles, et il ne put lui-même obtenir la restitution de ses Etats, quoiqu'on parût, longtemps, faire de sa réintégration le gage de la paix générale. Sur ces entrefaites, il fut frappé du coup le plus accablant par la mort de la reine, son épouse, la pieuse Clotilde, objet de son amour et de sa vénération, et qui l'avait aidé jusqu'alors à supporter les traverses d'une vie remplie d'agitation et de dégoûts.

Elle avait donné à la cour de Sardaigne l'exemple de toutes les vertus, et surtout celui d'une constance inflexible dans l'adversité.

Le roi n'avait considéré ses malheurs précédents que comme des jeux cruels de la fortune, il vit, dans celui-ci, une dernière épreuve par laquelle le Ciel voulait le détacher entièrement des choses d'ici-bas.

Il abdiqua la couronne en faveur de Monseigneur le duc d'Aoste, son frère, ne se réservant qu'un traitement pécuniaire très modique, et déterminé à finir ses jours dans une condition privée. La villa Conti, dans le bourg de Frascati, fut le lieu qu'il choisit pour sa retraite.

Il avait été dépouillé, sous le Directoire, par la fraude unie à la violence, par le droit du plus fort armé contre le droit des gens, par la foi punique opposée à la simple droiture. Alors de perfides ennemis s'étaient emparés de son héritage et s'étaient efforcés de flétrir son honneur. Un vif ressentiment de sa part était bien légitime, aussi ne put-il être blâmé d'avoir uni, dès qu'il le put, ses armes à celles des puissances liguées ensemble contre ses oppresseurs, et d'avoir em-

ployé tous les moyens qui lui restaient à recouvrer son bien et sa réputation. Ils avaient pu se flatter, un moment, de devoir son rétablissement à l'amitié de Paul et au bras de Swarow ; mais, après l'éloignement des Russes, après les dernières défaites des Autrichiens, il ne pouvait lui rester que de bien faibles espérances. Dans cette seconde et terrible chute, il eut au moins la consolation de n'avoir succombé que sous les coups d'un guerrier jusqu'alors invincible, et son vainqueur fut loin, à cette époque, de trouver rien d'équivoque dans sa conduite envers la France, puisqu'il lui fit offrir des dédommagements, et parut disposé à le satisfaire même après la journée de Marengo (95).

Charles-Emmanuel, s'excusant de recevoir des indemnités, répondit avec une noble simplicité : « La Providence m'avait appelé à régner sur des
« Etats possédés depuis 800 ans par ma famille,
« mais non à profiter des dépouilles de mes voi-
« sins dépossédés au même titre que moi. »

Peut-être, dans les temps à venir, cette réponse sera-t-elle admirée comme émanée d'un sentiment aussi grand que vertueux ; mais alors les favoris de la fortune avaient seuls droit à l'admiration des hommes. La modération, l'équité, le courage passif étaient confondus momentanément avec la pusillanimité.

On avait entendu répéter souvent au roi cette belle maxime du grand Condé :

« Dans les actions principales de la vie, il faut
« n'avoir point de reproches à se faire, et laisser
« la gloire venir, si elle le peut, après la vertu. »

Longtemps avant que la mort de son père l'eût appelé au trône, on l'avait entendu dire : « Ceux qui veulent régner n'ont pas de temps à perdre ; on est las de l'ancien ordre des choses. Les

biens, les honneurs, le pouvoir, sont prêts à changer de mains. »

Et l'on aurait tort de dire qu'ayant le don de lire dans l'avenir, il aurait dû détourner le coup qui menaçait sa tête. Ce prince avait certainement usé de prudence pour éviter son sort. Mais que peut la prudence humaine dans les circonstances où il se trouva ?

Il avait lutté contre la fortune sans présomption et sans faiblesse ; il ennoblit sa chute par sa pieuse résignation, et, se livrant sans réserve aux sentiments religieux, qui, tant de fois, l'avaient consolé dans ses peines, il n'eut plus en perspective qu'une couronne mille fois préférable aux grandeurs que le sort lui enlevait, et au diadème dont il se dépouillait volontairement lui-même.

Changements produits en Europe par la bataille de Marengo et par les traités qui en furent la suite.

CONCLUSION

Depuis que les Etats et les Souverains ont fait dépendre leurs destinées du sort des armes, jamais victoire n'entraîna des conséquences aussi prodigieuses que celle de Marengo. On peut dire qu'elle mit fin à la révolution de France.

Le système démocratique expira ; la monarchie universelle fut prête à s'effectuer. Au règne affreux de la destruction succéda pendant quelque temps, en France, une action créatrice inconnue dans les époques les plus fortunées. Les mœurs se radoucirent, et les Français, dépouillant leur hideux déguisement, redevinrent des adorateurs du despotisme, des courtisans polis et corrompus, sans cesser d'être des guerriers formidables.

Les six années qui suivirent Marengo, opérè-

rent plus de changement en eux, que plusieurs siècles n'en avaient produit chez leurs pères.

Au milieu de toutes ces commotions, on crut voir le trône de Charlemagne, plus éclatant qu'il ne fut au VIII^e siècle, et l'Europe, d'un concert presque unanime, s'inclina devant lui. Au lieu des potentats malveillants et jaloux qui bordaient les anciennes limites de l'empire français, il s'entoura de rois créés par ses mains, n'existant que par leur adhérence avec lui, ligués entre eux par ses seuls intérêts et toujours prêts à combattre ses ennemis.

Au dehors, la balance de l'Europe fut entièrement renversée; les derniers vestiges des républiques anciennes et nouvelles disparurent. La plupart des limites déjà déplacées achevèrent de se confondre. L'esprit de coalition tomba momentanément dans le mépris, et les puissances d'ancienne date, dont les efforts réunis auraient pu, dans un temps, mettre quelques bornes à l'accroissement monstrueux de la France, perdirent tout espoir de la restreindre jamais. Elles semblèrent se tranquilliser en voyant qu'au moins il ne s'agissait plus de les combattre ouvertement avec les armes du jacobinisme, et l'on aurait cru que le vainqueur de Marengo avait persuadé aux têtes couronnées, comme à ses propres soldats, que la malédiction du destin devait tomber sur tous ceux qui traversaient ses entreprises.

Quant aux souverains détrônés qui s'étaient flattés, pendant quelques temps, de voir renaître leur ancienne existence, ils retombèrent dans une apathie forcée, et parurent s'y complaire. Ils semblèrent oublier jusqu'aux peuples anciennement heureux sous leurs lois, et l'on put croire qu'ils désiraient d'en être oubliés de même. Bientôt les chefs des plus grandes monarchies res-

tèrent mêlés dans ce néant aux potentats du deuxième et du troisième ordre; enfin les rois même de nouvelle création vinrent grossir le nombre de ces victimes de la politique et de la fortune. Tous affectèrent la même indifférence pour leur chute. On put les comparer à ces héros d'Homère, autrefois pleins de force et de gloire, goûtant, depuis leur mort, sous les ombrages de l'élysée, les douceurs de l'égalité, d'inaltérables loisirs et des joies pures auxquelles les habitants de la terre préfèrent leurs pénibles agitations.

Comment alors lire dans l'avenir? Comment prévoir l'époque miraculeuse et si rapprochée où le géant devait être foudroyé, où, de son vivant même, les juges infernaux l'appelleraient à leur tribunal, où les puissances européennes, reportées à leur ancienne place, s'y verraient environnées de plus de splendeur qu'elles n'en eurent jamais?

L'auguste Maison de Savoie, protégée par le Ciel depuis plus de 800 ans, devait être, plus particulièrement qu'aucune autre, dans cette nouvelle révolution, longtemps éprouvée par l'infortune, mais n'ayant jamais baissé le front devant ses oppresseurs, elle devait recevoir, au milieu des cris d'allégresse des peuples heureux par son retour, le prix de sa constante bonté et de ses antiques vertus.

NOTES

(1) Le peuple lombard, dit le général Dumouriez, sortant des mains de la Maison d'Autriche, n'était ni éclairé, ni foulé, ni malheureux, ni murmureur (témoins ses premiers soulèvements contre les Français, réprimés par des fusillades, et les proclamations du mois de prairial, an iv). Il n'était nullement préparé à une révolution; mais la licence et la fougue française, surtout les défaites des Autrichiens, ont accéléré sa maturité, et la république cisalpine existe. Déjà elle entretient une armée; déjà elle avoue une dette de 63 millions; déjà elle montre l'inquiétude des peuples libres; déjà elle a besoin de guerre pour subsister; déjà elle a besoin de piller et de s'agrandir.

(*Tableau spéculatif de l'Europe,*
par DUMOURIEZ, 1798.)

(2) Pie VI avait été dépouillé de la Romagne et des légations de Bologne. Ses dernières contributions furent de 35 millions en or, en argent et en diamants, et ces diamants ne furent reçus qu'au prix que le vainqueur trouva bon d'y mettre.

(3) Depuis la paix de 1796, le premier ministre de France à la cour de Turin, fut Jacob, arrivé à Turin le 30 novembre 1796; le second, Miot*; le troisième fut Guingennée; le quatrième et le dernier fut Aimar. Chacun de ces ministres, dans son discours de présentation, parla, avec emphase, de la magnanimité, de la loyauté, de la franchise de ses commettants, du désir qu'ils avaient d'entretenir la bonne harmonie avec le gouvernement sarde, mais nul d'entre eux ne perdit une occasion de nuire au roi et de lui porter, dans l'ombre, des coups dangereux**.

(4) Il suffit, pour se convaincre de la perfidie du gou-

* Arrivé à Turin le 12 juin 1797.

** Ceux qui conserveraient quelque doute à cet égard n'ont qu'à jeter les yeux sur les discours prononcés à Turin, au pied de l'arbre de la liberté, le 11 décembre 1798, jour de l'installation du gouvernement provisoire.

vernement français d'alors envers la cour de Turin, sa malheureuse alliée, d'observer la connivence de ses ambassadeurs et de ses autres agents avec les Jacobins, ennemis déclarés de l'Etat; il a suffi d'entendre les discours prononcés par Aimar et par Grouchy, le 11 décembre 1798, au pied de l'arbre de la liberté, sur la place du Château de Turin, discours consignés en entier sur les gazettes piémontaises.

(5) L'alliance offensive et défensive entre le gouvernement français et la cour de Sardaigne fut ratifiée, le 19 octobre 1797, par le conseil des Cinq-Cents, le 25 du même mois par le conseil des Anciens, et l'acte fut échangé entre M. le comte Balbo et le ministre Tourau, le 23 décembre suivant.

(6) La révolte commença, à Asti, le 22 juillet 1797, excitée par quatre notables du lieu, les deux frères Berati, l'un avocat, l'autre médecin, et les avocats Testa et Anno. Ils s'emparèrent de l'Hôtel-de-Ville, abolirent l'ancienne administration municipale et créèrent, en place, un gouvernement provisoire divisé en trois comités, sous le nom de force armée, de comité du bon ordre et de comité des subsistances. Sous le nom de force armée était rassemblée une multitude féroce et sans frein. Les autres comités ne parlaient que de rétablir l'ancienne république d'Asti. Leurs manifestes portaient, pour suscription: *liberté, égalité ou la mort*. Les moteurs étaient en relation avec ceux de Montcalvo, de Canal, de la Rochetta Tanaro, d'Alexandrie, et de plusieurs lieux considérables avec lesquels ils prétendaient fraterniser. Ce désordre dura trois jours, pendant lesquels les magasins du roi furent pillés et plusieurs personnes mises à contribution.

Enfin l'ancien bon sens et l'ancienne fidélité prévalurent. Les meilleurs bourgeois de la ville, joints à une troupe de paysans de la campagne, conduits par le marquis Frinco de Masseti, désarmèrent les insurgés; les troupes royales arrivèrent pour les soutenir et les instigateurs de l'émeute furent fusillés. Avant de subir sa sentence, l'avocat Joachim Testa fit amende honorable à Dieu et au roi et donna de grandes marques de repentir.

(7) Les avantages offensifs que donnait à la république française l'occupation des Etats de l'Eglise et de la Suisse, dit Mathieu Dumas, durent décider l'empereur d'Autriche à recommencer la guerre, parce que la base

de son existence était ébranlée par ces derniers événements, ses rapports politiques altérés, peut-être ses projets ultérieurs évanouis. Le cœur de l'empire restait ouvert et sans défense; les Etats héréditaires de la Maison d'Autriche perdaient tout l'avantage de leur situation géographique. (Tome I^{er}, livre XVII.)

(8) Les drapeaux des rebelles, soi-disant *patriotes*, étaient fascés de gueules, d'or et d'azur. Sur la première de ces fascés était écrit: *Armée révolutionnaire*; sur la deuxième, *Division du Levant, du Midi, etc.*; sur la troisième, *Vaincre ou mourir*.

La cocarde était également rouge, jaune et bleue.

(9) Le commandant de l'armée des frontières était M. le commandeur Polycarpe Cacheran d'Osasque, inspecteur général de l'infanterie.

Les principaux officiers attachés à son état-major étaient :

Le comte Alciati, adjudant général du département;

Le marquis Coly, colonel de chasseurs;

Le chevalier Avogadro, colonel du régiment de la marine.

Les chefs des trois colonnes mobiles opposées au régiment des patriotes étaient :

Le comte Millesimo, brigadier dans le Novarais;

Le marquis de Ceva, lieutenant-colonel dans le marquisat de Saluces;

Le général Osasque, commandant particulier dans les colonnes d'Alexandrie et d'Acqui.

(10) Le succès de l'affaire de Gravelone fut dû principalement à la brave résolution du chevalier Maistre, major dans le régiment de Savoie, lequel, à la tête d'un renfort de 300 hommes venus d'Arone pendant la nuit, voyant le combat engagé et douteux, n'hésita point à traverser le canal, dans l'eau jusqu'à la poitrine, pour prendre l'ennemi en flanc, et fondre sur lui à la baïonnette.

(11) Le parti jacobin à Gênes montrait seul cette acrimonie contre le roi de Sardaigne; il y était fortement excité par le nommé Sottin, ambassadeur de France auprès de la république ligurienne.

Dès que la paix eut été ordonnée par la France entre Gênes et le roi, Sottin fut rappelé comme n'ayant plus rien à faire dans cette ville, et ses talents devant être

employés ailleurs. Le nommé Belleville le remplaça en qualité de consul général et chargé d'affaires.

On peut juger du ministre de paix Sottin, par l'article suivant extrait d'une gazette génoise :

« Sottin a pris congé le 19, à midi, du directoire ligurien. Les Génois sont dans la désolation de son départ. La perte d'une bataille n'aurait pas répandu autant de tristesse parmi les vrais patriotes. Sottin était l'ami de la liberté. Ils lui ont présenté le 29, au soir, un sabre turc, accompagné d'une lettre où ils épanchent toute leur tendresse pour lui. »

(12) Le directoire exécutif de Milan s'était adressé au général Brune, le 24 prairial, pour demander qu'il fût permis aux cisalpins de poursuivre des prétendus griefs contre la cour de Sardaigne, et de venger, contre elle, l'insulte faite à une puissance amie. Il n'est pas douteux que si la France n'avait mis fin aux hostilités des Génois, les cisalpins ne se fussent, au bout de peu de jours, joints à eux contre le roi.

Les cisalpins ne doutaient pas que la dépouille entière de l'antique Sénat de Venise ne leur fût réservée. L'ambition dévorait déjà cette république au berceau, et, dès les premiers jours de son existence, elle trouvait que le conquérant de l'Italie n'en avait pas fait assez pour elle, en lui donnant toute la Lombardie autrichienne, le Bergamasque, le Cremasque, le Bressau, Mantoue, Peschiera, une des portes du territoire vénitien, le duché de Modène, la principauté de Massa et de Carrara, la Romagne et les légations de Bologne et de Ferrare. Ils convoitaient la Lombardie piémontaise. Aussi, dès que la guerre eut éclaté peu de temps après entre la république ligurienne et le roi de Sardaigne, ils ordonnèrent la formation d'un camp sur les frontières, et nommèrent le général Lahots pour le commander.

(13) Sarraval*, place de troisième ordre, faisant tête

* En 1745, Sarraval soutint sept jours de siège; mais son donjon, enfoncé par l'effet des bombes, hâta sa reddition. Le 27 juin 1798, cette place fut rendue aux Génois après avoir été battue onze jours de suite par six batteries différentes, dont une de mortiers. Il n'y existait aucune brèche, mais les parapets étaient rasés et tous les abris ruinés. Le chevalier Zurletti était gouverneur de ce fort. Le chevalier Power, colonel de Casal, commandait la ville. La garnison du château était de 250 hommes qui restèrent prisonniers de guerre avec l'état-major.

au passage de la Boquette et dont le but est de fermer le débouché de la Scrivia, est bâtie sur un plateau élevé qui domine le bourg du même nom; mais elle n'en est pas moins dominée elle-même par quelques-unes des hauteurs qui l'environnent. Son enceinte principale, de figure triangulaire, n'est flanquée que par des tours. Elle est bordée par un fossé taillé dans le rocher. La partie supérieure est retranchée et forme une seconde enceinte qui garde l'avenue.

(14) La lettre du comte des Geneys, commandant d'Oneille, finissait par le résumé suivant :

« Ainsi la province d'Oneille, menacée d'une invasion
 « générale, s'est, dans l'espace de vingt-quatre heures,
 « accrue elle-même d'une partie du territoire ennemi.
 « Deux cents hommes en ont mis en fuite six mille, car,
 « de l'aveu des Génois, tel était le nombre des assail-
 « lants. Nous avons pris d'assaut 14 redoutes; nous avons
 « enlevé plusieurs batteries; nous nous sommes rendus
 « maîtres de 35 canons ou mortiers, de 6,000 fusils, de 23
 « drapeaux. Presque tous les chefs de bataillons et capi-
 « taines sont au nombre de nos prisonniers. Un succès
 « si glorieux est dû aux talents et à la bravoure des offi-
 « ciers, à la fidélité et au courage des soldats, surtout à
 « l'admirable dévouement des populations. Je ne saurai
 « jamais louer assez l'attachement et le zèle de ces bra-
 « ves habitants.

« La modération des vainqueurs ne devait pas être
 « moindre que leur courage, et en montrant l'indulgence
 « dans les capitulations accordées à Port-Maurice et à
 « Dian, j'ai cru me conformer aux sentiments généreux
 « de Sa Majesté. »

(15) Le complot des Jacobins, pour s'emparer de l'arsenal de Turin, devait être mis en exécution le 24 juin, jour de la fête de saint Jean-Baptiste, pendant que la majeure partie des troupes serait en parade sur la place Saint-Charles. Il ne fut pas difficile de faire manquer le coup, dès que le plan en fut connu.

(16) On ne saurait trop le répéter : le peuple des campagnes et des villes fut, de toutes les classes de citoyens, celle qui, dans ces temps déplorables, montra le plus d'affection pour le roi et le plus d'indignation contre les suppôts du jacobinisme. Ces sentiments se manifestèrent sous les mêmes formes dans les montagnes du val d'Aoste, d'Oneille et de Nice, dans les villes et dans les

territoires d'Alexandrie, de Turin, de Carmagnole et de Montdovi; en s'ameutant, en s'armant tumultueusement, ces populations ne demandaient (chose bien digne de remarque) que le rétablissement de l'ordre ancien et de l'autorité légitime.

(17) Le 16 septembre 1798, plusieurs officiers français, travestis par des croix de Saint-Maurice et des plaques de l'Annonciade, sortaient de la citadelle, en voiture, précédés par des coureurs avec des laquais derrière, en habit noir et l'épée au côté.

Quatorze hussards à cheval suivaient cette mascarade, et, parcouraient les places et les rues les plus fréquentées de Turin et les promenades du Valentin, comme voulant provoquer une rixe. Divers groupes d'officiers et de soldats à pied suivaient pour les soutenir en cas d'attaque. Le peuple, ému, commença à pousser des cris et à s'attrouper. Les hussards, à coups de sabre, cherchèrent à dissiper ces attroupements; les piquets de la garde piémontaise marchèrent pour apaiser le désordre. Les Français se jetèrent à la barrière de la citadelle. Plusieurs coups de fusil furent tirés de part et d'autre. Heureusement, le général Meinard n'était pas loin et calma les siens. Le gouverneur de Turin fit rentrer les troupes piémontaises dans leurs quartiers, et envoya un corps de cavalerie à une maison de campagne, où était l'ambassadeur de France, pour lui servir d'escorte jusqu'à son palais*.

(18) Les insultes, les provocations des troupes françaises, en garnison dans la citadelle de Turin, contre la cour et contre la ville, se renouvelèrent presque tous les jours, pendant qu'un nommé Colin fut gouverneur de la place; ces excès avaient lieu sous les yeux du général en chef Joubert et de l'ambassadeur Aimar, qui ne cherchaient nullement à les réprimer.

(19) Tous les faits consignés dans ce dernier mémoire tendent à prouver que ce ne furent point la faiblesse du roi ni l'incapacité de ses ministres qui causèrent la chute de la monarchie piémontaise; ce fut tout simplement la déloyauté de ses ennemis, surtout sa situation géographique et les changements opérés autour d'elle.

* Une autre rixe, à peu près semblable, eut lieu trois jours après, à la porte Susine, et faillit avoir des suites graves. Il y eut plusieurs coups de fusil de tirés.

Elle devait périr le jour où elle se trouverait enclavée dans les terres d'une autre puissance. Quand ses amis naturels seraient relégués loin d'elle, enfin quand l'ancien droit des nations aurait fait place au droit du plus fort et du plus audacieux.

(20) Après avoir attaqué révolutionnairement tous les peuples civilisés de l'Europe, avec ce cri de ralliement : *guerre aux châteaux, paix aux cabanes*, après avoir répété jusqu'au dégoût qu'ils étaient les ennemis des rois, mais les tendres amis, les libérateurs des peuples, les Français ont dit, ont écrit en 1813, 28 décembre, que la dernière marque de mépris qu'on puisse donner à une nation, c'est de l'attaquer dans la personne de son chef.

(21) *Proclamation du général Joubert, affichée le 16 frimaire, an VII, sur les murs de l'hôtel de France, à Turin.*

Le général en chef sachant que la franchise et l'honneur sont les premières vertus militaires, compte sur le zèle des troupes piémontaises à soutenir l'alliance solennelle du Piémont avec la nation française*, lâchement trahie par les ministres du roi.

Il déclare les troupes piémontaises partie intégrante de l'armée française en Italie. Il les associe aux glorieux travaux des braves soldats qu'il commande et assure le sort des individus qui les composent.

En conséquence, à dater du 16 frimaire (6 novembre), les troupes piémontaises sont mises pour la paye sur le pied français ; tous ceux qui chercheront à mettre le désordre dans ces troupes, à leur faire perdre la confiance du général en chef et à les rendre indignes du traitement honorable qu'il leur fait, seront responsables des mauvais effets qui pourraient résulter et poursuivis dans leurs personnes, dans leurs familles et dans leurs biens.

Signé : JOUBERT.

(22) Cette pièce curieuse est intitulée :

Rapport secret sur l'abdication de Charles-Emmanuel IV, roi de Sardaigne, écrit par le général de division Grouchy, l'un des principaux agents de cette révolution.

Le général en chef Joubert ayant appris, pendant sa

* Manière nouvelle de débaucher les troupes de son allié.

ournée des divisions et des places de la Cisalpine, que les Napolitains avaient attaqué l'armée française à Rome, et sachant que les intentions du roi de Sardaigne devenaient de plus en plus douteuses, sentit la nécessité de prendre des mesures décisives à l'instant, pour empêcher que son armée ne se trouvât, si les Autrichiens rompaient le traité de Campo-Formio, dans la position critique d'être attaquée par eux sur la ligne de l'Adige et de l'Adda, tandis qu'elle serait occupée sur ses derrières par ces mêmes Autrichiens descendant du pays des Grisons et réunis aux Piémontais.

Il se détermina donc à envoyer l'adjudant général Meunier porter au roi une espèce d'*ultimatum* relatif au contingent de 10,000 hommes à fournir aux Français et à la remise de l'arsenal de Turin, résolu, si les réponses étaient évasives, de marcher sur cette ville avec toute son armée, afin de forcer le roi à se prononcer.

La citadelle de Turin était depuis un couple de mois occupée par les troupes françaises ; mais il paraissait convenable de changer quelques-uns des officiers qu'il y avait employés pendant le temps où des relations amicales existaient entre le roi de Sardaigne et la République, au moment où elles devaient se changer en des démonstrations hostiles. Les mêmes hommes ne pouvaient convenir dans des circonstances si différentes.

En conséquence, le général Joubert me donna ordre, le 7 frimaire (28 novembre), de partir à l'instant pour venir prendre le commandement de la citadelle de Turin, qu'il regardait comme devant être bientôt son avant-garde.

Il ne se trompa point, Le roi éluda de fournir à l'instant le contingent et livrer l'arsenal.

Le général en chef se détermina donc à marcher avec diverses colonnes, afin de prendre des mesures propres à prévenir une cour perfide qui jetait enfin le masque.

Je reçus l'injonction de mettre la citadelle de Turin dans l'état de défense la plus respectable. Il était intéressant de le faire ; car une grande sécurité avait régné jusqu'à ce jour. Les espions piémontais circulaient librement dans la citadelle ; les moyens défensifs étaient négligés. J'eus infiniment à travailler pour rétablir l'ordre, de manière à pouvoir répondre de l'état des choses. J'y parvins cependant bientôt, secondé comme je le fus par les officiers du génie Henry et d'artillerie Alix, dont le zèle et le dévouement égalent le civisme.

En m'envoyant ces instructions, le général en chef me prescrivait de ne négliger aucun moyen d'avoir des

intelligences à la cour, chez les ministres, dans la ville, afin d'être parfaitement au courant des projets et des déterminations que prendrait le gouvernement Sarde. Le général en chef ajoutait :

« Ne serait-il pas possible, au premier mouvement de nos troupes, de gagner le confesseur du roi et de l'engager à déterminer son pénitent à abdiquer? Ce seul acte de S. M. opérerait la révolution, et vous sentez combien il est essentiel, dans la position où nous nous trouvons, que l'exécution projetée ne rencontre point d'obstacles et soit promptement terminée.

« Il faudrait que l'acte d'abdication portât ordre aux Piémontais et à l'armée de se tenir tranquilles et d'obéir au gouvernement provisoire. Sans cela, il ne ferait qu'inviter le peuple à la révolte.

« Donnez toute votre attention à ce projet. Conférez-en avec l'ambassadeur et le citoyen X. »

Le premier objet, celui d'obtenir des renseignements exacts, me fut facile à atteindre. En arrivant à Turin, je m'étais tenu caché pendant deux jours et uniquement occupé à sonder l'esprit public, à me ménager des intelligences et à me rapprocher de quelques patriotes d'autant plus disposés à nous seconder, que, persécutés si odieusement et si longtemps, ils brûlaient de servir quiconque leur ferait entrevoir l'heure de la liberté prête à sonner pour tous les Piémontais. Je travaillais, dès lors, et notamment par un individu tenant à la cour même, à me ménager un accès jusqu'auprès du roi. Les premières ouvertures lui furent faites, elles furent absolument infructueuses. Quant au but principal, les résultats se bornèrent à obtenir d'exactes notions sur les moyens défensifs adoptés par le roi, tant dans Turin qu'au dehors ; je rendis encore plus hostile l'attitude prise dans la citadelle, le front qui regardait la ville fut hérissé de bouches à feu, et l'effroi commença à se manifester parmi les habitants. La cour cependant était calme, ne prévoyant pas dans toute son étendue le danger qui la menaçait, elle paraissait résolue à attendre les événements.

Le 13, le général en chef me marqua qu'il allait agir, et que je fisse entrer dans la citadelle l'ambassadeur Aimar et celui de la Cisalpine. Il était aussi d'un grand intérêt d'y introduire une foule d'objets qui manquaient à l'approvisionnement de la place.

Il n'y existait point encore assez de provisions de bouche, ni tous les projectiles nécessaires pour écraser Turin et l'incendier, si l'armée se trouvait contrainte de s'en emparer de vive force.

Avec autant d'adresse que d'esprit, le chef de brigade Alix trompa jusqu'au dernier moment la défiance piémontaise, et de la poudre, des artifices, des boulets furent versés de l'arsenal et introduits dans la citadelle, alors même que la retraite de l'ambassadeur et des Français annonçait formellement que les hostilités allaient commencer.

Dans la nuit du 15, en exécution des ordres du général en chef, qui me furent apportés par l'adjudant Chevalier, qui me seconda depuis dans tout le cours de mes opérations avec autant de zèle que de patriotisme et de dévouement, je donnai celui d'attaquer Chivas, et je fis partir de la citadelle une colonne destinée à emporter cette place. Elle sortit si secrètement, qu'on ignora en ville et dans la citadelle sa direction et sa marche.

Chivas fut enlevé avec habileté. La garnison fut faite prisonnière de guerre, et ses armes données à des conscrits qui, se trouvant là par hasard, contribuèrent à l'opération et débutèrent par un succès.

Nombre de Français et de patriotes piémontais étaient encore dans Turin. Il était instant d'assurer leur liberté et leur existence au moment d'une explosion dont les résultats pouvaient leur être funestes, étant sous la main de ministres vraiment perfides, et qui se montreraient d'autant plus cruels qu'ils étaient plus complètement dupés. L'intérêt dont il pouvait être pour le roi de correspondre avec le général en chef fut le prétexte d'une lettre que j'adressai au gouverneur de Turin.

J'insinuais que les mesures que je prenais étaient toutes de précaution. J'annonçais que si, par suite des circonstances, on attentait à la liberté d'un seul patriote français ou piémontais, j'incendierais à l'instant la ville, et n'y laisserais pas pierre sur pierre.

Cette lettre fut portée par l'adjudant général Clausel et remplit complètement mon objet. Une proclamation du gouvernement Sarde en fut la suite. Elle tranquillisa les habitants et assura le peuple que les Français étaient ses fidèles alliés, et qu'on ne devait rien craindre de leur part. Cette proclamation s'afficha et se répandit au même instant où la cour recevait les nouvelles de la prise de Novarre, de Suse, de Chivas, d'Alexandrie, et du désarmement d'une partie de ses troupes.

Il était impossible de donner subitement à l'esprit du peuple une direction entièrement opposée à celle imprimée en faveur des Français. L'opinion publique, rendue incertaine, commença à pencher de leur côté. Les troupes s'étonnèrent, et les mesures de la cour devin-

rent timides, embarrassées; et, par conséquent, infructueuses.

Le lendemain, le gouvernement fit publier une autre proclamation en sens contraire. Elle fut signée par le ministre Priouca. C'est celle dont j'exigeais que le désaveu fut joint à l'abdication.

Le 16, le roi écrivit au général en chef une lettre dilatoire; elle me fut apportée par un aide de camp du roi, afin que je la fisse passer, ainsi que j'avais proposé de le faire, dans ma lettre au gouverneur écrite le matin. Cette lettre me fut remise ouverte. Je la lus sur l'invitation qui m'en fut faite, et je saisis cette occasion pour assurer au roi qu'il était absolument inutile à recourir à des voies temporatives; que je ne demandais pas mieux que de faire passer sa lettre, mais que je devais connaître le danger auquel le roi s'exposait; qu'il était trop tard pour des demi-mesures, et qu'il n'y avait pas un moment à perdre pour qu'il adoptât un grand parti propre à garantir sa personne et sa famille. Ceci fut rapporté au roi, et la lettre envoyée au général en chef.

Le moment était venu de faire jouer tous les ressorts secrets que j'avais préparés. Je les mis en mouvement, et bientôt un envoyé du roi m'arriva. C'était l'avocat Y., homme à gagner, et il le fut. D'autres personnes l'étaient également, mais la grande difficulté était que les propositions émanassent du roi, qu'il fit ce qu'on voulait, et que sa volonté seule le lui fit faire, sans que rien d'écrit vînt de moi, afin que, dans tous les cas, je pus être désavoué.

Cette conduite était d'autant plus nécessaire, que la guerre n'était point déclarée au roi de Sardaigne, qu'on ignorait le parti que serait forcé de prendre le Directoire et le Corps législatif, et qu'il fallait agir de telle manière, que l'acte du roi, paraissant volontaire, ne pût amener l'Europe entière contre la République française et faire rompre le congrès de Rastadt. Je me bornai donc à redoubler l'effroi de l'envoyé, et je le fis sortir de la citadelle. Une demi-heure après, on me le dépêcha de nouveau et je le renvoyai encore, à raison de la demande qu'il me fit de mettre par écrit les conditions que j'exigeais; toutefois, j'insinuai ce qu'elles pouvaient être; mais je défendis au député de revenir; ajoutant que c'était au roi à se tirer comme il pourrait de la position où il s'était mis; que la République ne lui demandait rien, que son intérêt seul devait l'éclairer; que, quant à moi, je serais certainement blâmé des délais que je prenais sur moi.

Cependant, mes autres agents cachés agissaient de tous côtés, diverses lettres avaient été remises ; les membres de la famille royale et d'autres personnes puissantes avaient parlé. L'envoyé me revint, porteur, cette fois, d'ouvertures par écrit, je les rejetai bien loin ; elles ne remplissaient pas entièrement mes vues, Puis j'annonçai l'arrivée des colonnes dont je n'avais cependant aucune nouvelle.

Je donnai connaissance de la proclamation du général en chef du 15, en déclarant que le moment de la vengeance était venu, qu'il n'était aucune ressource pour le roi, que tous les moyens d'évasion lui étaient interdits ; que Turin était cerné de toutes parts ; qu'enfin, il était à peu près impossible que j'entendisse rien maintenant. Un quart d'heure après, l'envoyé reparut. Le conseil du roi et toute sa famille étaient en permanence depuis le matin, les individus puissants qui me servaient l'avaient emporté. Les propositions qu'on m'envoya touchaient au but. On demandait seulement un officier pour traiter. Je chargeai mon adjudant général Clausel de terminer cette importante négociation. Je lui donnai ordre d'exiger avant tout et comme préalable, que toutes les troupes qui avaient été introduites dans la ville depuis un mois en sortissent à l'instant, et que la garnison fût réduite au minimum de ce qu'elle est dans le temps de paix la plus profonde. En présence de Clausel, le roi signa l'ordre et le fit porter aux différents corps. 8 bataillons, dont plusieurs venaient d'arriver à marches forcées, sortirent sur-le-champ de la ville, et retournèrent au point d'où ils avaient été tirés pour venir défendre Turin.

Après neuf heures de continuelles allées et venues du palais à la citadelle, et de la citadelle au palais, après de vifs débats, Clausel amena enfin le roi à signer tous les articles que je voulais. Ils furent consentis par le duc d'Aoste, connu par sa haine pour nous, et capable de se mettre à la tête d'un parti.

Le ministre Priouca, que je demandais comme otage et comme un garant authentique du désaveu du roi pour la proclamation qu'il avait faite en son nom, me fut envoyé à la citadelle.

Je dépêchai alors Clausel vers le général en chef pour lui porter l'acte d'abdication. Il le rencontra à trois milles de Verceil. Les colonnes françaises étaient à plus de douze lieues de Turin, quand le roi se détermina à abdiquer. Cet acte que j'avais dicté fut à l'instant agréé par le général en chef. Il surpassait ses espérances. De

suite, il se rendit à la citadelle où il arriva à une heure du matin. Il signa le traité que le général Clausel rapporta au château pour l'échanger, et aussi pour régler ce qui était relatif au départ du roi, décidé pour neuf heures du soir.

Pendant que cela se passait et que Turin flottait dans l'incertitude, je sortis de la citadelle à la tête d'une colonne de grenadiers et de chasseurs à cheval, à l'effet de m'emparer de l'arsenal. J'ordonnai aux troupes piémontaises, comme j'aurais ordonné à des soldats français, d'en évacuer à l'instant tous les postes et de rentrer dans leurs quartiers. J'avais fait traduire en Italien et imprimer à Turin même, par les soins hardis du capitaine de génie Henry, l'ordre du 16, qui déclarait les troupes piémontaises partie intégrante de l'armée républicaine. Cet ordre avait été distribué abondamment. Les troupes étaient ébranlées; mon assurance les détermina. Elles rentrèrent dans leurs quartiers où je les consignai. Je m'emparai ainsi de l'arsenal que je mis en état de défense.

Peu de moments après, j'occupai de la même manière la Porte Susine, dont je pris possession avec une autre colonne. De là, presque seul, accompagné du capitaine Henry et de quelques chasseurs à cheval, je me rendis, en traversant toute la ville et suivi d'une foule immense, à la Porte de Pô, confiée aux volontaires de Turin, espèce de garde nationale monarchique. J'annonçai, au nom du général en chef, aux braves volontaires que je leur confiais cette garde, qu'ils seraient aussi chargés de maintenir la tranquillité dans l'intérieur; que je comptais sur leur loyauté et leur attachement aux Français qui n'étaient pas faits pour être leurs ennemis.

Cette marque de confiance produisit le plus heureux effet; elle circula de bouche en bouche, gagna les volontaires, et ce fut aux cris de vivent les Français! vive la liberté! que je retournai à la citadelle rendre compte au général de l'état des choses.

Cependant le peuple commençait à se livrer ouvertement à la joie. Les espérances de paix et d'union succédaient aux plus vives alarmes. Les patriotes exprimaient avec autant d'enthousiasme que d'énergie leurs élans vers la liberté, comprimés si longtemps. Ils achevèrent de se développer lors de la proclamation que le roi fit publier et afficher dans la soirée.

De toutes parts alors, le peuple se répandit dans les rues, et manifesta la plus vive satisfaction. Les cocar-

des nationales furent arborées, et les arbres de liberté s'élevèrent; ces mouvements populaires furent aussi pacifiques qu'animés. Aucun désordre n'eut lieu, et un si complet changement s'opéra sans en apporter aucun dans les relations commerciales, dans les transactions ordinaires de la société, et sans qu'une seule goutte de sang eût été versée.

Cependant, il importait que les troupes piémontaises fussent affermies dans les heureuses dispositions préparées par l'ordre imprimé du général en chef. Diverses mesures furent prises à cet effet : la plus décisive fut celle de faire ordonner par le roi lui-même aux divers corps qui étaient à Turin, de prendre la cocarde et de prêter serment à la République. Je le déterminai avant son départ, à envoyer vers eux, à cet effet, les officiers de la couronne qui l'entouraient.

Ils s'acquittèrent loyalement de cette mission. Dès le lendemain du départ du roi, tous les corps qui étaient à Turin, même ceux de sa maison, m'apportèrent leur serment de fidélité à la République et prirent la cocarde nationale,

D'après l'ordre du général en chef, je fis rassembler les volontaires de Turin le 21, et je leur ordonnai de prendre le nom de garde nationale.

Je fis, en outre, recevoir un nouveau chef. L'allégresse des volontaires fut unanime et me rappela les premiers beaux jours de notre révolution.

Le 22, le gouvernement provisoire fut installé, et cette cérémonie se passa de la manière la plus satisfaisante pour les amis de la liberté. Aujourd'hui, j'expédie dans les provinces des proclamations relatives au serment de l'armée piémontaise, à l'établissement du gouvernement provisoire, enfin, à l'acte d'abdication du roi.

Des gardes du corps ont ambitionné d'être porteurs de cette dépêche, et l'esprit militaire piémontais est tellement francisé, que j'ai dû regarder comme également sûr et politique de les charger de cette mission, pour laquelle ils m'ont voté des remerciements.

Turin, 22 frimaire, an VII de la République française.

Signé : GROUCHY, général de division.

(23) *Protestation du roi à son arrivée en Sardaigne le 3 mai 1799.*

En suite des événements qui nous ont forcé à quitter nos États de terre ferme et à abandonner momentanément l'exercice de notre autorité au gouvernement provisoire qui serait établi à Turin, par le général en

chef de l'armée française, notre propre honneur, l'intérêt de notre famille et de nos successeurs, nos rapports avec les puissances amies, toutes sortes de motifs, enfin, de justice et de convenances nous obligent de protester hautement comme nous protestons en face de l'Europe entière.

Sur ces mêmes événements, et contre toute innovation quelconque que pourrait faire le gouvernement provisoire établi à Turin, contraire à la convention passée entre nous et le général en chef français, le 9 décembre 1798, nous déclarons, parole de roi, n'avoir jamais manqué à la moindre partie des traités de paix et autres conventions faites depuis avec la République française, et nous protestons que non seulement nous les avons scrupuleusement observés, mais que, par nos protestations amicales, par nos actes de condescendance et par de grands sacrifices d'argent, nous avons été de beaucoup au-delà de nos engagements. Nos soins pour faire respecter tout individu français dans nos Etats, ont été manifestes et continuels, et non seulement nous avons réprimé et puni ceux qui auraient pu insulter ces corps de troupes françaises dans nos Etats, mais encore nous nous sommes efforcé de prévenir tout ressentiment de la part de ceux qui, offensés par la licence militaire, auraient pu se laisser emporter au-delà d'une juste et nécessaire défense.

Nous démentons, sur notre parole de roi, tout écrit qui pourrait avoir été publié, tendant à faire croire quelque secrète intelligence entre nous et les puissances ennemies de la France, et toute opération, toute intrigue quelconque contraire à la foi des traités.

Nous dédaignons de réfuter les rapports faits au gouvernement français, et les faits avancés dans les manifestes de ses généraux et agents en Italie, et nous nous en rapportons bien volontiers, à cet égard, aux rapports impartiaux des ministres des différents gouvernements qui résidaient alors auprès de nous, à Turin.

Par tout ce qui vient d'être exposé, chacun doit comprendre que notre adhésion à tout ce qu'ont exigé les généraux français, armés en Italie d'une force prépondérante, n'a dû être que provisoire et seulement dans la vue d'épargner à nos sujets de Piémont les malheurs dont une juste résistance n'aurait pu les préserver, vu que nous nous trouvions désarmé et surpris par une attaque impossible à prévoir de la part d'une puissance non seulement amie, mais alliée, et qu'à sa réquisition, toutes nos forces venaient d'être réduites sur le pied de paix.

D'après toutes ces considérations, nous nous étions dès lors fermement proposé de protester, dès le moment où nous pourrions le faire en liberté, contre les injustes procédés des généraux et agents de la République française envers nous, et cela pour l'acquit de notre propre honneur, et par les égards que nous devons aux autres puissances de l'Europe, et nous étions déterminé à réclamer contre les motifs spécifiés dans les manifestes de ces agents français, bien persuadé d'obtenir la satisfaction qui nous est due et de nous voir un jour rétabli dans le domaine de nos aïeux.

(24) Le gouvernement provisoire ordonna, le 15 décembre 1798, un plan nouveau de législation, tendant à l'abolition des lois qui heurtent le plus directement les principes de l'égalité, de la liberté et de la vertu.

Il commanda également à son comité d'instruction de former un plan d'éducation publique.

(25) Le général Joubert partit de Turin, le 18 décembre 1798, pour se rendre à Reggio, où l'armée française commençait à se réunir, Le général Grouchy, commandant de la citadelle et principal auteur de la révolution, resta chargé de perfectionner son ouvrage. Il avait des instructions pour organiser le Piémont à la française, pour y changer l'esprit public, surveiller les mécontents, mais surveiller aussi les Jacobins et tenir le gouvernement provisoire dans l'absolue dépendance de ses volontés. Joubert ayant quitté le commandement de l'armée d'Italie peu de temps après, et repartant de Turin le 20 mars 1799, écrivit à Grouchy la lettre suivante, où l'on voit la manière dont ces deux hommes envisageaient la conquête du Piémont, relativement surtout aux avantages qu'en devait retirer l'armée française en Italie :

« Je suis très sensible, dit-il, mon cher général, aux
« sentiments d'amitié annoncés dans votre lettre. Je
« pars de Turin dans une heure, et il est inutile que
« j'aïlle vous importuner davantage.

« Dans ma retraite, j'aurai les yeux fixés avec inté-
« rêt sur les opérations de mes anciens camarades, et
« je penserai quelquefois avec plaisir que j'aurais pu
« y concourir sans les obstacles invincibles qu'y a mis
« le mauvais état de ma santé.

« Vous êtes chargé d'un commandement très difficile,
« et je vois avec plaisir que vous en avez saisi le véri-
« table esprit. Enchaîner les passions d'un parti nom-

« breux et opprimé, disposé à outrepasser les justes
 « limites de la liberté ; désabuser les campagnes fana-
 « tisées et royalistes, et les mettre en harmonie avec les
 « villes ; surveiller attentivement et comprimer les in-
 « trigues des personnes qu'une éducation plus soignée,
 « de quelque parti qu'elles soient, rend capables de con-
 « centrer leur haine contre nous, pour la faire éclater
 « avec plus de sûreté ; ôter, enfin, à ceux qui gouvernent
 « la dangereuse idée d'une entière indépendance qui
 « ruinerait leur pays, et ne pas les priver cependant de
 « cette énergie nécessaire qui doit les conduire un jour
 « au gouvernement constitué ; voilà ce que vous avez
 « heureusement commencé et qu'il faut que vous mènerez
 « à une heureuse fin.

« Au surplus, c'est du Piémont que notre armée
 « d'Italie doit tirer sa force : c'est du complètement de
 « ses bataillons de garnison, de l'activité de ses em-
 « ployés à l'habillement, de la surveillance à l'accélé-
 « ration des travaux de l'arsenal et de la prompte expé-
 « dition des convois qui en sortent, de la diligence à
 « mettre en défense les places fortes et de les pourvoir
 « de tout ce qui est nécessaire, des bonnes directions
 « enfin données aux conscrits et du bon emploi de tout
 « ce que ce pays renferme de précieux pour l'usage de
 « l'armée, que dépendent nos succès.

« Je ne saurais trop vous recommander tous ces dé-
 « tails militaires : Je vous le répète, la force de notre
 « armée git là tout entière. Il sera glorieux pour vous,
 « après lui avoir rendu de si grands services, d'aller en
 « recueillir les fruits en prenant part personnellement
 « aux succès de l'armée active. Je prévois un avenir
 « heureux où l'armée d'Italie sauvera encore une fois
 « la République, et dans quel lieu que me fixe le sort,
 « il me sera agréable d'entendre répéter les nouveaux
 « prodiges qui s'exécuteront et les noms de ceux qui en
 « seront les agents. Salut et fraternité.

« Signé : JOUBERT. »

Cet homme fécond en artifices ne prévoyait point, comme il le dit dans cette lettre, de nouveaux triomphes pour l'armée d'Italie, et la preuve en est que, dans ce moment même, il en abandonnait le commandement. L'état de sa santé ne le forçait point non plus à se retirer, puisque, peu de mois après, il vint reprendre ce même commandement auquel on ajouta quelques prééminences dont il était jaloux.

Tout simplement, Joubert prévoyait de la part des Autrichiens et des Russes prêts à fondre sur l'Italie en

forces supérieures aux siennes, plus d'obstacles à vaincre qu'il n'en avait trouvés à surprendre et à désarmer en Piémont un allié sans défense.

(26) On tient de la bouche du ministre de Russie à la cour de Turin, que l'impératrice de Russie et la reine de Sardaigne s'écrivaient tous les mois des lettres auxquelles lui, ministre, était chargé de donner cours.

(27) Par le traité d'alliance conclu entre la cour d'Angleterre et celle de Naples : signé Gallo et Hamilton, en 1798, ces deux puissances se garantissaient mutuellement leurs Etats. L'Angleterre promet d'entretenir dans la Méditerranée une force navale capable d'y faire la loi. Naples y joindra 8 vaisseaux de guerre ou frégates, ouvrira tous ses ports à l'Angleterre et les fermera à la France, fournira à la flotte anglaise les matelots dont elle pourrait avoir besoin.

(28) Dans le précis des événements militaires, par Mathieu Dumas, les troupes russes, envoyées en Lombardie et en Suisse, n'avaient jamais été plus de 70,000 hommes, mais il ne parle pas du corps envoyé contre la Hollande.

(29) Malet du Pan porte la totalité des forces françaises, au commencement de la campagne de 1799, à 353,077 hommes ; mais il y comprend l'armée d'Égypte et les troupes dispersées à Malte, en Corse et dans l'île de Corfou. — *Mercure-Brit*, n° xx^e.

(30) Au moment où le général Scherer prit le commandement en chef de l'armée française en Italie par la retraite de Joubert, il en envoya l'état numérique ci-après au Directoire de Paris :

18 demi-brigades d'infanterie ayant sous les armes.....	37.948 hommes.
12 régiments à cheval.....	6.662 »
10 compagnies d'artillerie à pied..	930 »
11 compagnies d'artillerie à che- val	336 »
2 compagnies d'ouvriers	200 »
5 compagnies de sapeurs.....	1.000 »
1 compagnie de mineurs.....	100 »
	<hr/>
	47.176 hommes.

Armée de Naples sous Macdonald.

11 demi-brigades d'infanterie.....	20.325 hommes.	
5 régiments à cheval.....	2.420	»
Artillerie à pied et à cheval et pontonniers.....	2.844	»
Il restait en Piémont.....	12.336	»

Les troupes polonaises, cisalpines, romaines, liguriennes comprenaient en outre 56,000 hommes environ, à la disposition de Scherer et de Macdonald.

(31) L'armée d'Italie était encombrée d'un si grand nombre de femmes, que le premier ordre de Scherer fut pour les renvoyer en France. Quelques femmes d'officiers généraux obtinrent, non sans peine, de demeurer à Turin ou à Milan.

(32) Le général Dessolles gravissant le Wormsen-Joch, qui est la plus haute montagne des Alpes Juliennes, et franchissant des glaciers qui séparent les sources de l'Adda et de l'Adige, parvint à retourner la position retranchée du général Laudon à Ghereutz, fit prisonnière une partie des troupes qui s'y trouvaient, et força le reste à se replier sur le corps de Bellegarde qui marchait pour le soutenir. Les Français, dans cette rencontre, se rendirent maîtres de la tête des deux principales vallées du Tyrol ; mais ils furent, bien peu de temps après, forcés de les abandonner, battus et poursuivis par le comte de Bellegarde.

(33) La bataille de Stockach eut lieu le 25 mars 1799. L'archiduc Charles chargea pied à terre à la tête des grenadiers. Les princes Anhof et de Fustembourg y furent tués en combattant vaillamment. 10,000 hommes de part et d'autres restèrent sur le champ de bataille.

(34) Après la destitution de Championnet, trois généraux de ses amis, Duhesme, Dufreine et Bonami, quittèrent l'armée de leur propre mouvement et par esprit de parti.

(35) A la bataille de Cassano, Moreau faillit à être enlevé par des Cosaques qui venaient de passer l'Adda à la nage. Apercevant de loin sur la droite un gros de cavalerie en ligne avec ses troupes, et dans un lieu où il n'en avait point placé, il s'avavançait au galop, suivi de sa troupe dorée pour les reconnaître, lorsque les Cosa-

ques, poussant de grands cris et mettant la lance en arrêt, fondirent sur lui avec une telle rapidité, que, malgré l'avance qu'il avait sur eux, il eut quelque peine à leur échapper; ceux de sa troupe qui n'avaient pas des chevaux très vites furent pris ou tués.

(36) Il obtint que ses officiers prisonniers se retireraient en France sur leur parole, et que ses soldats seraient les premiers échangés.

(37) Moreau avait été particulièrement maltraité dans les deux batailles de Vérone, où il avait le principal commandement après Scherer; mais comme il était aimé des troupes, on ne lui chercha point de torts. On ne lui en fit pas même un de sa défaite sur l'Adda, ni des deux divisions Serrurier et Grenier abandonnées par lui, et dont la dernière seule put échapper.

(38) Le 20 septembre 1799, le ministre impérial comte Cocastelli fit confisquer dans le Milanais tous les biens de treize des plus ardents révolutionnaires de ce pays, savoir: le duc Serbellony, le marquis Visconti, les comtes Melzi et Porro, les avocats Sommariva, Sprenzi, Pioltino et Pelagratto et le prêtre Salunda.

(39) Le maréchal Swarow ayant fait attaquer le camp de Bassignano par un corps de 10,000 hommes, le général Victor repoussa ce corps et le poursuivit au-delà de la Bormida. Mais il s'aperçut seulement alors qu'on l'avait attiré dans un piège. Il trouva près de la Spinetta le gros de l'armée en bataille, qui l'accueillit par un feu général et par de nombreuses batteries. Il fut si maltraité, qu'il ne rentra point au camp et se jeta dans les montagnes d'Acqui; Moreau lui-même, trop affaibli, abandonna la position de Bassignano, gagna l'Astessanne et de là le haut Tanaro, ravageant et brûlant tout sur son passage, ce qui permit aux armées impériales de passer la Bormida et de marcher sur Turin.

(40) Le maréchal Swarow avait porté, dès le 4, son quartier général à Pavie et avait détaché sur sa droite une forte avant-garde sous les ordres du général Wuckassowich, lequel avait occupé Novare, Oleggio, Verceil, Ivrée, Crescentino, Chivasso et Trino, abandonné par les Français. Le général Hohenzolern s'était emparé de Plaisance, de Voghère et de Bobbio, sur la route de Gênes, et revint à Milan, afin de presser la reddition de

cette ville. Le siège de Pizzighettone par le général Kaim, commencé en même temps, fut terminé cinq jours après. Le général Chateler prit Tortone. Le général Karaczai s'empara de Sarraval, de Gavi, de Casal, de Valence.

(41) C'était le général Wuckassovich qui occupa la hauteur des Capucins et qui investit la ville de Turin dans la nuit du 26 au 27 mai. Ce fut la division du général Kaim qui occupa la ville, et celle du prince Bagration qui investit la citadelle.

(42) La tranchée fut ouverte, le 14 juin, devant la citadelle de Turin, et les principales attaques dirigées sur le front de la porte de secours. Le 18, les batteries furent établies et commencèrent à tirer. La nuit suivante, le feu prit aux quartiers, aux magasins. Le 19, toutes les batteries des assiégants furent renforcées, et firent un feu si violent, que le commandant français demanda à parlementer ; mais on ne put s'accorder sur les conditions.

Il en fut de même le lendemain, et le feu des assiégeants devint tellement violent, que tous les édifices de la place furent embrasés et bientôt réduits en cendres ; beaucoup de pièces d'artillerie démontées ou égeulées pour la plupart, des artilleurs tués. La place était muette et les postes presque entièrement dégarnis.

Fiorella capitula le 21, la garnison sortit le 22, elle était de 2,200 hommes effectifs. Les Austro-Russes trouvèrent dans la forteresse 500 pièces de canon, 40,000 fusils, 20,000 quintaux de poudre, et des approvisionnements immenses en tous genres. Le maréchal, en abandonnant le siège n'y avait laissé que 9,000 hommes.

(43) Le général Kaim faisait fabriquer dans la cour de l'Académie, les échelles, les casques pour les enfants perdus, et tous les apprêts d'une escalade, le tout avec assez peu de mystère, pour qu'il fut aisé de juger qu'il voulait effrayer son ennemi et non le surprendre.

Les patriotes qui, du haut de leurs toits, avertissaient la citadelle de tout ce qui se passait dans la ville, y répandirent l'effroi en annonçant ces préparatifs.

(44) Le maréchal Swarow, marchant à la rencontre de l'armée de Naples, pour l'empêcher de se joindre à celle de Moreau, laissa le soin de réduire la citadelle de Turin au général Kaim.

En partant de Turin, il lui écrivit le billet suivant :

« Mon général, je vais battre Macdonald à Plaisance, « pressez la reddition de votre citadelle, afin que je n'aie « pas à chanter mon *Te Deum* avant le vôtre. »

(45) Pendant que Macdonald marchait vers la Trébie, fier de quelques avantages remportés contre le général autrichien Hohenzolern, Moreau, qui s'avavançait par les montagnes à sa rencontre à la tête de 1,800 hommes, descendit à Gênes et se renforça de toutes les troupes qui se trouvaient dans cette ville sous le commandement du général Pérignon, et de tous les Jacobins qui voulurent se joindre à lui comme volontaires. Le but de ces deux généraux n'était rien moins que de faire lever le siège de Mantoue et d'obliger le général Kaim à repasser l'Adige. (MATHIEU DUMAS.)

Le général Mathieu Dumas dit qu'une des singularités de la campagne de 1799, est d'avoir prouvé bien mieux que toutes celles qui l'avaient précédée, l'importance du pays de Gênes considéré militairement. Il l'envisage comme un vaste camp retranché, hérissé de postes de chicane et non moins avantageux pour la défensive que pour l'offensive, ayant des revers sur tout le midi du Piémont et des débouchés sur le Milanais et sur la Toscane.

Le maréchal de Maillebois ne l'avait regardé que comme un couloir servant à éviter toutes les forteresses des Alpes; nos généraux modernes y découvrent une infinité d'autres propriétés.

(46) Le prince de Lichtenstein, qui commandait la cavalerie impériale dans la journée du 19, eut 4 chevaux tués sous lui. Les Français abandonnèrent 3,000 blessés dans la ville en l'évacuant, dont 4 généraux.

(47) Lors de l'attaque de Moreau à la Spinetta pour faire lever le blocus d'Alexandrie, un conseil de guerre fut tenu par les généraux autrichiens. Tous furent d'avis d'éviter un engagement trop inégal et de se retirer sous Valence. M. le comte Henri de Bellegarde, qui commandait en chef, combattit seul cet avis, prit sur lui l'événement et marcha à l'ennemi.

(48) Lorsque la citadelle d'Alexandrie capitula le 22 juillet 1799, tous les logements en étaient incendiés depuis le 15, où le feu avait commencé contre cette place; elle avait essuyé 5,900 bombes ou boulets.

(49) On resta persuadé qu'à l'affaire de Novi, Joubert, jugeant la bataille perdue, chercha la mort en se précipitant presque seul au milieu d'une ligne d'infanterie autrichienne.

(50) Après la bataille de Novi, Mélas écrivait à Turin au commissaire impérial Cocastelli : « La victoire nous coûte bien cher, mais les suites doivent être brillantes et nous pouvons espérer de voir l'Italie bientôt libre et délivrée des Français »

(51) Il arriva avec la reine et M^{me} Félicité le 22 septembre 1799.

(52) C'était ainsi que le roi, dans ses lettres, qualifiait le conseil de régence.

(53) S. E. M. le comte Thaon de Saint-André, lieutenant général pour le roi en Piémont, et chevalier de l'Annonciade, présidait le conseil de régence ou conseil suprême. Les membres de ce conseil étaient :

Le commandeur Louis d'Osasque, le marquis Costa, quartier-maître général de l'armée, le comte de Revel, général major, colonel du régiment de Nice, le comte de Saint-Damian, le baron de Valèse.

Les premier et deuxième syndics de la ville de Turin, le comte Patery, premier président du Sénat, le marquis de Laval, premier président de la Chambre des comptes.

Le comte Cerruti de Castiglion-Faletto, régent du bureau des affaires internes.

On appelait au besoin :

Le comte Bréa, général des finances, l'avocat Fabar, procureur général, le chevalier Mussa, régent du bureau de la guerre.

Le comte MoroZZo, régent de la chancellerie.

(54) Paul surtout annonça le projet de rétablir l'ancien ordre, sans aucune vue intéressée pour lui-même.

(55) Le maréchal Swarow avait renvoyé généreusement au général Mélas toute la gloire de la victoire de Novi.

(56) L'armée Austro-Russe en Suisse, et après le départ de l'archiduc Charles pour la Souabe, n'était plus composée que de 21,000 Autrichiens commandés par le géné-

ral Hots, et 36,000 russes sous le général Korsakow. Cette force entière de 57,000 hommes attendait le corps russe de Swarow venant d'Italie.

Une instruction écrite en Italie et envoyée en Suisse par le général Swarow aux feld-maréchaux Linken, Hots et Korsakow, porte un assez grand jour sur les actions du maréchal à l'époque du 5 septembre 1799. Elle est conçue en ces termes :

« Les troupes impériales de Russie, qui, jusqu'à présent, étaient à l'armée d'Italie, partiront le 8 septembre du Piémont, pour se rendre en Suisse, et je compte arriver avec elles le 17 à Airola, au pied du St-Gothard. De ce côté j'attaquerai le 19.

« Les troupes du colonel royal impérial de Stranch, celles du prince Victor de Rohan et du feld-maréchal lieutenant comte de Haddich doivent coopérer à l'attaque de ce côté; et il n'est pas moins nécessaire que les armées des deux cours impériales, réunies en Suisse, fassent avec fermeté et constance une attaque générale, simultanée et combinée sur tous les points de l'ennemi, mais surtout à leur aile gauche. M. le feld-maréchal lieutenant baron de Linken qui commande à cette aile gauche, emploiera tous ses moyens pour faciliter ce passage au corps russe venant de l'Italie par le St-Gothard, et pour lui ouvrir la vallée de la Run.

« La jonction dont il s'agit, s'opérant par un mouvement ferme et rapide, empêchera l'ennemi de s'acharner sur le corps russe venant d'Italie et de le détruire en détail.

« Je dois présumer que les troupes russes, sous les ordres du maréchal lieutenant Korsakow, sont postées entre Zurich et la Aar, sur la droite de la Limat*.

« Je suppose les troupes royales impériales sous les ordres du baron Hots entre le lac de Zurich et celui de Wallerstadt dans le Rheinthal jusqu'à Dissentes.

« Je compte avant tout sur leur jonction et j'attends d'en être informé par les chefs. Alors, les troupes russes d'Italie ne pouvant plus être arrêtées, pénétreront sur les deux rives du lac de Lucerne, celles de MM. de Linken et de Hots entre les deux lacs de Zurich et de Zug, et enfin la totalité des troupes du général Korsakow près la rive droite de la basse Run et de l'Aar; ces dispositions peuvent seulement promettre un résultat décisif pour les opérations ultérieures.

* Canal joignant la queue du lac de Zurich avec la rivière de la Aar.

« Comme je me hâterai de vous faire connaître de Belenzona l'arrivée de la colonne de troupes russes d'Italie, c'est aussi à Belenzona au plus tard que vous me ferez connaître la force et la jonction de l'armée Austro-Russe en Suisse, et celle de l'ennemi, afin que je puisse en préparer l'attaque et en déterminer plus positivement le jour et l'heure.

« P.-S. -- Je vous recommande de tenir les forces réunies autant que possible, et, à chaque section, de reconnaître soigneusement la force et la position des corps ennemis qu'elles ont en tête, détails dont je dois être informé par courriers. Je souhaite que toutes les troupes réunies s'exercent tous les jours libres jusqu'à celui de l'attaque générale à exécuter sur trois colonnes, des répétitions d'exercices à la baïonnette; c'est à cette manière d'attaquer que nous avons dû exclusivement ici nos succès multipliés et peu sanglants.

« M. le général lieutenant Korsakow pourra répartir, pour diriger cet exercice, des officiers russes qui le connaissent parmi les Autrichiens qui sont en Suisse. Il y est autorisé par les ordres ci-joints.

« Signé: SWAROW. »

Les suites de la bataille de Zurich firent de la Suisse une mer de feu, comme on le disait alors. Les ravages et les dévastations qui s'ensuivirent pendant plusieurs jours, ont dépeuplé les petits cantons qui, peut-être, ne s'en remettront jamais. Ceux de ces habitants, qui ne périrent pas par le fer ou par le feu, s'enfuirent de leur terre natale. Des milliers d'enfants égarés, de troupes abandonnés dans ces âpres solitudes furent transportés ailleurs. La culture et presque tous les ouvrages des hommes y disparurent. Ces horribles dévastations, qui formèrent un désert de ces régions élevées, empêchèrent vraisemblablement Masséna de s'y frayer alors un chemin pour se précipiter en Italie, et pour prendre à dos l'armée de Mélas,

(57) Dès les derniers jours d'août avaient eu lieu d'assez grands mouvements dans le Bas-Rhin. Le général français Müller, qui commandait sur la gauche du Rhin en l'absence de Moreau, ne négligea rien pour persuader à son adversaire qu'il était prêt à faire le siège de Philisbourg. En effet, il en forma l'investissement dans la nuit du 2 au 3 septembre, et y lança quelques bombes dans celle du 6 au 7.

Les levées en masses faites dans la Franconie et dans l'Electorat de Mayence auraient amplement suffi pour

arrêter cette irruption ; mais l'archiduc crut qu'il devait accourir à la défense d'un des boulevards de l'Empire, et, quelque nécessaire que fût sa présence en Suisse, il partit le 4 septembre pour se rendre à marches forcées dans le lieu où son ennemi avait le plus d'intérêt à l'attirer. Dès que le général Müller sut son approche, le siège de Philisbourg fut levé, et les Français, dont le but était rempli, renvoyèrent leur artillerie au-delà du Rhin, et se contentèrent de former un camp retranché en avant de Manheim. Cette étonnante manœuvre de l'archiduc, la défaite de Hots et Korsakow, les mauvais succès de Swarow, et Krai, rappelé d'Italie au secours de l'armée d'Allemagne, changèrent l'aspect général des choses, et préparèrent les étranges événements de la campagne de 1800.

Swarow, après ses désastres en Suisse, réunit à son corps venu d'Italie, les débris de celui de Korsakow, et les porta, pour se refaire, sur la rive droite du lac de Constance ; il ne trouva, dit-on, que 36,000 hommes. Il attendit dans ce lieu ses divisions d'artillerie venant par le Tyrol. Il envoya sur ses derrières sa cavalerie harassée des fatigues qu'elle avait essuyées dans les âpres défilés d'Uri. Enfin, il partit les derniers jours d'octobre avec l'armée de Condé qui s'était jointe à lui pour mettre ses troupes en quartier d'hiver entre Ausbourg et Meiningen.

(58) Suivant quelques relations, Swarow n'amena sur les bords du lac de Constance que 13,000 combattants de tout le corps d'armée qui s'était engagé avec lui dans le mont St-Gothard, ses Cosaques y perdirent plus d'un tiers de leurs chevaux. Le maréchal de Swarow, après avoir franchi le St-Gothard et forcé le Pont-du-Diable poussa jusqu'à Mutten, surpris de ne pas trouver le général Linken qui devait venir à sa rencontre. Il apprit dans ce lieu la défaite de Hots et la prise de Zurich. Il espéra pouvoir secourir encore Linken et tournant promptement à droite du côté de Schwitz ; mais ne pouvant se joindre à ce général dont l'ennemi le séparait de plus d'une journée, il se détermina à rentrer dans le pays des Grisons, en passant par Elm, et par les affreuses montagnes de Panitz et Henz, près des sources du Rhin.

(59) Par une déclaration à tous les princes de l'Empire germanique, l'empereur de Russie les invita à réunir enfin franchement leurs forces aux siennes contre l'en-

nemi commun, et à rétablir la tranquillité publique sur les ruines du pouvoir directorial. Il signifia que, suivant le parti que va prendre le corps germanique, lui-même, loin de ralentir son zèle, redoublera ses efforts, et ne remettra l'épée au fourreau qu'après avoir dompté ou enchaîné le monstre qui menace toute autorité légitime ; mais que dans le cas où il devrait se voir abandonné et chargé seul de tout le poids de cette grande entreprise, il se verra forcé de rappeler son armée et d'abandonner une cause aussi mal servie par ceux même qui devraient y prendre la principale part. Cette pièce est du 15 septembre 1799.

(*Gazette Piémontaise*, n° 46, Rubrique de Pétersbourg, 1^{er} octobre.)

Le traité provisoire de l'Angleterre et de la Russie, signé à Pétersbourg le 29 décembre 1798, n'avait eu pour objet que les subsides à fournir à la seconde de ces puissances par la première.

Mais l'alliance elle-même avait pour base l'union présumée de la Prusse avec les deux puissances contractantes. Or, ayant persisté dans son système de neutralité, l'Angleterre et la Russie se déterminèrent, pour le moment, à agir sans Paul ; mais, mécontents de l'Autriche et de la Prusse à la fin de 1799, et après avoir si généreusement combattu pour la cause commune, il put adresser au corps germanique l'espèce d'*ultimatum* qu'on vient de lire, sans être taxé d'inconstance, de caprice, ni de folie.

(60) Il mourut dans la disgrâce de l'empereur Paul ; l'empereur Alexandre lui fit élever une statue.

(61) Après les batailles de Novi et de Zurich, et l'éloignement des Russes, le but unique des Autrichiens parut être de réduire Coni et Fenestrelles, afin de mettre les Français dans l'impossibilité d'hiverner en Piémont.

De son côté, Championnet, chef de la nouvelle armée des Alpes, général plein de talent et d'activité, mit tous ses soins à écarter les Allemands de ces places dont il voulait empêcher les sièges.

Il avait un autre but, celui de répandre une terreur secrète parmi les Piémontais, au milieu des victoires de leurs libérateurs. Il y réussit en faisant attaquer dans les Alpes tous les points où ses adversaires n'étaient pas en forces. Le poste de la Thuile, au pied du Petit-Saint-Bernard, fut enlevé par le général de brigade Campans.

Les troupes du Mont-Cenis s'emparèrent de la Novaisaise ; celles du Mont-Genèvre attaquèrent Oulx et Exilles ; l'avant-garde du camp de Tournoux s'empara du poste des barricades ; mais tous ces mouvements ne firent pas prendre le change aux Autrichiens dont les forces se partagèrent entre Gênes et la ligne d'investissement de Coni. Le général Klenau fut destiné à serrer de près la première de ces places ; le reste fut rassemblé par Mélas entre la Sture et le Tanaro, il plaça sur la Bormida un corps d'observation commandé par le général Karaczai. Les divisions des généraux Otto, Nobili et Gottshenn s'emparèrent de Bienette et de Peveragno pour resserrer la place. Le quartier général fut placé à Montanaro, sur la droite de la Sture.

Alors Championnet vit bien que, pour sauver Coni, il fallait en venir à une action ; il laissa au général Saint-Cyr le soin de défendre les approches de Gênes, et marcha lui-même à la tête de 25,000 hommes vers la Sture. Son but était d'attirer Mélas au combat entre Fossano et Savigliano, afin de le séparer de ses magasins de Brà et de Turin, et de donner au général Duhesme, qui rassemblait ses troupes encore dispersée dans les montagnes, occasion de l'inquiéter par ses derrières.

Fidèle à son système de brouiller les combinaisons de l'ennemi par une grande variété de mouvements, il attaqua Mondovi, Ceva, Pignerol, Castelletto et plusieurs autres postes avancés, ce qui donna lieu à des combats très vifs, mais qui n'aboutirent à rien d'important. Dès que Mélas eut pénétré le vrai dessein de son adversaire, il passa sur la gauche de la Sture et prit une position oblique entre Fossano et Morans, adossé au Naviglio Nuovo et faisant face à la ville de Fossano qu'occupait le général Grenier.

Le 3 novembre, les armées se trouvèrent en présence, une bataille décisive eut lieu ; elle fut meurtrière de part et d'autre, et se répéta la journée du lendemain ; mais Championnet, abandonnant le champ de bataille couvert de 8,000 morts ou blessés, ayant perdu en outre beaucoup de prisonniers et livrant Coni à ses propres forces, se reconnut vaincu. Son armée dispersée se retira dans les montagnes de Tende, dans les vallées de la Sture et du Tanaro.

La saison était trop avancée pour différer d'un jour les travaux du siège de Coni ; le prince de Lichtheimstein, auquel le général en chef en laissa le soin, les pressa avec une vigueur extraordinaire. 7,000 travailleurs furent employés aux tranchées et aux batteries, et 200 bou-

ches à feu tonnèrent sans relâche contre cette place. Coni, comme la plupart des forteresses d'Italie et de Piémont, céda aux bombes dont elle fut écrasée; elle demanda à capituler après neuf jours de tranchée ouverte; sa garnison fut retenue prisonnière de guerre. Demonte s'était rendu aux impériaux le 8 novembre. Mondovi, Ceva et Sarraval en avaient fait autant. Le comte Frédéric de Bellegarde était maître d'Ormée et de toute la vallée du Tanaro. Le col de Tende était abandonné.

Il est à croire que tous les efforts de l'armée impériale dirigés contre Gênes auraient déterminé cette ville à livrer ses portes; mais elle ne fut poussée que très mollement, et les deux armées, harrassées de fatigue après la plus mémorable des campagnes, entrèrent en quartiers d'hiver vers le milieu de décembre.

Après la bataille de Novi, Gênes s'attendait à être abandonnée par les Français. Elle était serrée du côté de la terre par un gros corps autrichien et bloquée du côté de la mer par une escadre chargée de quelques troupes de débarquement sous les ordres de Nelson. Les débris de l'armée de Championnet, battus à Fossano, mais bien plus encore les rigueurs de l'hiver qui s'approchait, suffirent pour sauver alors cette place fatale, que sans doute il eût été facile de réduire alors en ne perdant pas un jour.

(62) Le général Mathieu Dumas a remarqué que la campagne de 1799 est la seule qui, dans l'histoire militaire ancienne et moderne, présente, entre une infinité de faits d'armes, neuf grandes batailles, dont l'influence a été décisive. Stockach, Vérone, Cassano, Alexandrie, la Trébie, Coni, Alkmaer, Zurich et Aboukir.

(63) Après les deux batailles de Vérone, les anciennes troupes du roi de Sardaigne, et surtout la cavalerie qui faisait partie de l'armée de Scherer, couvrirent la retraite des Français et reçurent entre autres des généraux Victor et Serrurier les plus grandes louanges pour leur bravoure et leur excellente discipline.

Elles n'en reçurent pas moins, dans la campagne suivante, des chefs autrichiens sous lesquels elles durent combattre. On peut en juger par la circulaire suivante du 9 mai 1800, adressée par le général Mélas aux colonels des régiments piémontais employés dans l'armée impériale :

« Monsieur,

« La bravoure avec laquelle le régiment que vous commandez s'est conduit dans toutes les occasions, depuis l'ouverture de la campagne actuelle, prouve que rien n'était plus juste que les témoignages d'estime et de confiance que j'ai donnés aux troupes piémontaises, employant tous les moyens qui étaient en mon pouvoir pour en accélérer l'organisation.

« Vous avez contribué aux heureux succès de l'armée, et votre nation est trop fière pour que les militaires piémontais ne se souviennent pas avec un noble orgueil de la campagne de 1800. Je n'ai point laissé ignorer à mon auguste maître combien les braves troupes piémontaises me sont utiles, et j'éprouve un véritable plaisir à vous annoncer ses sentiments. Vous voudrez bien, Monsieur, les faire connaître aux officiers et soldats de votre régiment; du reste, je suis sûr qu'ils me donneront souvent l'occasion de leur témoigner mon estime.

« Signé : MÉLAS * . »

(64) 25 juin 1799. Manifeste du conseil suprême appelant à Turin les sous-officiers et soldats de toutes les armes qui se trouvent dispersés en Piémont, les sommant de se présenter à l'office général de la solde, avant le 15 juillet suivant, pour y être organisés militairement et rendus à leur premier état.

(65) Dès que Turin fut rendu aux Austro-Russes, plusieurs régiments provinciaux piémontais s'unirent aux nouveaux corps, notamment ceux d'Aqui, de Coni, d'Asti, de Mondovi et de Suse.

(66) Par le règlement en forme d'instruction publié par la commission militaire, en date du 9 janvier 1800, et ensuite de l'ordre de M. le général en chef baron de Mélas du 26 novembre précédent, la force du premier bataillon d'infanterie nationale piémontais devait être de 12 officiers composant son état-major, 7 capitaines, 7 premiers lieutenants, 14 seconds lieutenants, 14 sergents, 56 caporaux, 14 tambours, 7 fifres, 14 charpentiers et armuriers, 700 soldats. Total : 845, outre 31 fourriers et trabans. Total général : 876 hommes.

* Le même général répète ces éloges dans une lettre au comte Concina, commissaire impérial, en date du 22 juillet 1799; il dit : « Les braves militaires piémontais ont eu part principale à nos brillants succès; de toutes manières ils en ont bien partagé l'honneur. »

Le bataillon était composé d'une compagnie de grenadiers, de 6 compagnies de fusiliers.

L'état-major du bataillon comprenait 1 colonel, 1 major, 1 aide-major, 1 quartier-maître, 1 chapelain, 1 chirurgien, 1 sous-chirurgien, 1 sergent-major, 1 tambour-major, 1 caporal-major, 1 prévôt, 1 archer.

N. B. Les bataillons provinciaux devaient être sur le pied des bataillons d'ordonnance, à la seule différence d'être commandés par des lieutenants-colonels.

État des payes sur le même pied.

ÉTAT-MAJOR	Pain par jour	Fourrages par jour	Payes par mois	Décompte par mois	TOTAL
Colonel.....	9	10	440 19	» »	
Lieutenant-Colonel.....	6	8	255 15	» »	
Major.....	6	8	206 04	» »	
Aide-Major.....	2	2	100 »	» »	
Fourrier pour chaque Officier.....	1	»	9 »	1 17	
Quartier-Maître.....	1	»	83 60	» »	
Chapelain.....	1	15	75 »	» »	
Chirurgien.....	2	3	115 »	» »	
Sous-Chirurgien.....	1	»	40 »	» »	
Sergent-major.....	1	»	36 03	2 »	
Tambour-major.....	1	»	20 08	2 »	
Caporal-major.....	1	»	16 11	2 »	
Prévôt.....	1	»	22 16	» »	
Archer.....	1	»	9 16	2 »	

Les rations de pain de 31 onces 1/2, poids de Piémont. Les rations de fourrages, de 15 livres de foin et 2 coupes 3/4 d'avoine pour les officiers, et de 12 livres de foin, 2 coupes d'avoine pour les chapelains et chirurgiens.

Officiers, sous-officiers et soldats.

	Pain par jour	Fourrages par jour	Payes par mois	Décomptes par mois	TOTAL
Capitaine.....	3	4	116 »	» »	
1 ^{er} Lieutenant.....	2	2	61 10	» »	
2 ^e Lieutenant.....	2	2	52 10	» »	
Fourrier.....	1	»	9 »	1 17	
Sergent.....	1	»	22 10	2 »	
Caporal.....	1	»	9 »	» »	
Tambour.....	1	»	9 »	2 »	
Fifre.....	1	»	9 »	2 »	
Charpentier.....	1	»	9 »	» »	
Soldats grenadiers.....	1	»	40 26	2 »	
Soldats fusiliers.....	1	»	9 »	2 »	

(67) Le public en Piémont saisissait beaucoup mieux que les Allemands le véritable état des choses. Loin de compter sur la continuité des victoires de ceux-ci, il croyait la fortune lasse de les favoriser. Il craignait de se revoir bientôt sous la domination des Français, surtout si le premier consul reprenait le commandement des armées de la république.

Le conseil de régence pouvait juger aisément de cette disposition des esprits par le redoublement de méfiance qui se manifestait de cent manières, par le discrédit des billets, par l'enfouissement des espèces et le défaut de circulation qui en était la suite.

(68) Outre son général en chef et son chef d'état-major, l'armée française d'Italie avait 30 généraux de division et de brigade, dont plusieurs au choix de Masséna.

(69) Au début des hostilités, on rassembla à Gênes les subsistances qu'on put se procurer, et l'on estima qu'il y en avait pour quinze jours. On fouilla dans tous les domiciles, et l'on crut, à force de recherches y avoir trouvé bien rigoureusement pour dix autres jours. Un petit bâtiment, échappé à la surveillance des Anglais, fournit encore pour cinq jours, et les habitants ne subsistèrent plus que par différents artifices. Ceux qui mouraient de faim portaient envie à ceux que moissonnait le fer.

(70) La grande attaque de Mélas contre l'armée française en Ligurie, et qui coupa cette armée en deux près de Savone, échoua sur plusieurs autres points, particulièrement sur la ville même de Gênes, que les divisions de Otto et de Hohenzolern devaient investir tout à coup, et de si près qu'elle fût forcée de se rendre sans soutenir ni siège ni blocus. On ne put douter que ce coup n'eût réussi sans le peu de vivacité que mirent dans l'attaque les généraux allemands et s'ils avaient eu affaire à un ennemi moins résolu que Masséna.

(71) Au moment où la droite de l'armée d'Italie fut séparée de son centre et de sa gauche, Masséna entra dans le fort de Savone pour y donner quelques ordres, et recommanda au gouverneur de cette place de tenir jusqu'à la dernière extrémité. D'un autre côté, il envoya, par un bateau léger, l'ordre au général Suchet de prendre le commandement de toutes les troupes qui restaient séparées de lui, et de faire tous ses efforts pour le rejoindre, tandis qu'il ferait lui-même tous les siens pour se rapprocher de lui.

Le rendez-vous était au Mont-Fayale, point dominant entre Gênes et Savone; il espérait, s'ils pouvaient se réunir dans cette excellente position, de rendre inutiles les premiers avantages des Autrichiens, de retarder les sièges de Gênes et de Savone et de prendre peut-être une pleine revanche. Les prodigieux efforts de Suchet et les siens pour exécuter ce plan furent inutiles; mais ils occasionnèrent pendant quinze jours des combats continuels et prouvèrent l'habileté et les ressources de ces deux généraux. Masséna, après avoir perdu un tiers de ses troupes, rentra dans le bassin de Gênes. Il avait eu un général de brigade tué sur deux, deux adjudants sur trois et trois aides de camp. Lui-même avait failli plusieurs fois à être tué ou pris. Dans une de ces actions meurtrières, ne voyant plus qu'un officier avec lui: « Eh bien! lui dit-il, il est donc bien décidé que la mort ne veut pas de nous. »

(72) Pendant toute la durée du blocus de Gênes, les habitants des environs de cette ville furent presque toujours unis de cœur aux Autrichiens. Le tocsin sonnait chaque fois qu'on voyait paraître les Français. Un général Azaretto, Italien au service de France et qui en avait déserté depuis peu, était à la tête de ces populations génoises, et il rendit plusieurs services considérables au parti autrichien.

(73) Le tableau des forces de l'armée impériale, joint à son ordre de bataille pour l'attaque du 6 avril, et qui est daté d'Alexandrie le 2 avril précédent, présente 79 bataillons et 16 compagnies d'infanterie, compris l'infanterie piémontaise, 70 escadrons de cavalerie, 1,000 pionniers, 250 pontonniers, 1,500 artilleurs, plus 300 dragons piémontais; en tout, 71,550 hommes à pied et 8,490 chevaux.

(74) Dans les combats multipliés qui eurent lieu aux mois d'avril et de mai, sur les montagnes de Gênes, il fut fait, de part et d'autre, un grand nombre de prisonniers. Dans un rapport officiel du 10 mai, le chef d'état-major de l'armée de Suchet se vante d'avoir, à cette époque, 11,800 prisonniers autrichiens. Masséna, après un échange, se trouvant avoir un surplus considérable de soldats autrichiens prisonniers, eut la barbarie de les réduire, pour toute nourriture, au supplément de vivres que le gouvernement génois accordait aux indigents du peuple, c'est-à-dire à une faible ration d'herbes

sauvages bouillies dans de l'eau. En même temps, il les consigna sur des vaisseaux à l'ancre dans le port. Plusieurs de ces malheureux périrent de faim, après avoir dévoré leurs souliers et les courroies de leurs havresacs. Leurs gémissements retentissaient dans tout le port, et l'on n'allait à leurs bords qu'avec la crainte d'être dévorés par eux.

(75) Le général Suchet, retiré au-delà du Var, comme on l'a dit, n'avait pas laissé d'y garder une attitude menaçante. La tête du pont, qu'il avait fait construire, était hérissée de canons qui insultaient, à chaque instant, le camp ennemi; il était d'ailleurs resté maître du fort de Montalban, tout au milieu des positions autrichiennes, et il avait fait établir, sur ce fort, un télégraphe, au moyen duquel il savait ce qui se passait à Nice et dans tous les postes de l'armée austro-sarde. Il avait, en fuyant, jeté deux bataillons dans ce fort, et c'était ce que Masséna appelait *le centre de l'armée d'Italie*, sur lequel, en évacuant Gênes, il repliait son aile droite.

(76) Gênes fut rendue au général autrichien Otto, qui en avait commandé le blocus. Les troupes autrichiennes prirent possession de la ville et des forts. Les Anglais occupèrent le port et tous les postes qui en dépendent.

(77) Leur affaiblissement était tel, que, depuis quinze jours, les factionnaires avaient permission de monter leurs gardes assis.

(78) Avant l'apparition de Turo dans les vallées de Suse, et pendant que le général Mélas se disposait à attaquer Masséna dans la Ligurie, une fausse attaque, d'un genre singulier, avait eu lieu dans les Alpes occidentales.

Le général en chef avait ordonné, pendant l'hiver, qu'on élevât quelques retranchements à l'entrée du Pas-de-Suse et sur les ruines du fort de la Brunette. L'officier chargé de ce soin*, ayant rempli sa mission, vint à Turin demander 14 pièces de canon nécessaires pour armer ses redoutes, et comme il ne s'en trouva point à l'arsenal de l'espèce qu'il désirait, il saisit cette occasion pour présenter un plan d'attaque sur le Mont-Cenis, tendant à chasser l'ennemi des postes qu'il y occupait, à

* Le chevalier Télémaque Costa, capitaine-adjoint à l'état-major général de l'armée piémontaise.

s'emparer des canons qu'il y tenait en batteries, afin d'armer, à ses dépens, les retranchements de Suse. Son plan ayant été adopté, 1,200 soldats autrichiens, avec une cinquantaine de paysans, furent mis à sa disposition pour l'exécuter.

Il conduisit cette troupe par des chemins détournés et difficiles entre le grand et le petit mont Cenis; mais si heureusement, qu'il prit à revers tous les postes du mont Cenis, et que sans coup férir, sans perdre un seul homme, il s'empara de 16 canons, d'un obusier, d'une assez grande quantité de fusils et de munitions, et fit 300 prisonniers, dont le commandant du poste et quelques officiers. Les circonstances ne permettant pas alors de garder le mont Cenis, on se contenta de le désarmer, d'en raser les fortifications et de faire descendre à Suse tout ce qui s'y trouvait. Cette attaque mit en mouvement toutes les troupes françaises, à plus de 25 lieues à la ronde.

(79) Le premier consul partit de Paris le 6 de mai, à minuit, après la première représentation de l'opéra d'Hécube. Il passa quelques heures à Dijon, d'où l'armée de réserve était déjà partie pour se rendre dans le pays de Vaud. Il arriva à Genève le 9, à minuit. Les deux jours suivants furent employés par lui à presser le transport, par terre et par eau, de tous les objets nécessaires à l'expédition projetée. Il passa, à Vevey, son armée en revue le 11 mai*, et s'enfonça dans les gorges du Valais qu'il remonta jusqu'à Martigny.

(80) Le convoi d'artillerie fut dirigé, au passage du grand Saint-Bernard, par le général Marmont. Outre les pièces traînées à bras d'hommes, comme on l'a dit, les caissons vides l'étaient de même.

Les affûts des pièces de 4 étaient portés sur deux brancards par 10 hommes, ceux des pièces de 8 étaient démontés et portés par des mulets. On se servit aussi de traîneaux à roulettes, inventés et construits à Auxonne.

(81) Une seconde avant-garde, commandée par le général Murat, prit la gauche de l'armée à Saint-Martin, et se porta, par Bielle, sur la haute Sesia.

* L'armée de réserve avait, pour chef, Alexandre Berthier; pour lieutenants-généraux, Murat et Victor; pour chef d'état-major, Dupont; pour généraux de division, Duhesme, Chambréac, Loisin, Boudet, Chabran et Watrine.

(82) Le fort de Bard capitula le 1^{er} de juin, la garnison était de 400 hommes et fut faite prisonnière de guerre. On y trouva 18 pièces de canon de différents calibres. Le général Alexandre Berthier avait fait hisser, à bras d'hommes, 2 pièces de 4 sur un rocher, d'où leur feu plongeait dans le fort.

(83) Les troupes chassées de la val d'Aoste par l'avant-garde française, s'étaient réunies au pont de la Chiussella, et 4,000 hommes de cavalerie autrichienne, commandés dans ce lieu par le général prince Palfi, s'étaient joints à cette infanterie pour couvrir les avenues de Chivas et de Turin. Le général Lannes battit et dispersa ce corps. Le prince Palfi fut tué dans cette rencontre. Le régiment de la Tour y fut entièrement détruit.

(84) Voyez la lettre de Masséna au premier consul, en date du 18 prairial, an VIII : « Je donne aujourd'hui, « dit-il, à mes soldats, les trois dernières onces de ce « que nous appelons du pain. Nous avons mangé tous « nos chevaux. »

(85) Nice avait été occupé, le 11 mai 1800, par le général Kaim ; on y trouva 189 canons, 8 mortiers, 500 barils de poudre et plusieurs autres munitions. Le château de Montalban resta occupé par 300 Français et Polonais.

(86) A la revue de l'armée de réserve, à Chivas, le 29 mai, le premier consul, passant en revue le 12^e régiment de hussards, dit qu'il était très content de la bravoure avec laquelle ils avaient chargé et dispersé les ennemis au bourg de Châtillon, qu'à la première bataille il comptait sur eux pour corriger les Autrichiens de la présomption qu'ils avaient de se croire supérieurs à la cavalerie française, pour la manœuvre et la bravoure.

Passant devant la 28^e demi-brigade de ligne, il dit : « Vingt-huitième, depuis deux ans vous êtes dans les « montagnes, manquant de tout, et vous n'avez jamais « murmuré. La patience est la première vertu du soldat « après la valeur. Je sais qu'il vous est dû plus de huit « mois de paye. Pour vous prouver ma satisfaction, à la « première affaire, vous serez mis en première ligne. »

(87) Mélas s'étant déterminé à marcher sur Alexandrie, à la rencontre de l'armée de réserve, ordonna aux généraux Otto et Saint-Julien de venir l'y joindre et de lever le siège de Gênes ; mais, par un hasard qui fit croire

que la fortune n'avait pas encore abandonné les enseignes autrichiennes, il se trouva que Masséna lui-même venait de sortir de la place et de l'abandonner en se retirant.

(88) Dans une lettre à Petiet, le premier consul rend compte de l'affaire de Casteggio, près de Voghère.

« Nous avons eu, hier (écrit-il en date du 21 prairial),
 « une affaire fort brillante. L'ennemi, sans exagération,
 « a eu 1,500 hommes de tués, deux fois autant de blessés;
 « nous avons fait 4,000 prisonniers et pris cinq pièces de
 « canon. »

Pendant que l'armée du blocus de Gênes marchait pour se joindre au général Mélas, le centre et la gauche de l'armée d'Italie, sous le commandement de Suchet, étaient prêts à se joindre à l'armée de réserve, après avoir débarrassé les chemins de Gênes et de Novi.

(89) Ce fut le général Zach qui, dans un conseil de guerre tenu la veille, détermina le parti d'attaquer Bonaparte avant sa jonction avec le général Suchet, qui arrivait à grands pas d'Acqui.

(90) Bonaparte dut croire, pendant plus d'une heure, la bataille de Marengo perdue, surtout lorsqu'il vit son aile droite, presque entièrement cernée et foudroyée par 80 pièces de canon, précipiter sa retraite, et la cavalerie autrichienne, jointe à plusieurs escadrons de cavalerie volante, faire mine d'envelopper le reste de l'armée. L'intrépidité française empêcha seule alors la déroute de devenir complète. Le premier consul se montra, à plusieurs reprises, au milieu du feu. Il voulut se mettre à la tête de la 72^e demi-brigade pour charger l'ennemi en flanc; mais le désordre était trop grand; les soldats criaient de toutes parts : « Nous ne voulons pas que le premier consul s'expose. »

Enfin, le corps de réserve, chargeant à propos, fut encore à temps de réparer le mal, et donna le temps à l'armée de se rallier derrière lui.

Dans son rapport officiel à la cour de Vienne, Mélas présente la bataille de Marengo comme une affaire indécise, la nuit seule ayant séparé les combattants : « Il
 « s'en est suivi, dit-il, un armistice de 48 heures pour
 « échanger les prisonniers et enterrer les morts. Enfin,
 « cet armistice s'est terminé par une convention en
 « vertu de laquelle les hostilités de part et d'autre ne
 « doivent recommencer qu'après un avertissement de
 « dix jours. »

Le général autrichien, malgré les formes radoucies de son exposé, convient d'une perte de 9,069 hommes d'infanterie et de 1,493 chevaux tués, blessés ou pris. La perte en généraux, officiers supérieurs et officiers d'état-major, est beaucoup plus grande à proportion : deux lieutenants-généraux, quatre généraux-majors ayant été blessés et deux faits prisonniers, dont son chef d'état-major.

Pendant que l'aile droite et l'aile gauche de l'armée française, à Marengo, étaient en pleine déroute, le centre se soutenait encore, à la faveur d'une naville large et profonde, où il n'y avait que deux pieds d'eau, et où les troupes, s'étant jetées, se trouvaient retranchées jusqu'au menton ; mais, ayant été délogées de cette naville par le canon qui les prit à revers, elles ne tardèrent pas à tomber dans le même désordre que le reste de l'armée républicaine, complètement battue jusqu'alors.

(91) Le général Zach, commandant la tête d'une des colonnes de l'armée impériale, à la bataille de Villafranca, en 1799, avait eu une part principale à cette victoire. Il avait, dans sa patrie, une réputation méritée.

(92) L'armée autrichienne se retira à Mantoue sur trois colonnes, la première se mit en marche le 16 juin, la deuxième le 22 juin, et la troisième le 24 juin.

(93) Quatre jours après la bataille de Marengo, Suchet parut devant Gènes et, sans coup férir, il se fit rendre les clefs de cette ville par le général Hohenzolern, que Mélas y avait établi gouverneur le 4 du même mois.

Si l'étrange capitulation qui suivit la bataille de Marengo ne doit pas effacer le souvenir de tous les traités du même genre qui l'avaient précédée, elle devra, tout au moins, imposer silence aux Autrichiens sur le traité de Cherasco, sujet, pour eux, de tant de récriminations.

(94) L'armistice de Pardorph fut conclu entre les généraux Kray et Moreau le 15 juillet 1800, pour un temps illimité, mais sous la condition de pouvoir être rompu, de part et d'autre, après 12 jours d'avertissement.

(95) Après la bataille de Marengo, le premier consul, étant à Verceil, demanda au cardinal de Martignana, évêque de cette ville, une personne sûre et capable d'aller porter au Pape les premières propositions d'un arrangement relatif aux affaires religieuses. Le cardinal proposa le comte Alciati, son neveu, qui, dans ce moment,

en butte aux persécutions des Jacobins, était obligé de se tenir caché. Le premier consul l'agréa et lui dit, après avoir parlé long'emps de l'objet de sa mission à Rome, « qu'il avait été fâché de ne trouver, en Piémont, ni le roi, ni aucun des princes de la famille royale avec lesquels il aurait traité volontiers. » Le comte Alciati ayant rendu compte au roi de ce discours, S. M. fit, au ministre Talleyrand, une demande de passeports pour M. le marquis de Saint-Marsan, qui, déjà, avait résidé de sa part auprès de Bonaparte, et qui paraissait avoir été goûté par lui. La réponse de Talleyrand dut augmenter les espérances de la cour de Sardaigne. Les passeports demandés furent promis et cependant ils n'arrivèrent point.

L'aspect des affaires avait changé depuis les premières ouvertures faites au roi; les suites prodigieuses et inattendues des traités de Marengo et de Pardorph avaient fait regarder comme superflus des ménagements considérés jusqu'alors comme convenables, peut-être même comme nécessaires. Après de longs délais, le roi, par l'entremise des cours de Berlin et de Pétersbourg, avait obtenu cependant que son plénipotentiaire pût se rendre à Paris; mais ce ministre ne put jamais obtenir une audience de Bonaparte, et repartit les derniers jours de juin avec la triste certitude de n'être jamais écouté.

La Russie insista, pour la dernière fois, au mois d'avril 1801, pour le rétablissement du roi de Sardaigne dans ses Etats de terre ferme. On ne peut en douter après les deux notes suivantes du comte de Kallitschew, ambassadeur de Russie, au ministre des relations étrangères, Talleyrand.

Note première du 26 avril 1801.

« Le soussigné s'empresse de faire connaître au citoyen Talleyrand, ministre des relations extérieures, les ordres qui viennent de lui parvenir. S. M. l'empereur de toutes les Russies, par une suite de l'opinion qu'elle a conçue de l'amour du premier consul pour la justice, amour qui lui a valu une réputation aussi brillante que justement acquise, espère qu'il remplira les engagements pris avec S. M. l'empereur défunt, et qu'en conséquence il ne persistera pas dans les conditions onéreuses qui viennent, en dernier lieu, d'être imposées au roi de Naples. Le soussigné croit devoir rappeler au citoyen Talleyrand que l'acceptation des cinq articles proposés au gouvernement français, en réponse à ses ouvertures

spontanées et à ses instances empressées, a, seule, motivé la mission du soussigné à Paris.

« Les nouvelles instructions qu'il vient de recevoir lui enjoignent expressément d'insister auprès du gouvernement français, pour que les cinq propositions, annoncées comme base invariable des négociations, reçoivent promptement leur pleine exécution.

« Par ces articles, l'intégrité du royaume des Deux-Siciles, et le rétablissement du roi de Sardaigne dans ses Etats, tels qu'ils étaient avant l'entrée des Français en Italie, ont été convenus entre les deux puissances. Tout récemment encore, le citoyen-ministre des relations extérieures a donné l'assurance que ces cinq articles étaient acceptés de nouveau et qu'ils recevraient leur exécution. Cependant les conditions arrachées à la cour de Naples, par la force des armes et la conduite aussi inattendue qu'extraordinaire tenue vis-à-vis de S. M. sarde, sans qu'on ait eut égard à la promesse du rétablissement de ce prince dans ses Etats, ni à l'acceptation formelle de la médiation de S. M. impériale pour la paix définitive entre la France et la Sardaigne, font naître de justes défiances et feraient soupçonner même la sincérité des vues du gouvernement français, s'il n'était lui-même empressé, ainsi que le soussigné s'en flatte, de revenir sur des mesures que des circonstances imprévues lui avaient suggérées; il réitère au citoyen Talleyrand, ministre des relations extérieures, l'assurance positive que l'acceptation des cinq propositions faites préalablement au gouvernement français et acceptées par lui, est le seul moyen de parvenir au rétablissement de l'harmonie entre les deux Etats, et c'est par ordre exprès de sa cour qu'il déclare que ni l'armistice de Faligno, ni les conditions pour la paix proposées au marquis Gallo, et transmises à son refus au général Murat, pour être extorquées au chevalier Micherons, ne seront jamais reconnues par S. M. l'empereur comme étant totalement contraires aux promesses du premier consul.

« Telle est la teneur des ordres qui viennent de parvenir au soussigné; il doit encore ajouter que les intentions du premier consul, sa modération hautement annoncée, avaient fait espérer à toute l'Europe que le moment d'une pacification générale n'était pas éloigné, qu'il était enfin possible de songer avec sécurité à l'avenir, que le système d'envahissement suivi par le Directoire n'existait plus.

« Ces dispositions seules avaient engagé S. M. I. à

envoyer un plénipotentiaire à Paris, pour rétablir des relations d'amitié avec le gouvernement français.

« Le soussigné espère que le premier consul voudra bien peser, dans sa sagesse, combien il y va de sa gloire à réaliser les espérances que l'on avaient conçues de lui pour la tranquillité de l'Europe et le rétablissement de la paix; il prie conséquemment le citoyen Talleyrand de vouloir bien porter à sa connaissance le contenu de cette note, et de lui faire connaître, au plus tôt, le parti que le premier consul aura jugé à propos de prendre. Il saisit avec plaisir cette occasion de l'assurer de sa haute considération. « *Signé : KALLISTCHEW.* »

Note deuxième du 1^{er} mai 1801.

« Le soussigné, en rappelant au citoyen Talleyrand, ministre des relations extérieures, qu'il n'a reçu, jusqu'à présent, aucune réponse sur les objets dont il a eu l'honneur de l'entretenir, d'après les ordres de S. M. l'empereur, le prie de vouloir bien l'informer si, conformément à l'acceptation des cinq articles préliminaires, le gouvernement français veut remplir les promesses de l'intégrité des royaumes des Deux-Siciles et du rétablissement de S. M. le roi de Sardaigne dans ses Etats, tels qu'ils étaient avant l'entrée des Français en Italie.

« Le soussigné croyant inutile d'entrer dans des nouvelles explications sur un objet déjà suffisamment discuté, espère que le citoyen Talleyrand, ministre des relations extérieures, voudra bien mettre sous les yeux du premier consul le contenu de ces notes, et lui faire connaître le parti qu'il aura jugé à propos de prendre.

« Il saisit cette occasion pour réitérer au citoyen Talleyrand, ministre des relations extérieures, l'assurance de sa très haute considération.

« Paris, le 1^{er} mai 1801. « *Signé : KALLISTCHEW.* »

Le roi de Sardaigne, retiré à Rome, après la journée de Marengo, après avoir passé deux hivers soit dans cette capitale de la chrétienté, soit à la villa Conti, en partit assez précipitamment les derniers jours de mars 1802, pour se rendre à Naples, après avoir reçu la veille un courrier de l'ambassadeur de Russie, résidant à Paris; il avait assisté, le 18 de ce même mois, aux obsèques de M^{me} Félicité, sa tante. M^{gr} le duc et M^{me} la duchesse d'Aoste étaient allés rejoindre, en Sardaigne, le reste de la famille royale, qu'on n'avait pas jugé à propos de rappeler sur le continent. M^{gr} le duc et M^{me} la

duchesse de Chablais rentrèrent à Rome, d'où ils ne se sont plus éloignés dès lors. On n'a que des notions bien confuses sur la cause du départ précipité du roi de Sardaigne pour Naples.

Ce fut avant d'arriver au terme de ce voyage, et à cinq lieues de Naples, que la reine Clotilde tomba malade, dans la petite ville de Cazerta, où elle termina sa vie le 30 mars 1802. Il fallut des efforts pour arracher son époux de ce triste lieu; ce fut là qu'il prit la détermination d'abdiquer la couronne, et qu'il appela M^{gr} le duc d'Aoste, son frère, auprès de lui, pour déposer entre ses mains l'autorité suprême.

Il ne vit dès lors presque personne, on l'entendait répéter sans cesse ces touchantes paroles que lui avait adressées la reine, la veille de sa mort :

« Je vais où notre Père céleste m'appelle. O toi ! dont
« ma seule consolation était de partager les peines, lors-
« que Dieu t'appellera à lui, je viendrai à ta rencontre
« sur les collines de Cazerta. »

Lorsque la nouvelle de cette mort arriva à Pétersbourg, la cour impériale prit le deuil pour quatre semaines, sans attendre les lettres officielles de participation, étiquette à laquelle il n'avait jamais été dérogé. Voici le billet que le vice-chancelier de la cour impériale écrivit, de la part de l'empereur, à M. le comte de Valèse, envoyé extraordinaire de Sardaigne, par une communication confidentielle.

« Le vice-chancelier s'empresse de faire savoir à M. le
« comte de Valèse, qu'ayant informé l'empereur de la
« perte douloureuse que le roi son maître vient de faire,
« par le décès inopiné de la reine son épouse, S. M. I.,
« mue par la sincère amitié qu'elle porte au roi de Sar-
« daigne, et par son vif intérêt pour tout ce qui le re-
« garde, sans attendre le rapport officiel de ce triste
« événement, a déjà ordonné un deuil de quatre semai-
« nes. Cet empressement de S. M. I. à témoigner au roi
« la part qu'elle prend à sa vive douleur, sera pour lui
« une nouvelle preuve de la force des sentiments dont
« Elle est animée à son égard.

« Le vice-chancelier prie M. le comte de Valèse d'en
« informer sa cour, et lui réitère l'assurance de sa con-
« sidération distinguée. »

Il paraît que Charles-Emmanuel, jusqu'au moment de son abdication, avait espéré d'être remis en possession de ses Etats de terre ferme par les bons offices de la Russie, de la Prusse et de l'Angleterre.

Il avait d'autant plus lieu d'en être convaincu, qu'à la

paix générale, le royaume de Naples devait être, et fut en effet rendu à son légitime souverain.

Mais le Piémont, aux yeux de la politique française, était d'un tout autre prix, et Bonaparte se refusa à toutes les instances du cabinet de Saint-Pétersbourg. Dans les moments les plus favorables aux intérêts du roi, il ne parut, dit-on, consentir à lui rendre son pays qu'autant que l'Autriche rendrait elle-même l'Etat vénitien à la France, bien persuadé que cette condition ne serait jamais admise par le cabinet de Vienne, surtout après la paix de Lunéville. Dans celle d'Amiens, conclue entre la France et l'Angleterre, le 1^{er} octobre 1801, le nom du roi de Sardaigne ne fut seulement pas prononcé; il ne le fut pas non plus dans le traité entre la France et le Saint-Siège, le 26 septembre 1801, ni dans celui entre la France et la Russie, conclu le 8 octobre suivant.

Depuis l'abdication de Charles-Emmanuel, il ne s'agit plus de la réintégration de la Maison de Savoie dans ses anciennes possessions de terre ferme, mais seulement de quelques indemnités sollicitées pour elle par les puissances amies : leurs démarches furent sans succès; la cour de Russie, par une suite de l'intérêt généreux que, depuis quelque temps, elle avait pris à cette auguste famille, accorda au nouveau roi, en décembre 1802, une pension annuelle de 73,000 roubles, et ne cessa d'insister auprès de la France pour l'indemnité qu'il avait demandée et qui lui avait été promise, surtout depuis son renoncement entier à ses Etats de Piémont. On ne put douter de ce renoncement lors de la réunion de ce pays à la France, et d'après une proclamation du général Jourdan aux habitants de Turin, dans laquelle il s'exprima ainsi, sous la date du 11 juillet 1801 : « Que les consciences timorées soient sans inquiétudes; le nouveau roi de Sardaigne, en renonçant à ses anciens Etats de terre ferme, vient, pour la seconde fois, d'affranchir les Piémontais du serment d'obéissance. »

« Ce monarque, dit le *Journal des Débats*, art. de Paris, « 11 thermidor, an x, a confirmé tous les ministres « accrédités par son prédécesseur auprès des puissances étrangères. Il paraît certain qu'il obtiendra des « indemnités à la demande de la Russie et de la « Prusse. » Un arrêté des consuls, du 10 messidor, répète les mêmes choses que la proclamation de Jourdan.

Le bruit courut, à différentes reprises, depuis la réunion du Piémont à la France, que le roi de Sardaigne allait être indemnisé, tantôt au moyen d'une partie des Etats de l'Eglise, tantôt par une cession de l'Etat de

Parme, tantôt par la principauté de Sienne et le duché d'Orbitello.

Un article du *Journal des Débats*, sous la rubrique de « Berlin, » et en date du 22 janvier 1803, s'exprime ainsi :

« L'empereur de Russie ne se lasse point de prendre le plus vif intérêt au sort du roi de Sardaigne, et, malgré la réunion du Piémont à la France, il a l'espoir fondé d'obtenir, pour lui, des indemnités. »

Un autre article du même journal, en date de Pétersbourg, du 13 février, dit formellement : « Le premier consul de la république a fait déclarer à notre ministère qu'il accéderait aux désirs de l'empereur, relativement à l'indemnité proportionnelle demandée par le roi de Sardaigne. Cependant le premier consul n'a pas encore déclaré en quoi consisterait cette indemnité. »

Dans une séance du parlement d'Angleterre, du 24 novembre 1802, M. Fox, répondant à ceux qui reviennent sur l'indigne oubli qu'on avait fait des intérêts du roi de Sardaigne dans le dernier traité, et dont la réunion du Piémont à l'empire français a été la suite, dit :

« On ne devrait pas parler du roi de Sardaigne, après n'avoir rien stipulé en sa faveur dans le traité d'Amiens; il est bien connu que la France alors aurait consenti à le rétablir dans ses Etats, et que ce fut l'Autriche qui ne voulut point y consentir, craignant pour ses possessions dans l'Etat ci-devant vénitien. Laissons-le hors du traité, disait l'Autriche; si je consentais à son rétablissement, on me demanderait quels morceaux du territoire de Venise, on voudrait restreindre mes acquisitions. Laissons ce monarque se tirer d'affaire comme il pourra. N'est-il pas un prince indépendant? (*On rit.*) »

M. Welherforce dit à peu près les mêmes choses dans une séance du parlement d'Angleterre.

Lord Grenville dit avec chaleur et sentiment :

« Le papier du traité d'Amiens n'était pas sec, la cire n'était pas froide, lorsque le Piémont, ce boulevard de l'Italie, fut réuni à l'empire français, La France, sachant parfaitement que la cour de Russie était opposée à cette usurpation, avait caché adroitement ses vues, de peur de quelques remontrances, jusqu'à ce que vous eussiez conclu ce traité honteux. Voyant ensuite l'indifférence du gouvernement britannique, elle frappa le coup qui devait achever de détruire l'ancien allié, le fidèle ami de la Grande-Bretagne.

« Je n'ai pas besoin de rappeler à vos seigneuries que

« le père du souverain déposé, voyant le danger auquel
 « l'exposait particulièrement la révolution française, se
 « liguait avec nous contre l'ennemi commun et remplit
 « fidèlement ses engagements. Il se vit bientôt enlever
 « la Savoie, et finit par se voir lui-même prisonnier
 « dans son palais, et quoique, conformément à l'an-
 « cienne loi des nations, il eut pu dès lors être réputé
 « notre ennemi, puisqu'il venait de se lier avec la
 « France; cependant on doit à la vérité de dire qu'il
 « avait été forcé à ce traité; mais ce n'est pas tout : dans
 « cet acte même, qui était dirigé contre l'Autriche, il
 « avait stipulé que le roi de Sardaigne ne ferait point la
 « guerre à la Grande-Bretagne; et voilà l'allié que le
 « ministère actuel a abandonné dans son malheur. Ce
 « n'est pas tout encore : les Français, en pleine paix,
 « arrachèrent ce prince de la capitale du Piémont, mais
 « il restait encore roi de Sardaigne. Dans un temps où
 « tous les ports de la Méditerranée nous étaient fermés,
 « la France exigea qu'il chassât non seulement nos bâ-
 « timents marchands et nos vaisseaux de guerre, mais
 « nos agents.

« Il s'y refusa constamment, et cependant cette géné-
 « reuse puissance se trouve anéantie sur le continent,
 « et les ministres de S. M. semblent ne pas voir le grand
 « vide, les changements matériels qui en résultent en
 « Europe. Il ne paraît pas qu'il y ait eu, de leur part,
 « aucune remontrance. »

Dans le rapport très curieux de sa conversation avec
 le premier consul, adressé le 21 février 1803, au lord
 Hawkesburg, le lord Whilworth, dernier ambassadeur
 d'Angleterre en France, s'exprime ainsi :

« J'allais présenter comme des sujets légitimes de mé-
 « fiance l'accroissement immodéré de territoire acquis
 « par la France, depuis la paix d'Amiens. Le premier
 « consul, m'interrompant, me dit : Je suppose que vous
 « voulez parler du Piémont et de la Suisse. Ce sont des
 « bagatelles, et l'on devait le prévoir lorsque la négo-
 « ciation était en train. Vous n'avez plus le droit d'en
 « parler à cette heure. »

Dans les annotations faites par un écrivain du gou-
 vernement français, à la déclaration de guerre de l'An-
 gleterre, en date du 21 mai 1803, on trouve les articles
 suivants insérés au *Journal officiel* :

« Le gouvernement anglais, après avoir passé sous si-
 « lence les intérêts du roi de Sardaigne dans le traité
 « d'Amiens, donne aujourd'hui, pour un motif de rup-
 « ture, la réunion du Piémont, de Parme, de Plaisance

« et de l'île d'Elbe à la France, sans qu'aucunes indem-
 « nités aient été assignées au roi de Sardaigne, indem-
 « nités auxquelles cependant le gouvernement français
 « s'était obligé, par un engagement solennel avec l'em-
 « pereur de Russie. »

RÉPONSE. — « Si le roi de Sardaigne a été dépouillé
 « injustement de la plus grande partie de ses Etats,
 « pourquoi l'Angleterre qui a conduit ce prince à l'état
 « d'abaissement où le sort des armes l'a conduit, n'a-
 « t-elle fait aucun effort pendant la guerre? n'a-t-elle
 « offert aucun sacrifice pendant les négociations de la
 « paix, pour le dédommager des maux que les instiga-
 « tions et les subventions anglaises ont seule attirés sur
 « lui? Voilà donc la perspective des rois qui se vouent
 « à la politique de cette puissance! Une direction despo-
 « tique et hautaine leur trace la route qui les conduit
 « dans l'abîme. Ils y sont précipités : elle ferme l'oreille
 « à leurs plaintes; elle combat, elle négocie, elle ré-
 « clame, elle dispute, mais toujours pour elle seule. Ce-
 « pendant une grande et finale consolation les attend.
 « Ils peuvent être assurés qu'au retour des hostilités, ils
 « obtiendront une mention honorable dans les mani-
 « festes de l'Angleterre. Que la France prenne ou non
 « des engagements envers d'autres puissances, qu'im-
 « porte à l'Angleterre? Est-ce que les traités entre les
 « princes de l'Europe ont besoin de sa sanction? Est-ce
 « que le continent est sous sa tutelle? Ses prétentions
 « sont autant d'insultes non-seulement à la France mais
 « à toutes les nations. Le malheureux roi de l'île de
 « Sardaigne ne doit-il pas encore se trouver insulté de
 « l'offensante et tardive pitié que l'Angleterre témoigne
 « et qui ne sert qu'à signaler l'ingrate indifférence avec
 « laquelle ses intérêts ont été discutés par elle aux né-
 « gociations du traité d'Amiens? »

ADDITIONS, CORRECTIONS ET NOTES SUPPLÉMENTAIRES

PREMIER VOLUME

Epigraphe : « Non sine providentissimo Deorum immortalium consilio Alpes Italiam et Galliam dividerunt. » (TITE-LIVE.)

Page 8, 1^{re} colonne : On ne sait point la date précise de sa naissance, mais on peut l'établir très approximativement d'après le *Mémoire* de M. le comte de Vignet sur Humbert *aux blanches mains*. L'auteur fait remarquer que, dans la charte de 1023, citée par Guichenon, page 7 de ses preuves, par laquelle Burchard, deuxième fils d'Humbert, donne l'église de Saint-Genis au monastère de Saint-André de Vienne, l'on voit paraître Aymon, fils de Burchard et de la comtesse Ermengarde, sa femme, ce jeune prince scelle l'acte de sa propre main ; or, il est difficile d'admettre qu'il eût moins de 10 ans à l'époque où il intervint à cette donation. Sa naissance se reporterait donc à l'an 1013 ; celle de Burchard pourrait être fixée à 993, supposant qu'il ait eu son fils à 20 ans. La naissance d'Amédée I^{er}, frère aîné de Burchard, pourrait, d'après ces données, être reportée à 992.

2^e colonne, remplacer les quatre dernières lignes par : dont il eut un fils nommé Humbert.

Page 10, 1^{re} colonne, 2^e alinéa, 4^e ligne : puisqu'ils sont mentionnés dans la bulle du pape Etienne, datée de 1057. D'après le calcul qui nous a servi à établir approximativement l'époque de la naissance d'Humbert *aux blanches mains* et successivement d'Amédée I^{er}, on peut avancer qu'Oddon, 4^e fils d'Humbert I^{er}, naquit vers l'an 1000, et épousa Adélaïde, héritière du dernier marquis de Suse, vers 1017. Ce mariage étendit au-delà des monts la puissance des comtes de Savoie, leur donna Suse, Turin et une grande partie du Piémont méridional ainsi que la dignité de marquis d'Italie qui, plus tard, devint héréditaire dans leur famille. Guichenon, della Chiesa et tous les écrivains modernes qui ont parlé d'Oddon rappor-

tent sa mort à 1060; il est difficile, d'après cette date, de supposer que ce prince ait pu régner sur le comté de Savoie, à moins d'admettre qu'il a occupé le trône au préjudice de ses frères Amédée et Burchard qui vivaient probablement encore à cette époque, et que l'on voit placés avant lui dans l'ordre généalogique. Cibrario semble admettre cette dernière opinion, il retranche Amédée I^{er} de la série des comtes de Savoie pour y placer Oddon, son frère, auquel il donne un règne de 17 ans*.

Aucune preuve ne nous semble justifier cette substitution; elle est d'autant plus extraordinaire de la part du savant que nous citons, que l'on trouve à la page 139 de son ouvrage mentionné ci-dessus, le passage suivant :
 « Le comté de Savoie, en comprenant les Etats qui lui
 « étaient annexés, avait coutume de se transmettre de
 « mâle en mâle par ordre de primogéniture. Oddon, maî-
 « tre, par son mariage avec Adélaïde, des vastes domai-
 « nes du dernier marquis de Suse dont il porte le titre,
 « n'a probablement pas régné sur le comté de Savoie; à
 « l'appui de cette opinion basée sur l'époque de la mort
 « d'Oddon qui vraisemblablement est antérieure à celle
 « d'Amé, son frère aîné, on peut remarquer que, dans
 « aucune des chartes qui font mention d'Oddon, ce prince
 « n'est qualifié de comte, et qu'Amédée I^{er} paraît ordi-
 « nairement avec ce titre dans les actes auxquels il in-
 « tervient. »

(GUICHENON, Chartes du 22 octobre 1030
 et d'octobre 1042.)

Page 12, 1^{re} colonne : Henri III au lieu de Henri IV.

Page 16, 1^{re} colonne, annuler l'alinéa : Il jeta aussi, etc.

Page 28, ajouter : M^{sr} Geoffroi de Vilette, désigné par le sire de Joinville comme un des principaux conseillers de Saint Louis lorsque le grand roi rendait la justice, assis au pied d'un chêne, dans la forêt de Vincennes.

Page 33, 1^{re} colonne, 8^e ligne, au lieu de : quatrième fils de Thomas I^{er}, Aimon était frère puîné d'Edouard.

Page 36, Personnages illustres, ligne 13 : Il donna la barrette à trois cardinaux... à Jean Mural et à Adhémar Fabri, ces deux derniers évêques de Genève.

* *Recherches sur l'histoire de l'ancienne constitution de la Monarchie de Savoie, table généalogique, page 137.*

Page 59, 5^e ligne : Suivant une ancienne tradition, l'abbaye de Saint-Michel de la Cluse fut fondée par un prince d'Auvergne revenant, comme pèlerin, de la Terre Sainte.

Page 82, 2^e alinéa, 5^e ligne, lire Flumet, au lieu de Plumet.

Page 136, 3^e alinéa, 3^e ligne, lire : à Bonne de Berry, au lieu de Bonne de Bourbon.

Page 157, à la fin du 1^{er} alinéa, lire : guerriers de Germanie, ancêtres des Bourguignons et des Lombards.

Page 188, (54) Suivant Dauville, « Gallia antiqua, » Tortone, Suse, Valence, Oulx, Asti, Lumel et Béné seraient aussi des villes d'origine romaine.

Page 196, note (93), 2^e ligne, lire : hobereau, au lieu d'haubeaux; et ajouter à la fin : soit du hobereau, petit oiseau de proie.

Page 232, Personnages illustres, ajouter : Paul Cerrata d'Alba, bon poète latin (on a cinq éditions de ses ouvrages).

Page 236 : Magistrats-chanceliers, après 1521, Claude de Seyssel, ajouter : Jean-Michel Crotti, comte de Costiole (*sic*), conseiller et premier secrétaire d'Etat, régent de la chancellerie, mort en 1525.

Page 241, Personnages illustres, ajouter : Jérôme Falleti, d'une famille illustre et puissante, homme de guerre et de lettres, s'attacha à la cour de Ferrare et fut chargé par Hercule II de diverses légations à Rome, en France et en Espagne. A publié plusieurs ouvrages.

Frédéric Asinari, comte de Camerana, d'une famille distinguée d'Asti, naquit en 1527, et s'illustra, comme le précédent, dans les armes et dans les lettres. Il resta franchement attaché au duc de Savoie, son maître légitime, dans les temps les plus malheureux; il fonda une partie de sa fortune pour lever et soudoyer des troupes employées à servir la cause de ce prince infortuné et les commanda lui-même avec gloire. Il se distingua surtout à la bataille de Ceresoles. Sous Emmanuel-Philibert, il fut créé l'un des chefs de son infanterie consécrite.

Page 280, 5^e ligne : Dans un compromis entre le roi Louis XI et la duchesse de Savoie, sa sœur, daté d'Am-

boise le 11 mars 1469, on lit les expressions suivantes de ce monarque qui n'inspirait jamais plus de méfiance et de crainte que lorsqu'il affectait le ton débonnaire et radouci : « Considérant les grandes proximités et affinités
« qui existent entre nous et la Maison de Savoie, l'union
« et singulière amour fraternelle subsistant entre notre
« chère sœur et nous. Nous jurons foi et serment de
« notre corps, sur notre honneur et parole de Roi, de
« garder la Duchée de Savoye les terres et seigneuries
« qui dépendent d'icelle comme les autres propres. »

(*Codex Italiæ diplomaticus.*)

Page 319, 7^e ligne : *Eidgnots* était le titre que prirent les premiers Suisses affranchis. C'est un composé de deux mots allemands qui signifient *liés par serment*.

DEUXIÈME VOLUME

Page 6, Savants et personnages illustres, lire Marc-Antoine Bobbas, au lieu de Robas.

Page 7, Savants et personnages illustres : Galeotto, marquis de Carretto, remplacer les 4 lignes qui suivent par : auteur d'une tragédie la plus ancienne qui fut composée en italien, puisqu'elle fut antérieure à celles de Trissino.

Effacer Jacques Pelletier.

Page 13, Savants et personnages illustres : Louis Balbe, de Chieri, ajouter : d'une branche établie à Avignon.

Page 14 : Emmanuel-Philibert de Pingon, savoyard, ajouter : du *Sindon evangelica*, 1581 ; de l'*Arbor gentilitiæ*, en 1581.

Page 15, Savants et personnages illustres, mettre : Honoré Leotardi, au lieu de Lascaris.

Page 232, note (3), effacer *et*, et ajouter : de La Rochefoucault et de La Rochechouart, la plupart couverts de blessures. Du nombre des morts furent le duc d'Enghien et le duc de Villars. Toute l'artillerie fut prise ainsi que 50 étendards et 60 drapeaux.

Page 254, note (87), 3^e ligne : Ternier, au lieu de Fernier.

TROISIÈME VOLUME

Page 6, Personnages illustres : Amédée Frésier, ajouter : et, par conséquent, les premiers de cette espèce qui aient été tentés par les navigateurs de France et d'Angleterre.

Page 7, Guerriers : Joseph-Marie d'Alinges, ajouter : envoyé extraordinaire de la cour de Turin à Vienne et à Paris, mort en 1736.

Page 8, Guerriers, remplacer : Louis, comte de Sales, par : Joseph, marquis de Sales, lieutenant général et gouverneur de Savoie en 1703, emporté par un boulet le 8 août 1707, au siège de Toulon, il se trouvait à côté du prince Eugène et du duc de Savoie, dont il était premier écuyer.

Ministres, ajouter : Pierre de Mellarède, comte du Bettonet, ministre des affaires internes en 1717, après avoir signé le traité d'Utrecht et rempli d'autres commissions importantes.

Personnages illustres, ajouter : Joseph Falcos, d'une maison noble d'Annecy, vicaire général sous les évêques d'Arenthon d'Alex et de Bernex, avait toute l'estime de ces prélats. Victor-Amédée II fit, sous sa direction, une retraite à l'abbaye de Tamié et ne put obtenir de cet homme vertueux et simple d'accepter quelqu'un des évêchés et des abbayes qu'il mit à sa disposition. Il fut inhumé, selon son désir, sous le seuil de la porte de la chapelle qui renfermait les reliques de saint François de Sales.

Page 12, Guerriers, ajouter : Joseph-Octave Coquerron, comte de La Roque, maréchal de Savoie et chevalier de l'Annonciade, mort en 1773.

Page 20, ajouter : Enfin il éleva l'édifice des bains d'Aix, le théâtre de Chambéry, les digues de Chautagne et tripla d'étendue les villes de Carouge et de Nice.

Page 22, Guerriers, ajouter : 1786. Gaspard Galleani, comte d'Agliano, major général, inspecteur de la cavalerie et des dragons, mort en 1788.

Page 25, ajouter : Charles-François de Buttet, d'une famille noble et ancienne de Chambéry, colonel du corps royal d'artillerie, chevalier des SS. Maurice et Lazare,

membre de l'Académie des Sciences de Turin. Naquit à Suse en 1758, montra dès sa jeunesse un goût particulier pour la mécanique et inventa plusieurs machines ingénieuses : un casque pour les assauts, le canon-obusier, la lunette acromatique marquant les distances. Mort à Aoste en 1797.

François David de Foncenex, de Thonon, brigadier des armées du roi, chevalier des SS. Maurice et Lazare, membre de l'Académie des Sciences de Turin, disciple et rival de Lagrange, honoré des suffrages de Frédéric-le-Grand et de Catherine II. Il mourut, dit-on, de douleur en 1799, ayant été rejeté par ses pairs pour avoir mal défendu Villefranche. A publié plusieurs ouvrages remarquables sur les hautes mathématiques.

Page 67, 3^e alinéa, 15^e ligne, ajouter : Louis XIV convoitait (plus que ne l'avait fait aucun de ses prédécesseurs) la Suisse et la Savoie. Il avait dit : « Je forcera-
« M. le Duc de Savoie et le Corps Helvétique à me dé-
« clarer la guerre, et ils verront ce qui leur en arrivera. »

Page 73, au bas de la page, après Turin, ajouter : Querasco, Ceva ; et à la fin : La butte de Montmélian, placée par la nature à la jonction des vallées qui communiquent de Savoie en Italie, donna de bonne heure, à cette position, un renom considérable. Les premiers comtes de Savoie en firent un château d'habitation et un rempart contre les Dauphins de Viennois. Emmanuel-Philibert fut le premier qui la fortifia à la moderne, il y pratiqua cinq bastions réguliers, une tenaille et un demi-bastion. Charles-Emmanuel I^{er} et Victor-Amédée II, son petit-fils, augmentèrent ces ouvrages. François I^{er} et Henri IV s'en emparèrent par trahison ; l'armée de Louis XIII, en 1631, en leva le siège, après un blocus de 13 mois et après le traité de Querasco. Enfin, Louis XIV s'en rendit maître le 21 décembre 1706, et cette place, qui céda, à plus d'un an de blocus et 31 jours de tranchée ouverte, à la valeur et à la fortune de Catinat, fut rasée et n'a jamais été relevée depuis.

Page 97, 3^e alinéa, 10^e ligne : Pendant les négociations qui précédèrent le traité d'Utrecht, le marquis Maffei, principal ministre de Victor-Amédée II, insistait, au nom de son maître, pour obtenir *Pra-Gelas* dont lui seul connaissait l'importance. Milord Bolimbrok disait à M. de Torci : « Au nom de Dieu, délivrez-moi des importu-
« nités de M. le duc de Savoie ; cédez-lui ce morceau de
« pré dont il est si jaloux. »

Page 98, 5^e ligne : Mabli, dans son livre sur les principes des négociations, chapitre VII, loin de blamer la politique de Victor-Amédée II, la qualifie de dextérité et s'en montre grand admirateur.

Page 115, après le 5^e alinéa : Le roi Victor étant à la chasse, auprès d'Avigliano, fit par hasard la découverte d'un excellent ministre des finances dans la personne du nommé Groupel, secrétaire de village. Cet homme, tiré de l'obscurité, eut bientôt doublé les revenus de l'Etat et jeta les fondements d'un accroissement successif qui ne s'est jamais arrêté depuis, tandis qu'on n'a pas agi contre ses maximes.

Page 139, après le 2^e alinéa : Le père de Valfré, confesseur du roi Victor, jouissait auprès de ce prince de la plus haute considération; il avait droit de tout dire à son pénitent pourvu qu'il ne sortit pas de son rôle, et l'on voit par là qu'un des esprits les plus libres qui eut jamais existé fut en même temps religieux et même pieux.

Victor-Amédée fit faire à l'abbé du Guet un livre sur l'éducation chrétienne de son fils.

Page 268, à la fin du chapitre : Charles-Emmanuel bâtit sur les fondements jetés par son père, il craignait les réformes brusques et inconsidérées comme capables d'ébranler la confiance, de mettre les esprits dans un dangereux mouvement et ne procurant presque jamais la moitié des avantages qu'on s'en promet.

Page 270, à la fin du chapitre : Ce roi, grand justicier, mais soigneux de conserver à l'autorité dans les différents degrés le crédit que le bon ordre exige, indemnisait secrètement la partie lésée par un jugement injuste, plutôt que de laisser éclater le défaut de cet arrêt.

Page 271, 6^e ligne : Charles-Emmanuel passait souvent une heure de l'après-midi chez M^{me} de S. G. ; elle hasarda un jour de lui demander quelques grâces, à quoi il répondit : « Je ne suis pas roi ici. » L'histoire ajoute que cette dame fut si blessée d'un refus qu'elle s'évanouit, et que le roi ne parut pas l'aimer autant que peut-être elle avait espéré du grand parti qu'elle prenait.

Page 273, 3^e alinéa, 2^e ligne : Aux petits rassemblements particuliers appelés *barbaria* parce qu'on y prenait du chocolat mêlé de café; le roi Charles ne tenait nul compte des entrées et n'admettait que des gens de mérite qui lui étaient agréables.

Page 281, après le 2^e alinéa : L'étiquette sévère à laquelle il soumit sa cour était une suite de son amour pour l'ordre, on a cru que cette étiquette avait contribué à propager la médiocrité dans les classes élevées. Mais l'espèce d'hommes qu'il employait le plus et qu'il rapprochait de sa personne prouva le contraire, il était persuadé que la plupart des grands emplois de cour n'exigent ni talents ni lumières, mais seulement le lustre de la naissance; en conséquence, il les couvrit de considération, soit comme récompense d'anciens services, soit pour établir la gradation nécessaire dans une monarchie bien réglée.

Page 379, après le 4^e alinéa : Dans cette action fut tué le brave marquis Philippe del Caretto, officier supérieur de grenadiers, aide de camp du roi.

Page 400, à la fin de la note (5) : D'anciens manuscrits assurent que le projet du mariage du jeune duc de Savoie avec l'infante Isabelle n'était autre chose qu'une intrigue de la cour de France, laquelle convoitait depuis si longtemps la Savoie et le Piémont, et prétendait que par ce mariage la couronne de Portugal servirait d'indemnité à la Maison de Savoie. Le marquis de Parela eut des révélations certaines de ce plan et en avertit le prince dont il était le favori, ce qui le mit lui-même en butte à la haine et aux persécutions du parti français. Il paraît que la régente n'avait fait que suivre sans s'en douter des impulsions étrangères.

Page 405, après la note (30) : On regrette de ne pouvoir nommer ce brave officier. Le seul régiment des gardes en eut 7 de blessés et 2 de tués dans cette seule action.

QUATRIÈME VOLUME

Page 5, 3^e alinéa. Beaulieu Wurmser et Alvinci ne parvinrent, par une multitude de combats, qu'à retarder de deux mois la chute de Mantoue, assiégée à la fin de 1796, et qui capitula le 30 janvier 1797. Trois superbes armées se fondirent au pied de ses remparts.

Page 10, 1^{er} alinéa. Les réformes, les établissements de Charles-Emmanuel IV, dont il est question ici, occupèrent principalement les années 1796, 1797 et 1798. Voyez les édits et patentes du 15 novembre 1796; du 7, du 13, du 16 et du 31 mars; du 8 et du 11 avril 1797; du

1^{er} et du 5 mai, et du 6 octobre, même année; des 18 et 22 juillet, même année; du 1^{er} et du 5 mai, du 6, du 13 et du 15 octobre 1798.

On voit, dans cette multitude d'édits, avec quelle patience, avec quelle intensité le roi s'occupait du rétablissement de ses finances, et l'on ne peut douter qu'il n'y fut parvenu dans un petit nombre d'années si des événements, trop difficiles à prévoir, n'étaient venu l'interrompre au milieu de ses travaux. On ne peut s'empêcher, en même temps, d'admirer son application aux affaires et son courage à surmonter les difficultés et les dégoûts.

L'édit du 16 mars 1797 impose le 10 pour 100 sur les primogénitures, sur les fidéicommiss et sur toutes les successions indirectes.

L'édit du 7 mars 1797 impose une taxe.

L'édit du 6 octobre 1797 oblige les entrepreneurs d'armée à payer le 6 pour 100 du prix qu'ils ont reçu de leurs fournitures. Les juifs payeront, dans six mois, un demi-million.

Sur les biens féodaux rendus allodiaux, l'impôt du 1^{er} mai 1798 établit une redevance du huitième du revenu sur les navilles, moulins, fonderies, usines de toutes espèces, les filatures seules exceptées.

L'impôt du 13 octobre 1798, tendant à accélérer l'acquittement des dettes de l'Etat, frappe d'un nouvel impôt les propriétés foncières, les capitaux de commerce et les objets de luxe.

Les propriétés foncières de 10,000 à 100,000 francs de capital furent imposées à raison de 3 pour 100;

De 100,000 à 200,000, elles devaient le 4 pour 100;

De 200,000 à 400,000, le 5 pour 100;

De 400,000 à 600,000, le 6 pour 100;

De 600,000 à 800,000, le 7 pour 100;

De 800,000 à 1 million, le 8 pour 100;

D'un million en augmentant d'un dixième à chaque 100 de plus*.

L'impôt sur les capitaux de commerce était de 10 pour 100, sur tous ceux qui surpassaient 10,000, et de 7 pour tous ceux au-dessous.

L'impôt sur le luxe et sur les maisons de campagne :

* L'impôt sur les propriétés payable dans le mois de décembre 1798 pour une moitié, l'autre moitié au mois de juin suivant.

Un domestique payait.....	15 fr. par tête.		
Deux domestiques.....	20	»	»
Trois.....	25	»	»
Quatre.....	30	»	»
Un cheval de luxe payait..	30	»	»
Deux chevaux.....	50	»	»
Trois.....	70	»	»
Quatre.....	90	»	»
Un plus grand nombre.....	100	»	»

Pour chaque carrosse ou voiture, sous quelque dénomination que ce soit, 100 francs.

Les maisons de campagne, depuis 50 jusqu'à 200 fr.

Mais le principal objet de l'édit du 13 octobre 1798 fut de faciliter et d'accélérer l'aliénation des biens du clergé et de ceux des religieux de Malte, de saint Maurice et de saint Lazare, mis en vente dès l'année précédente.

Par son manifeste du 5 mai précédent, la Chambre des Comptes avait annoncé, qu'en conformité des édits, il avait été brûlé déjà pour 40,384,571 francs 6 sous 4 deniers de billets de crédit sur les finances, de cédules et d'obligations sur les *monti* et sur la banque de Saint-Second, constituant la dette de l'Etat. Ce résultat prouvait combien les soins du gouvernement étaient actifs; il prouvait que ses mesures étaient sages autant que sévères; il promettait enfin les résultats les plus heureux; mais l'intrigue et la malveillance n'en répandaient que plus leur venin.

Dans le préambule de cet édit du 13 octobre 1798, le roi se plaint que la méfiance et la séduction exagèrent les détresses de l'Etat, et atténuent ses moyens d'y faire face. Il déclare qu'un tiers des billets est brûlé, que six millions d'autres dettes sont éteintes: que tous les paiements courants ont été effectués avec une ponctualité scrupuleuse, que, cependant, il a été forcé, de faire de grands achats de blé, pour prévenir la cherté des grains et calmer des inquiétudes trop fondées sur la famine; ces faits, ajoute-t-il, devraient tranquilliser le public, et lui prouver que ses vives sollicitudes ne se sont jamais ralenties, et qu'enfin il ne faut que de la constance et du temps pour rétablir le crédit national et rendre inutiles les mesures forcées.

Il annonce que le clergé, rempli du plus vrai patriotisme, ayant consenti à ce que ses biens servissent d'hypothèques aux dettes de l'Etat, et le Saint-Siège ayant sanctionné cette louable disposition, il va fournir, aux porteurs de billets, le moyen le plus assuré de s'en défaire, en achetant avec avantage ces biens mis en vente

incessamment, avec toute la facilité et la sûreté possible pour les acquéreurs, ne réservant que les églises, les maisons d'habitations et les biens des évêques et des curés, et établissant, du reste, après l'acquittement de la dette publique, un nouveau mont-de-piété, dont les produits doivent fournir aux vendeurs et aux titulaires un honorable entretien. Le mode d'exécution, pour toutes ces grandes mesures, pouvait être regardé comme un chef-d'œuvre d'habileté et de sage prévoyance, et il fallait être un des fondateurs de la république de Carossio pour se plaindre à les traverser. On devait s'attendre à voir, peut-être en moins d'un an, le reste des billets de crédit livrés aux flammes ou ramenés à leur valeur d'opinion, la monnaie de billon réduite de même à ce qu'elle avait été dans les temps les plus heureux de la monarchie, et le chef de l'Etat maître, comme l'avait été son aïeul, de supprimer à la fois toutes les charges extraordinaires.

Les fidèles serviteurs du roi, les vrais amis de la patrie, applaudissaient à ces sévérités, bien convaincus qu'il était impossible de guérir les maux de l'Etat par des demi-moyens.

Les édits les plus nombreux de Charles-Emmanuel IV, après ceux rendus pour l'acquittement de la dette publique, avaient eu pour objet de prévenir, en Piémont, la cherté des vivres et même la famine qui menaçait ce pays, depuis si longtemps malheureux.

Les ordres et patentes du 12 août, du 6 octobre et 17 décembre 1797, les contrats d'achat en font foi; outre les blés achetés dans le Frioul et la Romagne, le roi en faisait venir de Sardaigne, et avait soin de recueillir le superflu des riz du Novarais et du Vercellais, pour en former des greniers d'abondance et empêcher qu'ils ne fussent emportés au dehors.

Page 51, après (28). Le général Swarow, après la paix de Turin, menaça les passages des grandes Alpes, comme pour prendre à dos l'armée française en Suisse.

(MATHIEU DUMAS, *op. cit.*)

Page 58, 3^e alinéa. La bataille de Castel-Nuovo dura depuis trois heures du matin jusqu'à la nuit close. La perte en hommes fut à peu près égale de part et d'autre, c'est-à-dire de 11,000 Français et de 14,000 Autrichiens. La division Montrichard, qui formait la droite du corps que commandait Moreau, fut presque entièrement détruite. Cette action générale fut suivie, le 29, d'une affaire particulière où la division de Serrurier, seule, perdit près de 4,000 hommes.

La bataille de Villafranca fut plus meurtrière, pour les Français, que celle de Castel-Nuovo. Scherer prétendait attaquer et fut prévenu par son adversaire. Pendant dix heures de suite, on se battit de part et d'autre sans reculer d'un pas. Ce ne fut qu'à cinq heures du soir que la victoire se déclara pour les Autrichiens ; mais elle fut complète. Les Français perdirent 15,000 hommes. Leur armée, qui formait 6 divisions, fut réduite à 4 1/2, et elle ne fit plus de halte jusqu'à l'Adda.

Le maréchal Swarow joignit l'armée impériale le 26 avril, et gagna la bataille de Cassano le 27. Il emporta le pont fortifié qui porte ce nom, lequel était garni de trois rangs de retranchements, et jeta, en présence de l'ennemi et de 60 pièces d'artillerie, deux autres ponts sur cette rivière. au moyen desquels il enveloppa et détruisit presque les deux extrémités de la ligne française.

La division Serrurier fut prise tout entière. La division Grouchy fut très maltraitée et abandonnée à sa propre fortune par le général en chef, qui, d'une haine, se retira au-delà du Tessin.

Page 62, 3^e alinéa. Arrivé au centre de la Lombardie, avec une incroyable célérité, on peut supposer à Swarow quatre objets différents : 1^o de pousser Moreau hors du Piémont et de la Lombardie ; 2^o de se rendre maître des vallées qui versent dans les lacs, afin d'établir ses communications avec l'archiduc Charles dans l'Helvétie et le pays des Grisons ; 3^o d'assiéger derrière lui, par détachements. Mantoue, Ferrare et Bologne, pour la réduction desquelles il avait laissé les corps de Kray et de Klenau ; 4^o enfin, de s'emparer de la ville de Gênes.

(MATHIEU DUMAS, *Précis des événements militaires.*)

Page 74, après (54). Le général Swarow fit exécuter, au bureau de la topographie royale, à Turin, une carte militaire des Alpes occidentales et des cours du Rhône et de la Saône. Il exigea, des officiers de l'état-major général piémontais, des mémoires détaillés sur toutes les localités de ce vaste site, qui devait être le théâtre de ses opérations.

Page 81, après (61 bis). — *Détails du siège de Coni.*

La tranchée devant Coni fut ouverte dans la nuit du 26 au 27 novembre 1799, à 400 pas du chemin couvert ; malgré le feu violent de la place, malgré le froid et la

neige qui couvrait la campagne, les travaux furent poussés avec tant d'ardeur que le 1^{er} décembre les premières parallèles furent achevées. La nuit du 1^{er} au 2 décembre, 19 batteries furent armées, et, à sept heures du soir, 280 bouches à feu commencèrent à battre la place avec tant d'impétuosité, qu'au bout de quatre heures l'ennemi fut obligé d'abandonner ses postes avancés. L'une des redoutes, au midi, sauta par l'effet d'une bombe qui tomba dans son magasin à poudre. Dans la nuit du 2 au 3, les deux autres redoutes du front méridional de Coni furent emportées. La seconde parallèle ouverte et achevée le soir, l'ennemi demanda à capituler. Le 4 décembre, la garnison française, forte de 2,500 hommes, et le général Clément, son commandant, sortirent, comme prisonniers de guerre, pour se rendre dans les Etats autrichiens. On trouva, dans Coni, 180 pièces de canon. Ce siège finit la campagne.

ERRATA

La note 18 fait suite à la note 17, page 116.

La note 24 à la fin du 1^{er} alinéa de la page 48.

~~670,123~~

1229735

TABLE

DU TOME QUATRIÈME

	Pages.
<i>Situation de la monarchie piémontaise lors de l'avènement de Charles-Emmanuel IV au trône.</i>	5
<i>Avènement de Charles-Emmanuel IV au trône. — Système politique que les circonstances le forcent d'adopter.</i>	7
<i>Dégoûts et traverses secrètes que Charles-Emmanuel éprouve de la part des Français; menées des Jacobins piémontais.</i>	10
<i>Traité d'alliance avec les Français contre l'Autriche.</i>	12
<i>Armistice de Leoben; paix de Campo-Formio, l'une du 7 avril 1797, l'autre du 17 octobre suivant.</i>	19
<i>Soulèvement dans plusieurs parties du Piémont. — L'animosité des transfuges de ce pays est excitée par les républiques voisines. — Le roi s'en plaint à Bonaparte qui lui donne satisfaction. — Le général en chef quitte l'Italie après le traité de Campo-Formio.</i>	15
<i>Accueil que Bonaparte reçoit à Paris. — Son départ pour l'expédition d'Egypte. — Exploits du Directoire exécutif pendant son éloignement.</i>	18
<i>Tentatives des transfuges piémontais contre les frontières des États du roi, en 1798; ils sont favorisés par les traîtres de l'intérieur, soutenus ouvertement par le gouvernement ligurien et secrètement par les agents français.</i>	20
<i>Guerre de 19 jours contre les Génois.</i>	26
<i>La citadelle de Turin livrée aux Français. — Les hostilités cessent entre les troupes du roi et celles de la république de Gènes.</i>	31

<i>Nouvelles entreprises des patriotes piémontais</i>	32
<i>Une coalition nouvelle, formée contre la France, à la fin de 1798, sert de motif à l'expulsion du roi et à l'envahissement du Piémont.</i>	37
<i>Le roi, surpris et désarmé par le général Joubert, renonce à l'exercice de tout pouvoir en Piémont et se retire dans l'île de Sardaigne.</i>	39
<i>Aspect de Turin après le départ de la famille royale pour la Sardaigne. Création et premières opérations du gouvernement provisoire</i>	44
<i>Le gouvernement provisoire tombe dans le plus grand discrédit; les entreprises contre l'ordre ecclésiastique achèvent de le rendre odieux; il vote lui-même la réunion du Piémont à la France qui adopte ce don</i>	47
<i>Les troupes du roi de Naples sont battues par le général Championnet. — Le Directoire exécutif de Paris déclare la guerre à l'Autriche et à la Toscane</i>	49
<i>Marche des armées russes. — Le gouvernement français déclare la guerre à la maison d'Autriche. — Coup d'œil sur la disposition militaire et la situation morale de ces grandes armées avant l'ouverture de la campagne de 1799</i>	51
<i>Commencement des hostilités. — Défaite de l'armée de Jourdan par l'archiduc Charles. — Retraite de cette armée et de celle de Bernadotte sur la gauche du Rhin; celle-ci et celle du Danube sont supprimées. — Le commandement général est donné à Masséna</i> ..	54
<i>Revers de l'armée française en Italie. — Jonction des Russes avec les Autrichiens, que Scherer s'efforce en vain d'empêcher. — Moreau prend, après la destitution de celui-ci, le commandement général des troupes républicaines et se retire à Bassignano, puis dans l'Apennin</i>	57
<i>Surprise de la ville de Turin. — Les Austro-</i>	

<i>Russes y entrent aux acclamations des habitants. — Siège et reddition de la citadelle...</i>	63
<i>Bataille de la Trebia. — Nouveau combat de la Spinetta. — Jonction de Macdonald et de Moreau dans les montagnes de la Ligurie..</i>	66
<i>Chute d'Alexandrie et de Mantoue. — Bataille de Novi.....</i>	68
<i>Ravages de l'armée française, resserrée dans l'Apennin et les Alpes méridionales. — Vengeances des paysans armés contre ces dévastateurs et contre les Jacobins.....</i>	70
<i>Retour du roi de Sardaigne à Florence, provoqué par Swarow. — La cour de Vienne l'empêche de revenir à Turin. — Établissement d'un conseil de régence.....</i>	71
<i>Plan du maréchal Swarow pour faire triompher en France le parti anti-révolutionnaire et pour abattre celui du Directoire, après avoir dispersé l'élite de ses généraux.....</i>	74
<i>La mésintelligence entre les alliés. — La situation du roi de Sardaigne en devient plus embarrassée</i>	75
<i>Masséna reprend l'offensive et gagne la bataille de Zurich. — Swarow, parti pour aller prendre en Suisse le commandement de l'armée austro-russe, trouve en arrivant cette armée battue et dispersée. — Lui-même n'échappe pas sans peine aux dangers dont il est environné; il retourne en Russie. — Bonaparte revient d'Egypte. — Sensations produites par le départ de l'un et par le retour de l'autre.</i>	76
<i>Coup d'œil nouveau sur la Suisse et sur l'Italie à la fin de la campagne de 1799.....</i>	80
<i>Hiver de 1799 à 1800. — Préparatifs pour la campagne suivante. — L'armée piémontaise se réorganise, mais refuse hautement de prendre les devises autrichiennes et de prêter serment à l'empereur d'Allemagne</i>	81
<i>Ouverture de la campagne de 1800</i>	83
<i>Défense de Gènes par Masséna.....</i>	85
<i>Opérations de Moreau sur le Danube.....</i>	91
<i>Diversión du général Thuro par les Alpes du</i>	

<i>Dauphiné</i>	92
<i>Marche du général Moncey dans les revers du Saint-Gothard</i>	93
<i>Marche de l'armée de réserve. — Bataille de Marengo</i>	94
<i>Mort de la reine Clotilde. — Charles - Emma- nuel IV abdique la couronne de Sardaigne en faveur du duc d'Aoste, l'aîné de ses frères, et se retire à Rome</i>	105
<i>Changements produits en Europe par la ba- taille de Marengo et par les traités qui en furent la suite</i>	108
<i>Notes</i>	111
<i>Additions, corrections et notes supplémen- taires :</i>	
<i>Premier volume</i>	157
<i>Deuxième volume</i>	160
<i>Troisième volume</i>	161
<i>Quatrième volume</i>	164

